

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCES PUBLIQUES DU:

MERCREDI 17 DÉCEMBRE 2014

ET DU

MARDI 30 DÉCEMBRE 2014

TOME III

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2014 et Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1) Attributions de subventions pour l'exercice 2014 :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

• Dans le cadre de la thématique SANTE :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Projet	11 ^{ème} JOURNEE MONTPELLIERAINE DES SOINS PALLIATIFS	5 827 €
TOTAL				5 827 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, fonction 925

• Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT :

➤ SPORT

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	Projet	DECOUVERTE DU TAI CHI NATURE ET ABORDER LA RENTREE D'UN PIED SEREIN	1 000 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER	Projet	ACTIVITES DEVELOPPEMENT VOLLEY BALL	1 500 €
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, fonction 924

- **Dans le cadre de la thématique SOCIAL:**

- **SOLIDARITE**

Code	Structure	Nature	Montant
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC- ROUSSILLON	Fonctionnement	1 500 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000 €
TOTAL			3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, fonction 925

- **COHESION SOCIALE**

Code	Structure	Nature	Montant
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION DE L'HERAULT	Fonctionnement	5 000 €
TOTAL			5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, fonction 925

- **Dans le cadre de la thématique URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE:**

- **LOGEMENT**

Code	Structure	Nature	Montant
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
TOTAL			1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, fonction 920

- **Dans le cadre de la thématique FINANCES :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
	RESTOS DU COEUR	Projet	CONCERT DES	50 000 €

		ENFOIRES 2015	
TOTAL			50 000 €

Les crédits seront prélevés de la façon suivante :

- 35 000 € sur la ligne 21498, nature 6574, fonction 925
- 15 000 € sur la ligne 21364, nature 6574, fonction 920

Code	Structure	Nature	Montant
	COMITE DE SOUTIEN POUR QUE VIVE LA MARSEILLAISE / LES AMIS DE LA MARSEILLAISE	Fonctionnement	12 000 €
TOTAL			12 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, fonction 920

• **Dans le cadre de la thématique CULTURE :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
980	FESTIVAL INTERNATIONAL DE RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER	Fonctionnement		60 000 €
TOTAL				60 000 €

Les crédits seront prélevés de la façon suivante :

- 30 000 € sur la ligne 1937, nature 6574, fonction 924
- 30 000 € sur la ligne 1350, nature 6574, fonction 920

• **Dans le cadre des PEDT :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
344	TERRE NOURRICIERE	Projet	LE JARDIN DES "P'TITS CURIEUX"	2 550 €
6184	EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC	Projet	ARCADEMIE	2 000 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	LES PETITS ARCHITECTES	2 300 €
38	RADIO AVIVA 88 FM	Projet	INITIATION AU DEBAT ET REDACTION D'UN MAGAZINE	8 000 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	Projet	HISTOIRES FANTASTIQUES	3 340 €
TOTAL				18 190 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922

2) Annulation d'attributions de subventions :

- La Ville de Montpellier a attribué, lors de la séance du Conseil municipal du 17 février 2014, une subvention de 2 500 € à la structure LA NOUVELLE AVENTURE Code 5802 dans le cadre de la thématique CULTURE. En raison de la nature commerciale de cette structure, il est proposé au Conseil municipal d'annuler l'attribution de cette subvention.
- La Ville de Montpellier a attribué, lors de la séance du Conseil municipal du 17 février 2014, une subvention de 1 000 € à la structure THEATRE DES TREIZE VENTS Code 213 dans le cadre du dispositif CUCS COHESION SOCIALE. En raison de la nature commerciale de cette structure, il est proposé au Conseil municipal d'annuler l'attribution de cette subvention.
- La Ville de Montpellier, dans le cadre de la mise en place des projets d'activités périscolaires, a attribué des subventions au conseil municipal du 24 juillet 2014. Les structures bénéficiaires ne pouvant réaliser le projet dans les conditions initialement prévues, il convient d'annuler les subventions suivantes :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
3473	ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	Projet	LA VOIE DE LA REUSSITE EDUCATIVE	6 000 €
38	RADIO AVIVA 88 FM	Projet	DECOUVERTE DES METIERS DE LA RADIO INITIATION AU DEBAT	3 000 €
TOTAL				9 000 €

3) Attributions de subventions pour l'exercice 2015:

Afin de permettre à nos partenaires d'assurer la continuité de leurs activités et le financement de leurs charges de personnel, il est proposé de leur attribuer une première subvention, correspondant à environ 30% du montant de la subvention estimé pour 2015.

Chapitre	Nature	Code	Structure	Nature	Montant
925	657362	1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	Fonctionnement	3 714 000 €
929	6574	4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	Fonctionnement	578 250 €
920	6574	2866	COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES	Fonctionnement	207 800 €
928	65738	3486	GIP DSUA	Fonctionnement	58 807 €
922	657361	3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	51 600 €
929	6574	5456	PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES	Fonctionnement	59 250 €
TOTAL					4 669 707 €

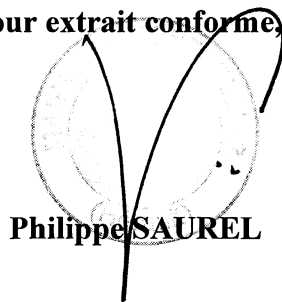
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus;
- D'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR
UN PROJET D'ACTIVITES SUR DES TEMPS PERISCOLAIRES**

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier a lancé un appel à projets pour inviter les associations qui le souhaitent à proposer un projet d'activités destiné aux enfants inscrits à des temps périscolaires gratuits, organisés dans les écoles municipales les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 16h00 à 17h30.

Ces projets d'activités ont vocation à s'inscrire dans les objectifs suivants :

- Contribuer à lutter contre les inégalités et l'échec scolaire en offrant au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires variées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.
- Favoriser la découverte ou l'initiation des enfants des écoles à des activités sportives ou culturelles.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Le partenariat prévu par la présente convention s'inscrit dans le cadre des objectifs et des modalités de fonctionnement des Accueils de Loisirs Périscolaires tels que définis par la DDCS et la CAF.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT, ENTRE :

LA VILLE DE MONTPELLIER, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

ET

La structure bénéficiaire *nom de l'association*, dont le siège est *adresse du siège*, représentée par *nom du président* Président(e) élu(e) par le bureau ou le conseil d'administration le

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre des objectifs décrits dans l'appel à projets, l'association a présenté une proposition de réalisation d'activités périscolaires

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions de réalisation par l'association du projet d'activités périscolaires qu'elle a présenté
- les modalités du soutien financier et organisationnel apporté à l'action par la Ville de MONTPELLIER

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION MUNICIPALE :

Le montant prévisionnel du projet s'élève à € TTC. Considérant que le projet de l'association correspond aux objectifs de l'appel à projets et contribue au développement de la politique de la ville en matière de réussite éducative et présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier à hauteur de €.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

1. Les modalités de mise en œuvre du projet :

L'association s'engage à mettre en œuvre sa proposition d'activités périscolaires dans le(s) secteur(s)

où elle assurera l'organisation et la prise en charge des enfants pendant séances d'activités périscolaires (1h30 par séance) sur la base du planning annuel défini par le responsable des accueils périscolaires.

Elle s'engage à réaliser le projet tel que décrit dans la fiche projet en veillant particulièrement au respect des objectifs éducatifs et des modalités d'organisation qu'elle a défini.

L'association fournira l'ensemble des matériels nécessaires à la réalisation de son projet et veillera au strict respect des locaux utilisés qui devront être rangés après usage.

2. Les intervenants

L'association réalisera l'activité qu'elle propose sous sa pleine responsabilité, avec le concours d'un ou plusieurs intervenants formés et habilités à prendre en charge de façon autonome des groupes d'enfants, sur la base des taux d'encadrement et des qualifications prévus par les textes réglementaires.

En cas d'empêchement du ou des intervenants prévus, l'association s'assurera de leur remplacement afin d'assurer la continuité du projet engagé.

3. La coordination avec le responsable des accueils périscolaires

L'action proposée par l'association s'inscrit dans une cohérence avec le projet pédagogique élaboré par le responsable des accueils périscolaires (RALAE) qui définit, pour chaque groupe scolaire, l'ensemble des activités périscolaires ainsi que la répartition des groupes d'enfants entre les diverses activités.

En conséquence, l'intervenant associatif respectera le cadre dévolu à son action (définition des lieux et des groupes d'enfants notamment). Il veillera à ce que son action s'intègre au projet global et, le cas échéant, procédera aux ajustements nécessaires demandés par le RALAE.

4. L'évaluation du projet

Le projet fera l'objet, tout au long de son déroulement, d'une vérification de son adéquation avec le public concerné et du respect des objectifs éducatifs. A la fin de l'année scolaire, l'association présentera un bilan d'activité qui permettra de mesurer la pertinence et l'efficacité du projet.

ARTICLE 4 - DUREE ET CADUCITE DE LA SUBVENTION

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2014-2015 (septembre 2014 à juin 2015).

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION /

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 1 exemplaire original (Pièce 1) et du RIB de la structure (Pièce 2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%), sera versé à la fin de la réalisation du projet sur présentation des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux comptes,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2014 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION ET ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention dans le respect de ses engagements définis à l'article 3,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 5,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE

En plus des pièces listées à l'article 5, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

ARTICLE 8 : DEVOIR D'INFORMATION

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

ARTICLE 9 : RESILIATION ET CAS DE REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION VERSEE

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

ARTICLE 10 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Tarifs 2015 pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Cette délibération contient par principe l'ensemble des tarifs montpelliérains qui seront applicables au 1^{er} janvier 2015.

Les ressources liées à ces différents tarifs représentent annuellement environ 20 M€ de recettes de fonctionnement.

Les orientations d'évolution pour 2015 sont les suivantes :

- 1) Pas d'augmentation sur la restauration scolaire et la jeunesse
- 2) Autres services à la population : augmentation plafonnée au montant de l'inflation
- 3) Location et occupation du domaine public : évolution et ajustement ponctuels

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- ✓ Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public),
- ✓ Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun.

Les éléments ci-après détaillent le cadre juridique et la typologie des tarifs municipaux qui sont intégralement listés dans cette délibération.

Les tarifs sont en effet fixés selon différentes modalités :

- certains sont imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- d'autres sont déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- d'autres encore ont des modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;

- ou encore ils sont indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- parfois ils sont calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- enfin, certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les tarifs peuvent être en outre classés selon la typologie suivante :

- **Taxe :** le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- **Redevance :** deux redevances sont distinguées :
 - la **redevance pour service rendu** est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).
Peuvent être considérées comme tels les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.
 - la **redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public** s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés en 3 catégories :

1 – Les tarifs relatifs aux services à la population

2 – Les redevances d'occupation du domaine public

3 – Les refacturations

1 – Les tarifs relatifs aux services à la population

Les services de la Ville de Montpellier s'organisent autour de 150 métiers qui permettent d'offrir aux montpelliérains un service public professionnel, proche et réactif.

1-1 : Les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) :

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

446

➤ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille. La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux lorsqu'un enfant, en situation de handicap est à la charge de la famille. Dans ce cas, le taux d'effort applicable est celui auquel la famille pourrait prétendre si elle avait un enfant supplémentaire.

Tarif horaire = Taux horaire x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

➤ Taux applicables pour 2015

Le barème national pour 2015 sera publié en début d'année prochaine. Il sera appliqué dès sa publication.

		A titre indicatif	
	Taux horaire	Tarif plancher 2014	Tarif plafond 2014
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,06%	0,38 €	2,89 €
2 enfants	0,05%	0,31 €	2,41 €
3 enfants	0,04%	0,25 €	1,92 €
4 à 7 enfants	0,03%	0,19 €	1,44 €
8 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,96 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,05%	0,31 €	2,41 €
2 enfants	0,04%	0,25 €	1,92 €
3 à 5 enfants	0,03%	0,19 €	1,44 €
6 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,96 €
TARIFICATIONS SPECIFIQUES			
Famille non affiliée au régime CAF ou SNCF	Tarifs majorés de 50 %		
Famille non domiciliée à Montpellier	Tarifs majorés de 10 %		

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € (0.05% x 2 200€).

Par ailleurs, il est précisé que la Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans les cas suivants :

- La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur.
- Un enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance. La tarification à appliquer correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.
- Un enfant accueilli dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil général de l'Hérault peut bénéficier, d'autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

1-2 : La restauration scolaire :

La Cuisine Centrale Municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 10 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.



Modalités de détermination des tarifs

Le tarif général pour la restauration scolaire est de 3.38 € pour un enfant en maternelle et 3.69 € pour un enfant en élémentaire.

Une tarification sociale est proposée aux familles, domiciliées à Montpellier, disposant de faibles revenus. Les tarifs sont alors calculés sur la base de certaines ressources et charges des familles ainsi que le nombre de parts du foyer.

A- Etablissement du revenu net mensuel (ressources – charges) :

Pour le parent responsable et son conjoint, les ressources et charges prises en compte sont les suivantes :

- Ressources : Salaire, ASSEDIC, IJ - Pensions - Retraite /AAH, RSA (socle - majorité – activité), pension alimentaire reçue, allocation soutien familiale, allocations familiales, complément familial, allocation jeune enfant, allocation parentale d'éducation, autres revenus, allocation logement /APL
- Charges : Loyer (hors charges) ou remboursement habitation principale (limité à 125€ par part), forfait téléphone (limité à 13€), pension alimentaire versée.

B- Etablissement du nombre de parts :

On compte une part par individu présent dans le foyer. Les enfants doivent être à charge effective, allocataire CAF et avoir moins de 20 ans. Par exemple, un couple avec un enfant totalise $1+1+1 = 3$ parts. Dans le cas d'une famille monoparentale, la situation est différente selon que l'enfant est en garde exclusive ou en garde alternée. Dans le cas de la garde exclusive, la Ville majore le nombre de parts de 1, soit $1+1+1 = 3$ parts également. La garde alternée dans ce même exemple totalise 2 parts.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Tarif Général 2015	Ecole Maternelle	Ecole Elémentaire
Hors montpelliérains & hors tarification sociale	3,38 €	3,69 €

Quotient familial 2015	Ecole Maternelle	Ecole Elémentaire
Q 1: de 0 € à 167 €	1,76 €	1,76 €
Q 2: de 168 € à 191 €	2,44 €	2,44 €
Q 3: de 192 € à 260 €	2,83 €	2,83 €
Q 4: de 261 € à 290 €	2,89 €	3,13 €
Q 5: de 291 € à 335 €	3,13 €	3,47 €
Q 6: de 336 € à 458 €	3,21 €	3,55 €
Q 7: 459 € et plus	3,38 €	3,69 €

Autres tarifs	Tarifs 2015
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)	1,76 €
PAI * prise en charge panier repas	1,76 €
Repas – Associations	6,34 €
Repas – ALSH	5,07 €
Repas – Stagiaire	3,69 €
Repas – Enseignant (tarif de base)	6,60 €
Repas – Enseignant (tarif subventionné)	Tarif de base - subvention
Remplacement carte MIDI	8,00 €

* *Projet d'Accueil Individualisé pour les enfants allergiques ou sous prescriptions médicales.*

La tarification sociale s'appliquera aux repas commandés par les ALSH auprès de la Cuisine Centrale dès lors que ces ALSH répercuteront ladite tarification sur les repas fournis aux enfants.

Considérant le prix de revient d'un repas, l'application d'un tel tarif constitue une subvention en nature accordée auxdits ALSH. Cette subvention en nature devra être inscrite dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Une telle subvention présente un intérêt local dès lors que l'ALSH associatif, répercutant cette baisse de tarif sur le prix du repas facturé à l'enfant, participe ainsi aux engagements de la Ville en termes d'accès élargi et plus juste aux centres de loisirs.

Montant de la valorisation en référence à la tarification unique de 5,07 euros :

Quotient familial 2015	Ecole Maternelle	Montant de la valorisation	Ecole Élémentaire	Montant de la valorisation
Q 1: de 0 € à 167 €	1,76 €	3,31 €	1,76 €	3,31 €
Q 2: de 168 € à 191 €	2,44 €	2,63 €	2,44 €	2,63 €
Q 3: de 192 € à 260 €	2,83 €	2,24 €	2,83 €	2,24 €
Q 4: de 261 € à 290 €	2,89 €	2,18 €	3,13 €	1,94 €
Q 5: de 291 € à 335 €	3,13 €	1,94 €	3,47 €	1,60 €
Q 6: de 336 € à 458 €	3,21 €	1,86 €	3,55 €	1,52 €
Q 7: 459 € et plus	3,38 €	1,69 €	3,69 €	1,38 €

Ce dispositif fait l'objet d'un avenant à la convention d'utilisation de locaux scolaires pour les accueils de loisirs sans hébergement gérés par des associations.

1-3 : Les Accueils de Loisirs Associés à l'Ecole (ALAE) :

Les Accueils de Loisirs comprennent notamment les garderies du matin et du soir.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs sont calculés selon les mêmes modalités que pour la restauration scolaire.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Quotient familial	ACCUEIL MATIN COMPLET (7h45-8h45)	ACCUEIL SOIR (17h30-18h30)
Q 1: de 0 € à 167 €	0.34 €	0.34 €
Q 2: de 168 € à 191 €	0.40 €	0.40 €
Q 3: de 192 € à 260 €	0.52 €	0.52 €
Q 4: de 261 € à 290 €	0.58 €	0.58 €
Q 5: de 291 € à 335 €	0.58 €	0.58 €
Q 6: de 336 € à 458 €	0.60 €	0.60 €
Q 7: 459 € et plus	0.62 €	0.62 €
Pénalités de retard	/	8.00 €

1-4 : Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) :

Les Accueils de Loisirs de Montpellier sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 33 centres sont répartis sur la Commune représentant 1 200 places par jour.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu net mensuel de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

Tarif journée (sans repas) = Revenu mensuel* x taux d'effort correspondant

** revenu net fiscal de référence indiqué sur le dernier avis d'imposition reçu des membres du foyer*

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0.575%	7.30 €	16.00 €
2 enfants	0.525%	6.80 €	14.50 €
3 enfants et plus	0.475%	6.10 €	13.80 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Famille hors Montpellier	Tarif majoré de 3€		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		
Plusieurs enfants inscrits	<i>-50 % à partir du 2^{ème} enfant inscrit : cette réduction s'applique sur le tarif calculé pour le 2^{ème} enfant et les suivants. Elle ne s'applique pas pour le 1^{er} enfant de la famille. Cette réduction ne s'applique pas pour les familles bénéficiant des bons CAF</i>		

1-5 : Les prestations destinées à la jeunesse :

➤ La carte été jeunes

La Ville propose aux jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations à des tarifs préférentiels. La Carte Eté Jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès gratuitement à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer dans la Ville de juin à septembre (valeur totale des activités : 350 €).

Toute attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution.

➤ Les ateliers « découverte »

Des ateliers « découverte » ou des animations, sont proposés aux montpelliérains de 12 à 29 ans, pendant les petites vacances de février, avril et octobre.

Les Photocopies et impression de CV

Le montant peu élevé du prix de ces prestations permet à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

➤ Exposition & vide-studio annuel

Accueil et exposition gratuite des créations des jeunes artistes montpelliérains non professionnels.

Participation gratuite au « vide-studio » pour les jeunes de moins de 30 ans ainsi que pour les associations dédiées à la jeunesse: journée d'échanges et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Tarifs 2015	
Carte été jeune	25,00 €
Ateliers « découverte »	20,00 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit
Vide studio	Gratuit

1-6 : Les activités sportives :

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

Tarifs 2015	
Carte Montpellier Sports	5,00 €

1-7 : Les activités socio-culturelles des Maisons Pour Tous :

Chaque semaine, les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent aux montpelliérains de tous âges environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

➤ Les cartes d'abonnement

Outre l'accès à de nombreuses activités, cette carte d'abonnement permet de bénéficier à titre gracieux de certaines animations, d'un accès gratuit Internet 2 heures par semaine dans le cadre du Projet EPI, également de tarifs préférentiels à des manifestations et soirées familiales et de tarifs réduits aux théâtres Gérard Philipe et Jean Vilar.

Cartes d'abonnement : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Adulte Montpelliérain	7,00 €
Enfant Montpelliérain (moins de 16 ans)	3,50 €
Adulte (hors Montpellier)	10,00 €
Enfant (moins de 16 ans – hors Montpellier)	5,00 €

➤ Les cotisations annuelles pour les activités

Activités collectives : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Tarification pour 30 séances de 1h/semaine	135,00 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40,00 €
Tarification étudiant pour 30 séances de 1h/semaine	65,00 €
Tarification étudiant par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	20,00 €
Réduction comité d'entreprises (COSC ...)	20%
Réduction pour : -les étudiants -les bénéficiaires des allocations insertion, solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, parent isolé, revenu minimum d'insertion,	50%

-les adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
-les personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réduction pour les familles nombreuses :	
-pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
-pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
-pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des cours restant à faire jusqu'à la fin de la session.	

Cours particuliers : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Tarification solfège seul – éveil musical – solfège spécial batteur (30 séances d'1 heure)	135,00 €
Tarification cours particulier à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500,00 €
Tarification cours à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	440,00 €
Tarification cours à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	320,00 €
Tarification initiation à internet (cours dispensé par animateurs MPT)	5,00 €

Soirées et animations organisées en MPT : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Tarification abonné animation diverses – catégorie A	1,00 €
Tarification abonné animation diverses – catégorie B	3,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie C	4,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie D	7,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie E	10,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie F	15,00 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie A	2,00 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie B	5,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie C	6,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie D	9,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie E	12,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie F	17,00 €

*Les tarifs sont fixés en fonction d'un classement (catégories A à F) déterminé par le prix et le lieu de la prestation.
Pour les inscriptions en cours d'année, une dégressivité sera appliquée aux adhérents sur la base de 10 mois d'activités.

Stages : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Tarification abonné stages – catégorie H	10,00 €
Tarification abonné stages – catégorie I	20,00 €
Tarification abonné stages – catégorie J	31,00 €
Tarification abonné stages – catégorie K	41,00 €

*Les tarifs sont fixés en fonction d'un classement (catégories H à K) déterminé par le coût du stage.

1-8 : La Serre Amazonienne :

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Agglo permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs 2015	Sans Pass Agglo	Avec Pass Agglo
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40,00 €	40,00 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour : -les enfants de moins de 6 ans -les bénéficiaires de minima sociaux -les groupes scolaires (maternels & primaires) et ALSH de Montpellier	Gratuit	Gratuit
Tarif groupes :		
-comités d'entreprises et associations (>10 personnes)	3,00 €	3,00 €
-groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants	3,00 €	3,00 €
-groupes scolaires (maternels & primaires) et ALSH hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Visite nocturne et guidée	10,00 €	10,00 €
Location d'audio-guide	1,00 €	1,00 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

1-9 : Le parcours muséographique :

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- au musée du Vieux Montpellier
- à la pharmacie et chapelle de la Miséricorde

Entrée parcours muséographique	Tarifs 2015
Tarif individuel	3,00 €
Tarif réduit pour :	
-les groupes (à partir de 10 personnes)	2,00 €
-les familles nombreuses sur présentation de la carte	2,00 €
-les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de l'Agglomération de Montpellier	1,50 €
Entrée gratuite pour :	
-les moins de 26 ans et les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants, les détenteurs de la City Card et de la Carte Pass Pro Tourisme délivrées par l'Office du Tourisme, les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants, les détenteurs de la Carte Été Jeunes -à l'occasion de la Nuit Européenne des Musées -lors des Journées du Patrimoine -le 1er dimanche de chaque mois	Gratuit

1-10 : Le théâtre Jean Vilar :

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpelliérain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Tarifs 2015		
Théâtre Jean Vilar	Théâtre	Concert

Tarif individuel	15,00 €	15,00 €
Tarif réduit pour les étudiants, comités d'entreprises (selon convention), plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, bénéficiaires de minima sociaux, groupes (à partir de 10 personnes)	11,00 €	11,00 €
Tarif réduit pour les moins de 16 ans, groupes scolaires (lycées) et intermittents du spectacle	5,00 €	5,00 €
Tarif réduit pour les groupes scolaires (écoles & collèges)	3,50 €	3,50 €
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles :		
Vilar Pass : carte nominative réservée aux moins de 16 ans	15,00 €	15,00 €
Carte nominative plein tarif (11.50€ / spectacle supplémentaire)	46,00 €	46,00 €
Carte nominative tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire)	36,00 €	36,00 €
Pass culture (convention avec le CROUS)	9,50 €	9,50 €
Stage théâtre – Nouvelle tarification par jour de stage et par participant (durée générale d'un stage : 5 jours, soit 50 €)	10,00 €	

1-11 : Le cinéma Nestor Burma :

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs 2015
Tarif individuel (+ de 14 ans)	6,00 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5,00 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif individuel Ecran des enfants	3,00 €
Tarif moins de 14 ans – Nouveau tarif	4,00 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45,00 €
Tarif comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif spécial (événement conventionné ou séance à la carte – enseignant, centre de loisirs... IME) (nouveau tarif)	3,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Supplément 3D	1,00 €
Remplacement de lunettes endommagées	45,00 €
Vente d'affiche 40x60cm	2,00 €
Vente d'affiche 120x160cm	5,00 €

2 – Les redevances d'occupation du domaine public

Avec plus de mille lieux et événements dédiés à la culture, 246 salles et terrains de sport, 146 parcs et squares, Montpellier offre à ses habitants, à travers la richesse de son patrimoine, une Ville dans laquelle il fait bon vivre.

La redevance d'occupation du domaine public correspond quant à elle à la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques). L'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des

dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc. La redevance est également un outil permettant d'organiser harmonieusement l'occupation de notre patrimoine municipal.

2-1 : Les salles municipales et le matériel:

✚ Les salles municipales

Salles	Unité	TARIFS 2015		
		PLEIN TARIF	DEMI TARIF*	FORFAIT DE BASE**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville - par quinzaine)	U	3 150,00 €	1 575,00 €	30,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour	3 200,00 €	1 600,00 €	50,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour	2 700,00 €	1 350,00 €	50,00 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour	2 000,00 €	1 000,00 €	50,00 €
Salle du Conseil Municipal (niv 2) hors prestation de régie technique obligatoire IEC	/ jour	2 150,00 €	1 075,00 €	50,00 €
Salle Pierre Mendes France (Hôtel de Ville - niv 2)	/ jour	300,00 €	150,00 €	30,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour	1 600,00 €	800,00 €	50,00 €
Centre Rabelais (bd Sarrai - salle de projection)	/ jour	1 300,00 €	650,00 €	50,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour	255,00 €	127,50 €	25,50 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour	600,00 €	300,00 €	30,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour	440,00 €	220,00 €	30,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Maison des Relations Internationales (salle de réception)	/ jour	900,00 €	450,00 €	50,00 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	100,00 €	50,00 €	15,00 €

***Gratuité** pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).*

Cautionnement	Unité			
Caution pour tout espace loué	U	1 530,00 €	1 530,00 €	1 530,00 €

***Demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.**

****Forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.**

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur. La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Le matériel

TARIFS 2015		
Matériels	Unité	PLEIN TARIF
Chaise	u/jour	0,31 €
Table (1.50m ou 2m)	u/jour	4,18 €
Grille-caddie	u/jour	5,80 €
Podium	m ² /jour	7,80 €
Barrière	u/jour	7,80 €
Place de tribune	u/jour	0,80 €
Coffret électrique	u/jour	168,00 €
Pose et dépose de drapeaux, banderoles, tentures de rue	u/jour	15,60 €
cautionnement		
Cautionnement petit matériel	/ U	360,00 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement	/ U	1330,00 €

Ce tarif sera appliqué aux particuliers et aux sociétés à caractère commercial.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

Les salles des Maisons Pour Tous et Centre de Ressources Darwin

La Ville de Montpellier met également des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles. Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. **Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.**

Salles pour activités hebdomadaires – Maisons Pour Tous	Tarifs 2015
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110,00 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165,00 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220,00 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245,00 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300,00 €
Tarification pour 2 h et 10 personnes	165,00 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220,00 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270,00 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320,00 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245,00 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300,00 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350,00 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430,00 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455,00 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40,00 €

Salles pour activités ponctuelles – Maisons Pour Tous et Centre de Ressources Darwin	Tarifs 2015
1/2 journée salle de - 60 personnes	55,00 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110,00 €
Journée salle de - 20 personnes	55,00 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110,00 €
Journée salle de + 60 personnes	220,00 €
Week-end réunions et assemblées	110,00 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110,00 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220,00 €
Caution location	150,00 €

Théâtre Gérard Philippe	Tarifs 2015
Tarification pour matinée	35,00 €
Tarification pour après-midi	60,00 €
Tarification pour journée répétition	85,00 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115,00 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90,00 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150,00 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450,00 €

Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)	Tarifs 2015
1/2 journée salle de - 60 personnes	30,00 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	50,00 €

Journée salle de - 60 personnes	50,00 €
Journée salle de + 60 personnes	105,00 €
Week-end réunions et assemblées	50,00 €
Week-end stages d'activités des associations	50,00 €
Caution	150,00 €

Studio d'enregistrement	Tarifs 2015
Journée location	110,00 €
Heure location	15,00 €

✚ **Lieux culturels :**

Théâtre Jean Vilar	Tarifs 2015
Journée par représentation	1000,00€
Caution	760,00€

Redevance d'occupation du Carré Sainte Anne	Tarifs 2015
Mise à disposition du lieu (par journée d'ouverture au public)	515,00€

✚ **La mise à disposition de salles à l'Espace Montpellier Jeunesse (EMJ – 6 rue Maguelone)**

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans porteurs de projet. Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Espace Montpellier Jeunesse	Tarifs 2015
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature de 110€)	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 16 à 29 ans	Gratuit

2 – 2 : La mise à disposition des locaux scolaires (cf délibération du 7 novembre 2011)

Locaux scolaires	Tarifs 2015
Tarif par heure et par salle	5,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

2 – 3 : La location des installations sportives

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Tarifs appliqués aux écoles, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs 2015
Location gymnase	heure	13,40 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	6,20 €
Location de terrain	heure	10,30 €
Location de mur d'escalade	heure	9,40 €
Location de skate parc	heure	9,30 €
Location de court de tennis	heure	6,20 €
Autres usagers	Unité	Tarifs 2015

Location gymnase	heure	49,50 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,60 €
Location d'installation athlétisme	heure	49,50 €
Location de mur d'escalade	heure	43,80 €
Location de terrain	heure	38,40 €
Location de court de tennis	heure	43,80 €
Location de skate parc	heure	43,80 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée (salle de + de 60 personnes)	1 journée	113,20 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée (salle de – de 60 personnes)	½ journée	56,60 €

2 – 4 : La location des jardins familiaux

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Location des jardins familiaux – Tarifs applicables à compter du 1 août 2015	Unité	Tarifs 2015
Location de jardin familial	m²/an	1,01 €
Parcelle standard de 120m² environ	€/an	121,20 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	121,20 €

2 – 5 : L'occupation du domaine public routier

De nombreux chantiers altèrent l'homogénéité des chaussées et trottoirs. D'une part, ces chantiers compromettent la durée de vie du patrimoine de voirie communale et grèvent les budgets d'entretien de la Ville. D'autre part, ces chantiers perturbent régulièrement l'exploitation des routes et dégradent les conditions de circulation pour les usagers.

La Ville a donc décidé depuis 2005 d'appliquer une redevance d'usage du domaine public routier communal (R.U.D.P.R.) afin de limiter l'usage de la voirie pour les chantiers des tiers à la fois dans l'espace et dans le temps.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Transports de l'Agglomération Montpelliéraine sont exonérés de cette redevance. En effet, l'agglomération œuvre dans l'intérêt du domaine public communal (réalisation du tramway, requalifications de voirie, jalonnement directionnel, assainissement...) et sur la base de compétences initialement communales et devenues communautaires dans le cadre de l'intercommunalité.

Redevance d'usage du domaine public routier	Unité	Tarifs 2015
Occupation de la chaussée (par unité de voie de circulation) et/ou des trottoirs et dépendances.	m²/j	0,56 €

2 – 6 : Taxes et redevances d'occupation du domaine public (Cf. plan de zonage joint en annexe)

I – TAXES	Unité	Tarifs 2015
Taxe locale sur la publicité extérieure		
Enseigne < à 7m²	m²/an	0, 00 €
Enseigne > à 7 m² et ≤ à 20 m²	m²/an	30, 00 €
Enseigne > à 20 m² et ≤ à 50 m²	m²/an	60, 00 €
Enseigne > à 50 m²	m²/an	120, 00 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes		
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m²/an	30,00 €

Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m²/an	60,00 €
II – MARCHES - MARCHES AUX PUCES - BROCANTEES	Unité	Tarifs 2015
Exonérations : cas spécifiquement prévus		
Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville		
Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels		
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m²/ avec véhicule / séance de marché	u/jour	20,00 €
Non professionnels redevance emplacement 10 m²/ sans véhicule / séance de marché	u/jour	10,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m² / avec véhicule	u/trim	285, 00 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m²)/ avec véhicules	u/trim	390, 00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires redevance emplacement 90m² / 1 camion	u/trim	760, 00 €
Marché aux Plants		
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m²/trimestre	14,00 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25,00 €
Promenade du Peyrou		
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre)	u/séance de marché	25,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	u/séance de marché	50,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	u/trim	500, 00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre)	u/séance	50,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m²	u/seance	100,00 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	Trimestre	175, 50 €
Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)		
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	4,95 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	7,40 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m²/ ½ jour	1,35 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m²/jour	2,00 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche et jour férié	m²/ ½ jour	1,85 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche et jour férié	m²/jour	2,75 €
Carte commerçant – 1 ^{ère} attribution – Nouveau tarif		0, 00 €
Carte commerçant – Renouvellement / perte – Nouveau tarif		8, 00 €
Bouquinistes 18m²	u/jour	15, 00 €
Octave des Morts : emplacement pour durée du marché (8 jours)	m²/durée	33, 00 €

III – HALLES	Unité	Tarifs 2015
Halle des Quatre Saisons		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,60 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	39,80 €
Halles Laissac		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,25 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	35,70 €
Halles Jacques Cœur		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	15,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	73,45 €
Halles Castellane		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	20,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	55,10 €
Redevance occupation d'une cave non aménagée	u/trimestre	81,60 €
Redevance occupation d'une cave aménagée	u/trimestre	165,25 €
Droits d'entrée halles couvertes		
Surface étal inférieure à 10m²	U	3 000,00 €
Surface étal de 10 à 14m²	U	3 500,00 €
Surface étal de 15 à 19m²	U	3 800,00 €
Surface étal de 20 à 24m²	U	4 200,00 €
Surface étal de 25m² et +	U	4 800,00 €
IV – AUTRES REDEVANCES	Unité	Tarifs 2015
Droits de stationnement Taxis		
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi	u/trimestre	115,00 €
Modulauto - service d'autopartage de véhicules		
Emplacement de stationnement	u/an	160, 00 €
Occupation commerciale du domaine public		
Diverses occupations commerciales - Espaces libres divers	m²/jour	2, 10 €
Diverses occupations commerciales – Espace Grammont	m²/jour	1, 50 €
Espace libre Place de la Comédie	m²/jour	6, 60 €
Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour	1, 50 €
Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour	5, 60 €
Attractions/Manège/Patinoire sur le domaine public	m²/jour	0, 15 €
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes – Nouveau tarif	u/jour	150, 00 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes – Nouveau tarif	u/jour	300, 00 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes – Nouveau tarif	u/jour	450, 00 €
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1500 personnes – Nouveau tarif	u/jour	600, 00 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle) – Nouveau tarif	u/jour	0, 00 €
Estivales - Esplanade de la Comédie		

Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs, produits alimentaires conditionnés	m²/jour	7,00 €
Bouquiniste 18m²	u/jour	25,00 €
Viticulteurs - Forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m²/jour	16,60 €
Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m²/jour	16,60 €
Autres manifestations publiques		
Grand Bazar / Antiquaires / Emplacement 18 m²	u/jour	30,00 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m²	u/jour	50,00 €
Marché thématique événementiel 12 m² environ	u/jour	50,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²	u/semaine	950,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m²)	u/semaine	500,00 €
V – DROITS DE TERRASSE	Unité	Tarifs 2015
Cas spécifiques prévus		
- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies des Z.A.C. qui viennent d'être ouvertes à la circulation et d'exonérer les commerçants de redevance pendant la durée de travaux publics qui gêneront l'installation des terrasses - Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air		
Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)		
Zone 1	m²/an	97,00 €
Zone 2	m²/an	60,00 €
Zone 3	m²/an	43,00 €
Zone 4	m²/an	37,00 €
Terrasse classe B (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que paravents, jardinières, écrans, patelage...)		
Zone 1	m²/an	153,00 €
Zone 2	m²/an	122,00 €
Zone 3	m²/an	107,00 €
Zone 4	m²/an	77,00 €
Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipée des éléments de confort proches d'une installation en dur)		
Zone 1	m²/an	320, 00 €
Zone 2	m²/an	250, 00 €
Zone 3	m²/an	200, 00 €
Zone 4	m²/an	170, 00 €
Stands de vente & kiosques		
Commerces non sédentaires (CNS) vente boissons, sandwiches, frites, glaces pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour	21, 00 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) (emplacement 20 m² environ)	u/an	3 990, 00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces pendant manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	m²/jour	32, 00 €

T-shirts, gadgets, vêtements et autres produits non alimentaires	m²/jour	34, 00 €
Stand pendant concerts	m²/jour	105, 00 €
Kiosque de vente immobilière	m²/mois	105, 00 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza – tout site	u/mois	315, 00 €
Chapiteaux/tentes pour spectacles, expositions, cérémonies		
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration	m²/jour	10, 50 €
Étalages et autres dispositifs sur le domaine public		
Étalages et autres dispositifs sur le domaine public	ml/an	128,00 €
Vitrine mobile	m²/an	94,00 €
Présentoir (type petite table), porte-cartes, mannequin, porte-menus hors terrasse	u/an	53,00 €
Conservateur à glace, crêpière, rôtière	u/an	410,00 €
Banc de fruits de mer	u/an	512,00 €
Surplomb du domaine public		
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	150,00 €
VI – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC	Unité	Tarifs 2015
Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.		
Exonérations : cas spécifiquement prévus pour les Occupation du Domaine Public (dépôt de matériaux + bennes de récupération + échafaudages et matériels de chantier)		
Les occupations du domaine public à des fins d'utilité publique ou à la demande d'autres collectivités (Communauté d'Agglomération, Conseil général, Conseil régional,...) ne sont pas soumises à redevance.		
Frais de dossier		
Frais de dossier pour toute permission de stationnement sur la voie publique (hors associations)	U	12, 50 €
Frais de dossier pour toute permission de stationnement sur la voie publique (associations)	U	0,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile	u/an	37,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto	u/an	50, 00 €
Vide greniers – Nouveau tarif		0, 00 €
Occupation temporaire du domaine public / Rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite		
Rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite – Nouveau tarif	m²/an	37,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Dépôt de matériaux		
Dépôts de matériaux : sable, palette etc...	m²/sem	15, 80 €
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / sem	15, 80 €
Occupation temporaire du domaine public / Bennes de récupération de matériaux		
l'unité de 6m² de sol occupé la 1ère semaine	u/sem	28, 80 €
l'unité de 6m² de sol occupé les semaines suivantes	u/sem	58, 00 €
Occupation temporaire du domaine public / Echafaudages et matériels de chantier		
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, treuils, compresseurs, bétonnières, étaux pour exécution de travaux de réfection: m² de sol occupé ou projeté au sol. Poulies, écoperches, cordes à nœud, goulottes d'évacuation: l'unité de 2m² forfaitaires.		

Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m²/semaine	4, 70 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m²/semaine	15, 80 €
Echafaudages et matériels de chantiers Forfait pour 3 mois renouvelable	m²/3 mois	67, 00 €
Echafaudages et matériels de chantiers ravalement de façades: occupation du sol rallongés par ABF au- delà de 6 semaines	m²/semaine	4, 70 €
Concessions d'occupation du domaine public (nouveaux tarifs)		
Concession de tous ordres	u/an	7% du CA
Pénalités et Frais de gestion et de contrôle		
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	infraction	250, 00 €
Constitution des dossiers, étude d'implantation d'occupation du domaine public	dossier monté	12, 50 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	U	10% de majoration du montant initial

Pour les terrasses « hivernales » un paiement au trimestre ou au mois sera possible (application des tantièmes). A noter qu'il ne sera pas appliqué de redevance d'occupation du domaine public pour les « vide grenier ».

2 – 7 : Les droits de voirie relatifs au stationnement

Droits de voirie et d'occupation du domaine public		Tarifs 2015
Caution en cas de perte ou non restitution de la Carte Pass		12,00 €
Tarif pour le remplacement de la commande d'ouverture des bornes (bip)		153,00 €

📍 Stationnement en surface

Gratuité de stationnement avec la carte oxygène 30 minutes par jour toutes zones confondues.

Stationnement payant zone courte durée "Jaune" limitée à 2 heures	Tarifs 2015
Tarif normal 15 mn – Nouveau tarif	0,50 €
Tarif normal 30 mn	1,00 €
Tarif normal 45 mn	1,50 €
Tarif normal 1h	2,00 €
Tarif normal 1h15	2,50 €
Tarif normal 1h30	3,00 €
Tarif normal 1h45	3,50 €
Tarif normal 2h	4,00 €
Tarif résident 4h	0,60 €
Tarif résident 5h	0,70 €
Tarif résident 1 jour	1,00 €
Tarif résident 6 jours	4,00 €
Tarif résident 15 jours	7,50 €
Tarif résident mensuel – Nouveau tarif	15,00 €
Tarif résident disposant d'un abonnement de transport collectif TAM – Tarif mensuel	7,50 €
Carte mensuelle de stationnement résident (carte à gratter)	15,00 €

Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 5 heures	Tarifs 2015
Tarif normal 20 mn	0,50 €
Tarif normal 32 mn	0,70 €
Tarif normal 45 mn	1,00 €
Tarif normal 1h	1,30 €
Tarif normal 2h	2,60 €
Tarif normal 3h	3,10 €
Tarif normal 4h	3,60 €
Tarif normal 5h	4,00 €
Tarif résident 4h	0,60 €
Tarif résident 5h	0,70 €
Tarif résident 1 jour	1,00 €
Tarif résident 6 jours	4,00 €
Tarif résident 15 jours	7,50 €
Tarif résident mensuel – Nouveau tarif	15,00 €
Tarif résident disposant d'un abonnement de transport collectif TAM – Tarif mensuel	7,50 €
Carte mensuelle de stationnement résident (carte à gratter)	15,00 €
Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 heures	Tarifs 2015
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 1h30	1,00 €
Tarif normal 2h	1,20 €
Tarif normal 3h	1,40 €
Tarif normal 4h	1,50 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,70 €
Tarif normal 7h	1,80 €
Tarif normal 8h	1,90 €
Tarif normal 9h	2,00 €

Parking stade "La Mosson"	Unité	Tarifs 2015
Entrée Parking stade "La Mosson"	1	2,00 €

✚ Parcmètre Individuel Embarqué (PIE)

Bénéficiaires	Prestation	Tarifs 2015
Les personnes à mobilité réduite (détenteur de la carte d'invalidité)	Acquisition d'un parcmètre individuel embarqué	20,00 €
Les professionnels de santé effectuant des visites à domicile (infirmières libérales, médecins généralistes, masseurs-kinésithérapeutes)	Abonnement annuel	25,00 €

	Acquisition d'un parc-mètre individuel embarqué	20,00 €
	40 minutes de stationnement gratuit	Gratuit
Les artisans exerçant dans les domaines suivants (carrelage, charpente, couverture, dépannage électroménager, ébéniste, électricité, entreprise générale du bâtiment, étanchéité, façadier, forage, isolation, maçonnerie, marbrerie, menuiseries, miroiterie, paysagiste, peintre, pisciniste, plâtrier, plaquiste, plombier, revêtement de sols, serrurier, staffeur, storiste, tailleur de pierre, travaux de finition, travaux publics, vitrier, coiffeur, traiteur, esthéticienne, fleuriste)	Abonnement annuel	25,00 €
	Acquisition d'un parc-mètre individuel embarqué (paiement à la minute)	20,00 €

Parking de l'Hôtel de Ville

Tarifs des tranches	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 (TVA 20%)
00h30	0,83 €	1,00 €
01h00	1,58 €	1,90 €
01h30	2,33 €	2,80 €
02h00	2,92 €	3,50 €
02h30	3,58 €	4,30 €
03h00	4,25 €	5,10 €
03h30	4,92 €	5,90 €
04h00	5,58 €	6,70 €
05h00	6,08 €	7,30 €
06h00	6,58 €	7,90 €
07h00	7,08 €	8,50 €
08h00	7,50 €	9,00 €
09h00	7,92 €	9,50 €
10h00	8,33 €	10,00 €
11h00	8,75 €	10,50 €
12h00	9,33 €	11,20 €
12h00 à 24h00	10,83 €	13,00 €
24h à 48h	5,00 €	6,00 €
Tranche de 24h supplémentaire	5,00 €	6,00 €
L'heure de nuit de 19h00 à 7h00	0,50 €	0,60 €
Abonnements mensuels	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 (TVA 20%)
Permanent résident	50,00 €	60,00 €
Nuit résident + dimanche + Jour Férié (18h/8h30)	33,33 €	40,00 €
Jour travail (6h/20h)	66,67 €	80,00 €

Permanent travail (24h/24h)	83,33 €	100,00 €
Petit rouleur (10 entrées et sorties / mois)	33,33 €	40,00 €
Tarifs et abonnements 2 roues motorisés		Tarifs 2015
1/2 tarif par rapport aux voitures		
Gratuités liées à certaines catégories d'usagers ou événements particuliers		Tarifs 2015
Mariage : accès pour les mariés et leurs invités (durée ½ journée maximum)		GRATUIT
Les services de la police nationale, de la préfecture, du SDIS, de la DDTM pour réunion dans l'hôtel de Ville sur présentation d'un justificatif du service accueillant		GRATUIT
Les présidents et secrétaires de bureau de vote : 1 véhicule par personne le jour de l'élection		GRATUIT
Les agents municipaux travaillant sur des sites extérieurs sur justificatif établi par le service des moyens généraux de la Ville		GRATUIT
1 véhicule TAM ou entreprise prestataire pour les interventions sur le local technique situé dans le parking.		GRATUIT
Tarifs spéciaux liés à certains événements particuliers	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 TTC (TVA 20%)
Festival International des Sports Extrêmes (FISE) - Tarif plafonné à 4€/jour/véhicule le week-end du festival	3,33€/jour/véhicule le week-end	4€/jour/véhicule le week-end
Abonnement	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 TTC (TVA 20%)
Forfait flotte véhicules de service Ville de Montpellier	29 900 €/ an / flotte Ville	35 880 €/ an / flotte Ville

✚ Parking Bassin Jacques Cœur :

Tarifs des tranches	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 (TVA 20%)
00h30	0,58 €	0,70 €
01h00	1,08 €	1,30 €
01h30	1,67 €	2,00 €
02h00	2,17 €	2,60 €
03h00	2,58 €	3,10 €
04h00	3,00 €	3,60 €
05h00	3,33 €	4,00 €
L'heure supplémentaire	0,42 €	0,50 €
L'heure de 12h00 à 14h00	0,83 €	1,00 €
Forfait entre 19h00 et 7h00	1,67 €	2,00 €
Forfait 24h	10,42 €	12,50 €

2 – 8 : Les redevances relatives aux réseaux et télécommunications

Réseau Pégase	Unité	Tarifs 2015	A titre indicatif, tarifs appliqués en 2014
Mise à disposition d'une paire de fibre optique du réseau Pégase	paire/ml/an	Tarif de 2,4 € actualisé selon la formule: $P = P_0 \times ICC$ (janvier de l'année considérée)/1666 P : prix actualisé	2,44 €

Tarifs liés au Nœud de raccordement optique Euréka et sa zone d'influence	Unité	Tarifs 2015= tarifs valeurs 2008 + révision	A titre indicatif, tarifs appliqués en 2014
$P = P_0 \cdot TP01/T0P01$ dans laquelle P est le prix actualisé, P ₀ le prix de référence (valeurs 2008), TP01 est la dernière valeur considérée de l'indice « prix du génie civil index général tous travaux » 693.4 et T0P01 est la valeur du même indice du mois d'octobre 2008 soit 627.90			
Frais d'accès au service du Nœud de raccordement optique baie (HT)	an	1 000 € + révision	1104,32
Prise optique (HT)	mois	75 € + révision	84,28
Frais de mise en service d'une prise optique (HT)	U	100 € + révision	112,37

3 – Les refacturations

Certains tarifs ne correspondent pas à un service public mais seulement à une refacturation de prestations pour le compte de tiers. Le prix payé par le bénéficiaire correspond alors au coût réel pour la Ville (coûts directs et indirects du service).

3 – 1 : Refacturation des prestations de reprographie et de petites fournitures

La Ville de Montpellier est amené à effectuer diverses prestations de reprographie des actes, de photocopies et duplications de documents administratifs et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville. Elle veille au respect des droits de reproduction => à noter que le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2001.

Reprographie des actes	Tarifs 2015
Photocopie A3 Couleur	1,35 €
Photocopie A3 Noir & Blanc	1,25 €
Photocopie A4 (microforme)	0,30 €
Photocopie A4 Couleur	0,30 €
Photocopie A4 Noir & Blanc	0,18 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs 2015
Chemise élastique	0,50 €
Chemise à sangle	1,00 €
Chemise carton	0,10 €
Transparent	0,10 €
Reliure	9,10 €
CD-Rom	1,50 €
Fourniture de listes électorales	Tarifs 2015
Liste électorale sur support papier – prix par page A4 N&B	0,18 €
Liste électorale sur CD-Rom – prix par CD-Rom	2,75 €
Photocopies, photographies et droits de reproduction	Tarifs 2015
Droits de reproduction	25,00 €
Travaux photographiques < A3 (par photo)	3,00 €
Travaux photographiques ≥ A3 et < A1 (par photo)	5,00 €
Reproduction de plan de permis de construire	3,00 €
Fourniture de CD gravé	2,00 €
Fourniture de DVD gravé	4,00 €
Gravure numérique	1,00 €
Frais de port pour envoi CD ou DVD	2,50 €

Publications	Tarifs 2015
Inventaire	24,50 €
Inventaire numérique (DVD)	5,00 €
Bulletin historique de la Ville	8,30 €
Anciens numéros du Bulletin historique de la Ville	4,00 €
Frais de communication par correspondance (frais d'envoi, de recherche et de reprographie)	1,50 €
Carte postale	0,50 €
Catalogue d'exposition - Refacturation du prix fixé par l'éditeur	Prix éditeur
Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) sans droit de reproduction. L'unité de tarification est la Ville entière	Tarifs 2015
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/7500 (1,52m x 1,30m)	80,00 €
Plan et répertoire reliés format A4 (environ 100 pages) échelle 1/6500	9,50 €
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/10000 (1,15m x 1,15 m)	53,00 €
Plan et répertoire reliés format A5 (environ 100 pages) échelle 1/13000	5,00 €
Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage non commercial. L'unité de tarification est le quartier.	Tarifs 2015
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf)	73,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) échelle 1/5000	36,50 €
Plan officiel de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage commercial. L'unité de tarification est la Ville entière.	Tarifs 2015
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion numérique	5 117,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion numérique	2 558,00 €
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion papier	2 558,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion papier	1 280,00 €
Cartes et plans historiques de la Ville et de ses environs sans droit de reproduction, sur papier glacé. L'unité de tarification est la carte entière.	Tarifs 2015
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/50000 (1,30m x 1,45m)	70,00 €
Documents anciens, format selon document	60,00 €
Carte couleur de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/20000 (0,90m x 0,60m)	50,00 €
Plan monochrome de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	50,00 €
Plan monochrome de Montpellier en 1911 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	50,00 €
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/80000 (0,80m x 0,90m)	50,00 €
Vues aériennes sans droit de reproduction (tirages sur papier glacé)	Tarifs 2015
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/7500 (1,50m x 1,30m)	140,00 €
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/10000 (1,15m x 1,15m)	94,00 €
Ortho-image couleur (extraits) format A0 (1,20m x 0,84m)	70,50 €
Ortho-image couleur (extraits) format quelconque (de 0,50m² à 2,25m²)	70,50 €
Photo aérienne ancienne en niveaux de gris (extraits) format quelconque (de 0,50m² à 2,25m²)	70,50 €
Ortho-image couleur (extraits) format A1 (0,60m x 0,84m)	35,00 €
Demandes particulières	Tarifs 2015

Tarification sur devis pour conception, développement ou mise en forme (fichiers divers, travaux spéciaux...)	Uniquement sur devis spécifique
Livre projet Urbain Montpellier 2040 (1 exemplaire) – Nouveau tarif	25,00 €

3 – 2 : Refacturation des prestations d'entretien des espaces verts

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs 2015
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	231,50 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	656,50 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	926,70 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	579,20 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques (au prix du marché à la date du sinistre)	U	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs 2015
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	113,20 €
Surface de pelouse < 10m²: travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m²	1,40 €
Surface de pelouse < 10m²: apport de terre complémentaire (0,10m³x120)	m²	2,20 €
Surface de pelouse < 10m²: griffage, réglage, ensemencement, roulage	m²	2,20 €
Surface de pelouse < 10m²: 1er arrosage	m²	0,70 €
Surface de pelouse > 10m² (au prix du marché à la date du sinistre)	m²	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs 2015
Surface d'arbustes < 10m²: dessouchage et travail du sol	m²	24,80 €
Surface d'arbustes < 10m²: apport de terre	m²	18,20 €
Surface d'arbustes < 10m²: remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m²	17,90 €
Surface d'arbustes < 10m²: 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m²	7,10 €
Surface d'arbustes > 10m² (au prix du marché à la date du sinistre)	m²	Sur devis
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres

3 – 3 : Refacturation des prestations de nettoyage

Application de l'arrêté municipal du 6 février 2004: règlement de la collecte des déchets, du nettoyage et de la propreté de la Ville. Lutte contre les dépôts sauvages.	Unité	Tarifs 2015
Collecte d'office des déchets déposés sans respect des conditions imposées par l'arrêté	U	125, 00 €
Présence sur la voie publique de conteneurs en dehors des heures de collecte	U	55, 00 €
Absence d'entretien des surfaces allouées aux bénéficiaires d'occupation de l'espace public, Pollution du domaine public par les commerces distribuant des produits dans des emballages, Nettoyement d'office.	U	155, 00 €

Nettoiemment du domaine public souillé par les engins aux abords de chantiers	U	580, 00 €
Lutte contre l'affichage sauvage: application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement	Unité	Tarifs 2015
Frais d'enlèvement		800, 00 €

3 – 4 : Refacturation des travaux de voirie pour le compte des tiers

Les services techniques municipaux réalisent des travaux sur la voirie et le réseau pluvial faisant suite à des demandes exprimées par des tiers.

Les marchés de ces travaux sur la voirie et le réseau pluvial sont des marchés à bons de commandes. Il est fait application, dans le cadre de la refacturation, des bordereaux de prix unitaires y compris de l'actualisation de ces prix tels que le prévoit chacun des Cahiers des Clauses Administratives Particulières de ces marchés.

Le tarif appliqué est une majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents voirie pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette tarification relative aux interventions des services techniques pour travaux de voirie, il est appliqué aux tiers une majoration de 8%, correspondant au coût de mobilisation des agents techniques sur ces chantiers pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des dits travaux.

	Tarif 2015
Majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents	8%

3 – 5 : Refacturation des travaux de raccordement au réseau pluvial pour le compte des tiers

Les services techniques municipaux réalisent des travaux de raccordement au réseau pluvial faisant suite à des demandes exprimées par des tiers. Ces travaux, ne relevant de l'intérêt général, sont mis à la charge de ces tiers, pétitionnaires, et non de la collectivité. Pour autant, il appartient bien à la collectivité d'assurer cette mission notamment en matière de raccordement aux réseaux à la suite d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou déclaration de travaux).

Cette tarification s'applique également aux travaux de réparation du réseau pluvial que les services techniques de la Ville réalisent régulièrement, faisant suite à des sinistres. Ces travaux sont mis à la charge des tiers responsables lorsqu'ils sont identifiés via leur assureur.

Dans le cadre de cette tarification relative aux interventions des services techniques pour travaux de raccordement au réseau pluvial, il est appliqué aux tiers une majoration de 8%, correspondant au coût de mobilisation des agents techniques sur ces chantiers pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des dits travaux.

	Tarif 2015
Majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents	8%

3 – 6 : Refacturation de matériel et prestations de travaux divers

La Ville peut être amenée à refacturer des prestations et matériels divers, sur la base d'un devis de location ou sur la base d'un bordereau de prix unitaire (BPU) pour un marché public.

Prestations	Tarifs 2015
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location

Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

3 – 7 : Refacturation des services exceptionnels pour le compte des tiers (coût par agent mobilisé)

Prestations	Unité	Tarifs 2015
Tarif de jour de 7h00 à 21h00	H/agent	18,00 €
Tarif de nuit de 21h00 à 7h00, dimanche et jours fériés (+ 100 % du tarif horaire de jour) – Nouveau tarif	H/agent	36,00
Tarif de jour de 7h00 à 21h00, dimanche et jours fériés (+ 66 % du tarif horaire de jour) – Nouveau tarif	H/agent	30,00
Tarif par heure et par véhicule	H / véhicule	7,00 €
Capture d'un animal avec fourgon aménagé pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Unité	
Forfait intervention jour de 7h à 21h Semaine du lundi au samedi – Nouveau tarif	U	112,00 €
Forfait intervention de jour le dimanche et jours fériés De 7h00 à 21h00 (+ 66 % du tarif jour de base en semaine) – Nouveau tarif	U	185,00 €
Forfait intervention de nuit, semaine, les dimanches et jours fériés De 21h à 7h00 (+ 100 % du tarif jour de base en semaine) – Nouveau tarif	U	224,00 €
Capture d'un animal avec fourgon et remorque de transport pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Unité	
Forfait intervention jour de 7h à 21h Semaine du lundi au samedi – Nouveau tarif	U	140,00 €
Forfait intervention de jour le dimanche et jours fériés De 7h00 à 21h00 (+ 66 % du tarif jour de base en semaine) – Nouveau tarif	U	232,00 €
Forfait intervention de nuit semaine, le dimanche et jours fériés De 21h à 7h00 (+ 100 % du tarif jour de base en semaine) – Nouveau tarif	U	280,00 €

La Ville peut être amenée à refacturer les soins vétérinaires ou d'évaluations comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt ainsi que le séjour d'animaux en lieux de dépôt sur la base des marchés publics en cours.

Dans le cadre de cette refacturation aux tiers ou propriétaires des animaux, il est appliqué une majoration de 5 % pour frais de gestion.

Majoration appliquée lors de la refacturation auprès d'un tiers des soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation auprès d'un tiers des frais de séjour d'animaux en lieux de dépôt	5%

3 – 8 : Refacturation des concessions funéraires & redevances

Le service Administration des Cimetières est en charge de la gestion des 5 cimetières de la Ville (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), de la gestion des concessions et des défunts. A ce titre, il gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les

terrains. Il émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir et aux exhumations. Les vacations de Police sont encaissées par la Police Nationale.

Achat et renouvellement des concessions	Tarifs 2015
Concession 5 ans (renouvellement exclusivement)	167,00 €
Concession 10 ans (renouvellement exclusivement)	334,00 €
Concession 15 ans	517,00 €
Concession 30 ans de 2 m² - Nouveau tarif	1041,00 €
Concession 30 ans de 4 m² pour bâti – Nouveau tarif	2082,00 €
Concession 50 ans de 2 m² - Nouveau tarif	1767,00 €
Concession 50 ans de 4 m² pour bâti – Nouveau tarif	3534,00 €
m² supplémentaire à la concession de base de 50 ans pour bâti	883,00 €
Concession Perpétuité (4 m²)	5123,00 €
m² supplémentaire à la concession de base perpétuelle	1281,00 €
Columbarium 2 / 3 places (30 ans)	789,00 €
Columbarium 4 / 6 places (30 ans)	1580,00 €
Columbarium 6 / 8 places (50 ans)	2180,00 €
Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	Tarifs 2015
Caveau bâti neuf 2 places (HT)	1598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places (HT)	3198,16 €
Equipement existant HT sur terrain repris par la Ville (forfait)	1301,67 €
Taxes, redevances et vacations de police	Tarifs 2015
Taxes pour inhumation, dispersion, exhumation et dépôt en caveau d'attente	71,00 €
Caveau d'attente - séjour / jour	10,00 €
Vacations de police	20,00 €

3 – 9 : Refacturation de caisses de transport d'animaux

Modèle : Vari Kennel	Unité	Tarifs 2015
Très petite	U	30,00 €
Petite	U	50,00 €
Moyenne	U	75,00 €
Grande	U	100,00 €
Très grande	U	200,00 €
Modèle : Caisse en bois simple	Unité	Tarifs 2015
Très petite	U	150,00 €
Petite	U	250,00 €
Moyenne	U	350,00 €
Grande	U	400,00 €
Très grande	U	500,00 €
Modèle : Caisse en bois simple avec cerclage métal	Unité	Tarifs 2015
Très petite	U	200,00 €
Petite	U	300,00 €
Moyenne	U	400,00 €

Grande	U	500,00 €
Très grande	U	600,00 €
Modèle : Caisse en bois renforcée avec métal et tôle	Unité	Tarifs 2015
Très petite	U	400,00 €
Petite	U	750,00 €
Moyenne	U	1 000,00 €
Grande	U	1 500,00 €
Très grande	U	2 000,00 €

Les tarifs des caisses de transport d'animaux sont pour des produits neufs. Une remise de 10, 25 ou 50% pourra être appliquée pour les caisses usagées en fonction de leur usure.

3 – 10 : Plan de Déplacement des Entreprises

Location VAE et parkings	Unité	Tarifs 2015
Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)	Par mois	16,20 €
Parking le plus proche du lieu de travail	Par mois	16,20 €
Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail	Par mois	7,87 €
Parking P4 de l'ancien Hôtel de Ville	Par mois	16,20 €
Parking Hôtel de Ville	Par mois	16,20 €
Parking 2 roues motorisées Hôtel de Ville	Par mois	8,10 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter les tarifs qui lui sont proposés dans la présente délibération ;
- de préciser qu'ils seront applicables au 1er janvier 2015 (sauf mention contraire) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

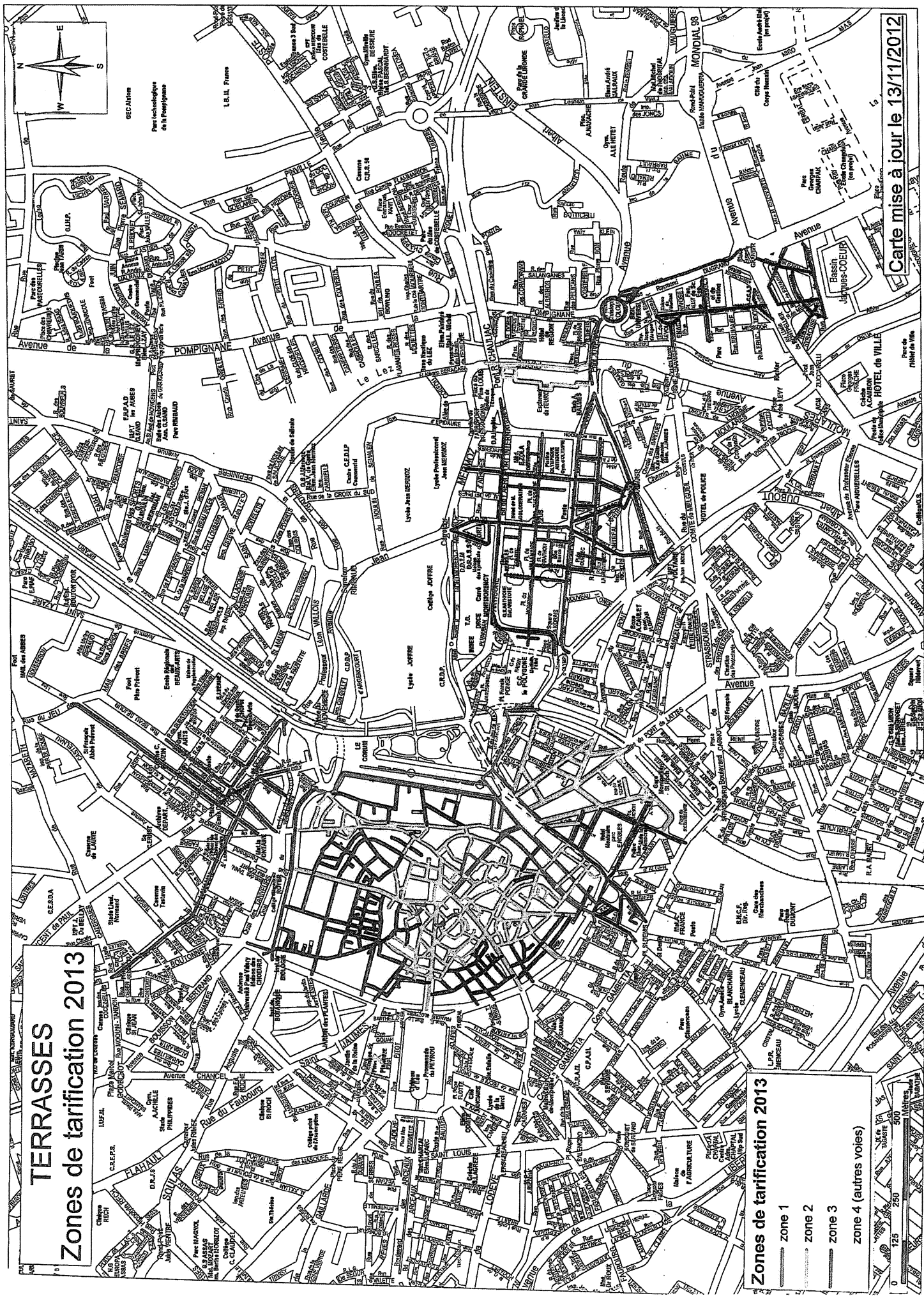
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

474



TERRASSES

Zones de tarification 2013

- ### Zones de tarification 2013
- zone 1
 - zone 2
 - zone 3
 - zone 4 (autres voies)

Carte mise à jour le 13/11/2012

Barème pour le calcul de l'indemnité des dommages causés aux arbres

Article 1 – Objet

Le présent barème permet le calcul de la valeur des arbres d'ornement. Cette valeur est établie à partir de quatre éléments précis et permet de déterminer le montant des dommages occasionnés accidentellement sur les arbres (tronc, branches, racines).

Article 2 – Méthode de calcul

La valeur de l'arbre est obtenue en multipliant entre eux les quatre nombres suivants :

A) Valeur selon les espèces et variétés

Cette valeur (V) est basée sur un prix de vente à l'unité des arbres. La valeur à prendre en considération est le dixième du prix d'achat T.T.C. à l'unité d'un arbre tige 10/12 (circonférence à un mètre du sol pour les feuillus) ou 150/175 (hauteur en cm pour les conifères).

Il sera fait référence au prix indiqué dans le marché de fourniture de végétaux en vigueur à la date des dommages, conclu entre la Ville de Montpellier et un fournisseur.

B) Coefficient (C1) selon la valeur esthétique et l'état sanitaire.

La valeur (V) est affectée d'un coefficient (C1) variant de 1 à 10 en rapport avec sa beauté comme arbre solitaire, sa valeur en tant que partie d'un groupe ou d'un alignement, son importance comme protection (vue, bruit, ...) sa santé, sa vigueur et sa valeur dendrologique.

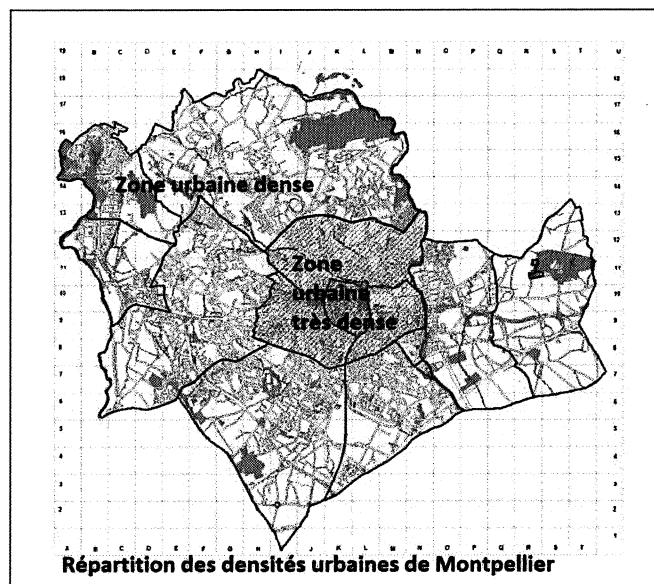
- 10 Sain, vigoureux, solitaire, remarquable.
- 9 Sain, vigoureux, en groupe de 2 à 5 remarquables.
- 8 Sain, vigoureux, en groupe, en rideau ou alignement.
- 7 Sain, végétation moyenne, solitaire.
- 6 Sain, végétation moyenne, en groupe de 2 à 5.
- 5 Sain, végétation moyenne, en groupe, en rideau ou alignement.
- 4 Peu vigoureux, âgé, solitaire.
- 3 Peu vigoureux, en groupe ou malformé.
- 2 Sans vigueur, malade.
- 1 Sans vigueur, malade, dépérissant.

C) Coefficient (C2) de situation.

Pour des raisons biologiques, les arbres ont plus de valeur en centre ville qu'en zone urbaine moins dense. Dans les agglomérations, leur développement est ralenti.

Le coefficient (C2) a la valeur suivante :

10 au centre ville,
8 en agglomération,



D) Coefficient (C3) de dimension.

La dimension des arbres est donnée par la mesure de la circonférence à 1m du sol.

L'indice exprime l'augmentation de la valeur en fonction de l'âge de l'arbre mais il tient compte de la diminution des chances de survie pour les arbres les plus âgés.

Circonférence en cm à 1m du sol (mesure arrondie)		Circonférence en cm à 1m du sol (mesure arrondie)		Circonférence en cm à 1m du sol (mesure arrondie)	
	Indice		Indice		Indice
30	1	150	15	340	27
40	1,4	160	16	360	28
50	2	170	17	380	29
60	2,8	180	18	400	30
70	3,8	190	19	420	31
80	5	200	20	440	32
90	6,4	220	21	460	33
100	8	240	22	480	34
110	9,5	260	23	500	35
120	11	280	24	600	40
130	12,5	300	25	700	45
140	14	320	26	Etc...	

Article 3 – Valeur de remplacement

La valeur totale de remplacement (VR) est le produit de ces quatre nombres
 $VR = V \times C1 \times C2 \times C3$

Article 4 – Observations

Le résultat obtenu par les facteurs les plus bas du système de calcul correspond à peu de chose près aux frais de remplacement de l'arbre considéré, par un arbre identique, pour autant qu'il se trouve dans le commerce en même espèce et grosseur, y compris les frais de transport et de plantation.

Tous les frais se rapportant à la valeur de remplacement et aux indemnités pour dépréciation à la propriété, perte de jouissance, etc... sont compris dans la valeur calculée.

Le résultat s'applique exclusivement aux cas normaux. Dans l'évaluation des frais, il peut y avoir d'autres éléments, par exemple : installation de protection, conduites souterraines, bordures de pierres, revêtement de trottoirs, etc...

Article 5 – Estimation des pertes et des dégâts causés aux arbres

Les dégâts causés aux arbres sont estimés par rapport à la valeur de ces arbres, calculée comme indiqué précédemment.

5.1 Arbres blessés au tronc ou aux branches

Les types de blessures considérées sont les suivantes :

- Ecorce arrachée ou décollée
- Branches arrachées ou déchirées
- Brûlures du tronc ou des branches

Dans le cas de tronc blessé, on mesure la largeur de la plaie et on établit une proportion entre celle-ci et la circonférence du tronc.

Pour évaluer l'étendue des dommages causés à la couronne d'un arbre, on tient compte de son volume avant mutilation. On établit ainsi un pourcentage en volume de zone blessée par rapport à l'état initial. Si l'on doit procéder à une taille générale de la couronne pour l'équilibrer, le pourcentage du dommage est fonction de cette réduction.

Certaines variétés ne repoussent pas sur le vieux bois et la plupart des conifères abîmés par la perte des branches ou de la flèche sont entièrement dépréciés. Dans ce cas, la valeur totale de l'arbre sera facturée à l'intervenant.

La valeur des dégâts est fixée de la manière suivante :

Lésion en % de la circonférence du tronc ou du volume du houppier	Indemnité en % de la valeur de l'arbre
jusqu'à 20	20
jusqu'à 25	25
jusqu'à 30	35
jusqu'à 35	60
jusqu'à 40	70
jusqu'à 45	90
jusqu'à 50 et plus	100

5.2 Arbres ébranlés

Un arbre ayant reçu un choc, ébranlé a très peu de chance de survie. Un arbre ébranlé peut présenter les caractéristiques suivantes :

- Inclinaison visible
- Choc visible (au tronc et/ou sur la protection)
- Dépérissement visible 2ans après chantier

La valeur intégrale de l'arbre sera alors facturée à l'intervenant.

5.3 Système racinaire blessé

Les blessures du système racinaires peuvent être les suivantes :

- Arrachage et ou section de racines de diamètre > 5cm
- Déchirure / choc superficiel de racines de diamètre > 5cm
- Section importante de racines (de tout diamètre)

Dans le cas de blessures du système racinaire, l'intervenant devra prendre à sa charge le coût correspond aux dégâts réalisés, calculés de la manière suivante :

Nombre de racines blessées entre 5 et 8cm de diamètre	Indemnité en % de la valeur de l'arbre
De 1 à 3	25
De 4 à 8	50
> 8	100

Nombre de racines blessées de diamètre > 8cm	Indemnité en % de la valeur de l'arbre
1 ou 2	25
3 à 5	50
>5	100

En fonction de la configuration, si les blessures du système racinaire menacent la survie de l'arbre, la valeur intégrale de l'arbre sera facturée à l'intervenant.

5.4 Non-respect des prescriptions générales et/ou des mesures de prophylaxie

En cas de non-respect des prescriptions générales (circulation de PL, stockage, remblaiement, tassement, décaissement à moins de 2m d'un arbre) 20% de la valeur de l'arbre sera facturé à l'intervenant.

En cas de non-respect des mesures de prophylaxie (désinfection des engins, des outils et des chaussures sur un chantier) sur un chantier comprenant des platanes dans la zone de travaux), 20% de la valeur de chaque arbre présent dans la zone de travaux sera facturé à l'intervenant.

5.5 Cas particulier pour les palmiers

La spécificité de ces arbres (monocotylédones) et leur croissance particulière avec un stipe entraîne leur perte en cas de choc et d'ébranlement.

La valeur de remplacement pour ces arbres sera égale au prix d'achat d'un végétal similaire (essence et taille) figurant dans le marché en vigueur à la date du constat des dégâts conclu pour l'achat de végétaux entre la ville et son fournisseur, majorée de 30% pour tenir compte de

- l'enlèvement du sujet,
- la préparation du sol,
- les prestations de plantation,
- la garantie de reprise pendant un an.

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	13 104 059 €	37.05%	80 393	6
Région Languedoc Roussillon	12 380 176 €	35.00%	75 952	6
Ville de Montpellier	3 423 326 €	9.68%	21 002	2
Département de l'Hérault	424 289 €	1.20%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
TOTAL PUBLICS	29 332 013 €	82.93%	179 951	15
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.15%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.90%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.61%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.14%	4 650	1
Park & Suites	749 963 €	2.12%	4 601	1
Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.74%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.06%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.71%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.37%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.20%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-

UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
TOTAL PRIVES	6 036 868 €	17.07%	37 036	7
TOTAL	35 368 881 €	100.00%	216 987	22

La Délégation de Service Public pour l'exploitation du Corum et du Zénith Sud est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales
- Les actionnaires privés

Au 31 décembre 2013, le capital social s'élève à 35 369 K€, réparti en 216 987 actions de 163 € chacune. La Ville de Montpellier détient 9,7% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 21002 actions.

2. ACTIVITES

Les activités réalisées en 2013 se répartissent ainsi sur les quatre sites:

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	128	175 723	278 005
Manifestations culturelles	135	89 923	222 163
	263	265 646	500 168
ZENITH			
Manifestations économiques	5	5 464	27 320
Manifestations culturelles	68	183 486	183 486
	73	188 950	210 806
PARC EXPO			
Manifestations économiques	64	524 400	575 791
Manifestations culturelles	1	25 717	25 717
	65	550 117	601 508
PARK&SUITES ARENA			
Manifestations économiques	4	4 822	4 822
Manifestations culturelles/sport	36	215 624	215 624
	40	220 446	220 446
TOTAL	441	1 225 159	1 532 928
MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
INDUSTRIE REUNION			
Congrès	55	33 132	121 396
Réunions d'entreprise, divers	88	141 798	175 584
	143	174 930	296 980
SALONS-CONCOURS			
Salons Grand Public	16	312 585	331 657
Salons Professionnels	17	173 867	181 273
Concours	25	29 191	56 192
	58	515 643	569 122
DIVERTISSEMENT			
Spectacles	219	449 175	581 415
Sport	21	85 411	85 411
	240	534 586	666 826
TOTAL	441	1 225 159	1 532 928

Cela représente un total de 441 manifestations (459 en 2012), 1 225 159 participants (1 210 607 en 2012) et 1 532 928 journées participants (1 365 783 en 2012).

3. PERSONNEL

Le nombre de salariés au 31/12/2013 est de 132 salariés dont 2 personnes en CDD et 1 mandataire social. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2013 s'élève à 5 521 K€ contre 5 258 K€ en 2012.

4. COMPTES ANNUELS

a) Compte de résultat

COMPTES ANNUELS	2012	2013	Variations
Produits d'exploitation	26 404 149 €	26 910 117 €	1,9%

dont CA	25 178 272 €	25 820 812 €	2,6%
Charges d'exploitation	27 709 879 €	29 469 716 €	6,4%
Résultat d'exploitation	-1 305 730 €	-2 559 598 €	-96,0%
Produits financiers	82 €	3 838 €	N/S
Charges financières	1 215 952 €	1 066 258 €	-12,3%
Résultat financier	-1 215 870 €	-1 062 420 €	12,6%
Produits exceptionnels	290 421 €	428 040 €	47,4%
Charges exceptionnelles	83 225 €	144 934 €	74,1%
Résultat exceptionnel	207 196 €	283 106 €	36,6%
Impôts sur bénéfice	0 €	-15 000 €	N/A
Résultat net	-2 314 404 €	-3 323 913 €	-43,6%

- Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 26 910 K€ sur l'exercice 2013, soit une hausse de presque 2% par rapport à 2012. Le chiffre d'affaires des établissements Corum et Parc des expositions augmente respectivement de 16% (+1 289 K€) et 5,4% (+501 K€). A l'inverse le chiffre d'affaires du Zénith Sud baisse de 9,5% (-164 K€) et celui du Park&Suites ARENA de 16% (-984 K€).

Le total des charges d'exploitation grimpe de 6,4% entre 2012 et 2013. Il s'élève au 31 décembre 2013 à 29 470 K€ contre 27 710 K€ en 2012.

Le résultat d'exploitation 2013 reste négatif et se dégrade à -2 560 K€ en 2013 (contre -1 306 K€ en 2012). Cet écart s'explique par la dégradation de la marge sur coûts variables, due au recul des salons auto-organisés et l'augmentation des charges fixes incluant des frais liés au redéploiement de la société, des provisions pour contentieux avec un salarié et des hausses de taxes.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2013 est négatif à -1 062 K€ (contre -1 216 K€ en 2012). Ce résultat financier ajouté au résultat d'exploitation donne un résultat courant 2013 de -3 622 K€ contre -2 522 K€ en 2012.

- Résultat net

Après le résultat exceptionnel de 283,1 K€ et l'IS s'élevant à -15 K€, le résultat net s'élève à -3 324 K€ en 2013 contre -2 314 K€ en 2012, soit une baisse de 44%.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du Bilan connaît une baisse de 6,6%, passant de 80 553 K€ au 31/12/2012 à 75 208 K€ à fin 2013, soit - 5 346 K€. Cette variation s'explique en partie par une baisse de la valeur des immobilisations corporelles (constructions, installations techniques, matériels et outillages...), consécutivement à leur amortissement et par la diminution des créances clients.

- Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres sont passés de 31 394 K€ en 2012 à 28 070 K€ en 2013.

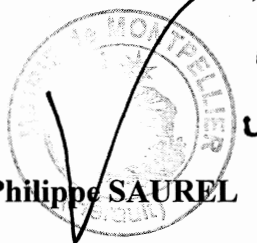
Dettes : les dettes ont baissé (-4,5%) et s'élèvent à 46 286 K€ en 2013 contre 48 468 K€ en 2012. Les dettes financières baissent de 7,1% soit -2 667 K€; les dettes d'exploitation diminuent de 3,2% et les dettes diverses augmentent en passant de 963 K€ à 2 695 K€.

484

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

AU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MONTPELLIER

SAEML MONTPELLIER EVENTS

EXERCICE 2013

Les administrateurs

Mme Dominique MARTIN-PRIVAT
M. Henri MAILLET

Le présent rapport des Administrateurs représentant la Collectivité au Conseil d'administration de la SAEML MONTPELLIER EVENTS est établi conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Locales.

Il concerne les activités de la Société pour l'exercice 2013

Il comprend les parties suivantes :

1 – Le rapport d'activité

2 – Les comptes de l'exercice

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE

I - RAPPORT D'ACTIVITE

1.1 - VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

1) Capital social

Le capital s'élève à 35.368.881 € (216 987 actions) suite à une augmentation de capital de 788 431 € clôturée en octobre 2012.

2) Dénomination sociale

L'Assemblée Générale des actionnaires du 28 juin 2013 a décidé de modifier la dénomination de la société qui devient « MONTPELLIER EVENTS » et de modifier comme suit l'article 3 des statuts :

Ancienne mention :

La dénomination sociale est : ENJOY MONTPELLIER (...)

Nouvelle mention :

La dénomination sociale est : MONTPELLIER EVENTS (...)

Le reste de l'article demeurant inchangé.

3) Dirigeants

Président du Conseil d'administration : M. Frédéric LOPEZ

Vice-Présidence : M. Jacques MARTIN

Directeur Général : M. Antoine PERRAGIN

Mr Antoine PERRAGIN a pris ses fonctions de Directeur Général à compter du 1^{er} janvier 2013 suite à sa nomination par le Conseil d'Administration en date du 29 octobre 2012.

4) Composition du Conseil d'administration

Au cours de l'exercice, la composition du Conseil d'administration a enregistré les modifications suivantes :

- La Communauté d'Agglomération par décision de l'Assemblée Communautaire du 17 janvier 2013 a désigné Monsieur Renaud CALVAT, pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale d'ENJOY Montpellier en remplacement de Madame Nicole BIGAS
- L'Assemblée Générale des actionnaires du 28 juin 2013 a renouvelé le mandat de censeur du Comité de la Foire Internationale de la Vigne et du Vin arrivé à échéance, pour une période de 6 ans qui prendra fin avec l'assemblée générale de 2019 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

5) Représentants

Au 31 décembre 2013, la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration s'établissaient comme suit :

ACTIONNAIRES	REPRESENTANTS des actionnaires	ADMINISTRATEURS	CAPITAL/€	Nbre Actions	%
Communauté d'Agglomération de Montpellier	G. DELONCLE	R. CALVAT G. DELONCLE J. MARTIN (Vice-Président) J.P. MOURE F. PRUNIER C. VALETTE	13 104 059	80 393	37,05
Région Languedoc-Roussillon	F. LOPEZ	J. ABATI C. BOURQUIN J. COLLERAIS A. JULLIAN F. LOPEZ (Président) Y. PIETRASANTA	12 380 176	75 952	35,00
Ville de Montpellier	M. ASLANIAN	M. ASLANIAN F. DOMBRE-COSTE	3 423 326	21 002	9,68
Département de l'Hérault	M.C. BOUSQUET	M.C. BOUSQUET	424 289	2 603	1,20
Ville de Pérols	C. VALETTE		163	1	0,00
TOTAL PUBLICS			29 332 013	179 951	82,93
Crédit Mutuel Méditerranéen	M. TEISSEIRE		1 114 105	6 835	3,15
Caisse des Dépôts et Consignations	B. PAQUET	B. PAQUET	1 025 922	6 294	2,90
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	J.F. MANLHIOT	J.F. MANLHIOT	921 439	5 653	2,61
Comité de la Foire	J. BRIN	(*) J. Brin	757 950	4 650	2,14
Park & Suites	F. MANNA	(*) F. Manna	749 963	4 601	2,12
Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine	T. LAGET	(*) T. Laget	616 955	3 785	1,74
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	A. DELJARRY	A. DELJARRY	374 248	2 296	1,06
SAS Financière de Participation BPS (Banque Populaire du Sud)	P. CHAUVOIS	(*) P. Chauvois	250 694	1 538	0,71
Sas La CITADELLE (Groupe CASSIOPEA)	F. DIDELOT		130 074	798	0,37
SAS Odysséum (Groupe CASSIOPEA)	F. DIDELOT		69 927	429	0,20
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	M. MAURY		8 150	50	0,02
Chambre des Métiers de l'Hérault	C. LOPEZ		3 260	20	0,01
UMIH 34	J. MESTRE		2 445	15	0,01
Les Chevaliers du Cep	A. CAUSSE		2 282	14	0,01
Autres privés (5)			9 454	58	0,03
TOTAL PRIVES			6 038 227	37 000	2,07
TOTAL	24 actionnaires	18 administrateurs (*) + 4 censeurs	35 368 881	216 987	100

5) Commissaires aux comptes

Titulaire : Mr Alain CAMOIN représentant de la SARL CAMOIN-PEREZ Associés

Suppléant : Mr Christian PEREZ

6) Séances du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'est réuni :

- le 11 mars 2013
- le 12 juin 2013
- le 9 octobre 2013
- le 19 décembre 2013

7) Assemblée Générale

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en AG Mixte le 28 juin 2013.

8) Personnel

Au 31 décembre 2013 les effectifs de la Société étaient de 132 salariés (126,6 équivalent temps plein), dont 2 personnes en contrat à durée déterminée et 1 mandataire social.

9) Prise de participation significative dans des Sociétés

Néant

10) Faits Significatifs depuis la fin de l'exercice

Néant

1.2 - ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

L'activité de 2013 a été très soutenue avec 441 manifestations (en nb de sessions) et 1.532.928 journées participants.

Le nombre de sessions est légèrement inférieur à 2012 (-3.9%), en revanche le nombre de journées participants est en hausse de 12%.

Au niveau des sites le Corum et le Parc des Expos ont vu leur activité augmenter en nombre de sessions et nombre de participants tandis que le Zénith Sud et la Park&Suites Aréna ont légèrement baissé.

L'analyse par marché montre une progression sur le marché des congrès et réunions d'entreprises et des salons tandis que le marché des spectacles et du sport enregistre une baisse du nombre de sessions compensée par une hausse du nombre de spectateurs.

Bilan d'activité

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	128	175 723	278 005
Manifestations culturelles	135	89 923	222 163
	263	265 646	500 168
ZENITH			
Manifestations économiques	5	5 464	27 320
Manifestations culturelles	68	183 486	183 486
	73	188 950	210 806
PARC EXPO			
Manifestations économiques	64	524 400	575 791
Manifestations culturelles	1	25 717	25 717
	65	550 117	601 508
PARK&SUITES ARENA			
Manifestations économiques	4	4 822	4 822
Manifestations culturelles/sport	36	215 624	215 624
	40	220 446	220 446
TOTAL	441	1 225 159	1 532 928
MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
INDUSTRIE REUNION			
Congrès	55	33 132	121 396
Réunions d'entreprise, divers	88	141 798	175 584
	143	174 930	296 980
SALONS-CONCOURS			
Salons Grand Public	16	312 585	331 657
Salons Professionnels	17	173 867	181 273
Concours	25	29 191	56 192
	58	515 643	569 122
DIVERTISSEMENT			
Spectacles	219	449 175	581 415
Sport	21	85 411	85 411
	240	534 586	666 826
TOTAL	441	1 225 159	1 532 928

II – PRESENTATION DES COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Les comptes qui concernent l'activité des 4 sites Corum, Zénith, Parc des Expositions et Park&Suites Aréna sont présentés selon les règles légales et réglementaires en la matière.

Le Chiffre d'affaires s'établit à 25 820 812 € contre 25.178.272 € soit une augmentation de près de 2.6% (+642 540 €).

Hors transferts de charges et reprises sur amortissements et provisions, les produits d'exploitation s'élèvent à 26.615 k€ contre 25.946 k€ en 2012 (+2.6%).

Le marché du MICE (congrès – corporate – salons accueillis - sport – non-event revenue) enregistre une hausse globale de 5% avec des différences importantes entre les différents segments de marchés. Ainsi le marché du congrès et corporate progresse de 6% et les salons accueillis augmentent de 25% grâce notamment au Sitévi (salon Bi-annuel). En revanche le marché du sport recule de 12 % en l'absence d'événements importants comme en 2012 et celui des NER (hospitalités - partenariats) de 4%.

Le marché des spectacles connaît une légère progression +1%.

En revanche le CA des Salons organisés baisse de 2%, avec encore une fois une forte baisse sur le salon des Energies renouvelables Energaïa (-54%).

1) Les comptes de résultat

1-1 Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 26.910.117 € contre 26.404.149 € en 2012 soit une augmentation de 1,9 %.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 29.469.716 € contre 27.709.878 € en 2012 soit une augmentation de 6,3 %.

Le résultat d'exploitation s'élève à -2.559 K€ en 2013 contre -1.306 K€ en 2012 soit une diminution de 1.253 k€. La dégradation de la marge sur coûts variables due au recul des salons auto-organisés et l'augmentation des charges fixes incluant des frais liés au redéploiement de la société, des provisions pour contentieux salariés et des hausses de taxes (taxe sur le sport), expliquent cet écart.

La bonne performance réalisée sur le Corum en 2013, génère par ailleurs une augmentation de la redevance variable.

1-2 Résultat financier et Résultat courant

Le résultat financier s'établit à -1.062.420 € contre -1.215.869 € en 2012.

Le résultat courant présente donc un déficit de 3.622.019 € contre un déficit de 2.521.599 € en 2012.

Le résultat courant s'établit comme suit :

Ratios résultats	2009	2010	2011	2012	2013
Chiffre d'affaires	20 252	25 292	27 555	25 178	25 821
Résultat courant	676	-732	-2 032	-2 522	-3 622
%	3,3%	-2,9%	-7,4%	-10,0%	-14,0%

1-3 Résultat net

Après un résultat exceptionnel positif de 283.106 €, le résultat net s'élève à -3.323.913 €.

2) Le bilan

Le bilan actif et passif 2013 totalise 75.207.588 € contre 80.553.260 € en 2012.

A l'actif du bilan, on peut donc noter les variations suivantes en chiffres arrondis, par rapport à l'exercice précédent :

- l'actif immobilisé net est passé de 72.756 K€ à 69.045 K€
- l'actif circulant net est passé de 7.797 k€ à 6.162 k€

Au passif du bilan :

- Les capitaux propres sont passés de 31.393 k€ à 28.070 k€
- Les provisions pour risques sont passées de 691 k€ à 852 k€
- Les dettes sont passées de 48.468 k€ à 46.285 k€.

3) Ratios indicatifs

Ratios bilan		2009	2010	2011	2012	2013
Capitaux propres	Capitaux propres/Immobilisations nettes	71%	39%	43%	43%	41%
endettement	Dettes auprès des Ets de crédit/Capitaux propres	55%	127%	112%	114%	119%
charges financières	Charges financières/Dettes financières		1%	3%	3%	4%

LES COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2013	31/12/2012
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets et droits similaires	939 829	427 991	511 839	597 437
Fonds commercial	3 952 378		3 952 378	3 952 378
Autres immobilisations incorporelles	1 654 986	1 347 909	307 076	224 037
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Constructions	70 572 015	10 755 614	59 816 401	63 047 403
Installations techniques, matériel, outillage	3 884 981	1 450 268	2 434 713	2 685 924
Autres immobilisations corporelles	4 629 318	2 645 501	1 983 817	2 177 829
Immobilisations en cours	37 091		37 091	64 386
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations				4 908
Autres titres immobilisés	465		465	15
Autres immobilisations financières	1 290		1 290	1 890
ACTIF IMMOBILISE	85 672 353	16 627 283	69 045 069	72 756 207
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	215 986		215 986	178 805
Avances et acomptes versés sur commandes	2 257		2 257	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	2 584 274	95 052	2 489 222	5 020 937
Autres créances	1 272 229	33 432	1 238 797	1 067 920
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	461 718		461 718	5 594
Disponibilités	1 111 276		1 111 276	928 105
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	643 262		643 262	595 693
ACTIF CIRCULANT	6 291 003	128 484	6 162 519	7 797 054
TOTAL GENERAL	91 963 356	16 755 767	75 207 589	80 553 260

	MONTPELLIER EVENTS	
	Etats financiers au 31 décembre 2013 (EURO - Europe)	Page 8

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2013</i>	<i>31/12/2012</i>
Capital social ou individuel (dont versé : 35 368 881)	35 368 881	35 368 881
Réserve légale	57 270	57 270
Report à nouveau	(4 032 577)	(1 718 173)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(3 323 913)	(2 314 404)
CAPITAUX PROPRES	28 069 661	31 393 574
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	500 000	187 270
Provisions pour charges	352 004	503 984
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	852 004	691 255
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	33 466 145	35 982 793
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	80 411	80 411
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 290 692	1 441 193
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 175 416	4 378 589
Dettes fiscales et sociales	2 686 787	2 709 898
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	797 464	680 096
Autres dettes	1 897 677	283 261
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 891 332	2 912 191
DETTES	46 285 923	48 468 432
TOTAL GENERAL	75 207 589	80 553 260

Résultat de l'exercice en centimes -3 323 912,88

Total du bilan en centimes 75 207 588,50

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2013	31/12/2012
Production vendue de biens	224 712		224 712	247 839
Production vendue de services	25 596 100		25 596 100	24 930 433
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	25 820 812		25 820 812	25 178 272
Production immobilisée			23 632	81 460
Subventions d'exploitation			83 612	458 126
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			295 805	686 291
Autres produits			686 256	
PRODUITS D'EXPLOITATION			26 910 117	26 404 149
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)	2 766		2 766	9 698
Autres achats et charges externes	13 611 452		13 611 452	12 500 326
Impôts, taxes et versements assimilés	947 977		947 977	868 430
Salaires et traitements	5 521 476		5 521 476	5 258 618
Charges sociales	2 654 265		2 654 265	2 789 594
DOTATIONS D'EXPLOITATION	4 137 850		4 137 850	4 136 044
Sur actif circulant : dotations aux amortissements	59 209		59 209	94 469
Sur actif circulant : dotations aux provisions	997 195		997 195	753 921
Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 537 527		1 537 527	1 298 778
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION	29 469 716		29 469 716	27 709 879
RESULTAT D'EXPLOITATION	(2 559 598)		(2 559 598)	(1 305 730)
OPERATIONS EN COMMUN				
PRODUITS FINANCIERS	1 124		1 124	82
Reprises sur provisions et transferts de charges				
PRODUITS FINANCIERS	3 838		3 838	82
Intérêts et charges assimilées	1 066 238		1 066 238	1 215 952
CHARGES FINANCIERES	1 066 258		1 066 258	1 215 952
RESULTAT FINANCIER	(1 062 420)		(1 062 420)	(1 215 870)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(3 622 019)		(3 622 019)	(2 521 600)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2013</i>	<i>31/12/2012</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	260 548	186 287
Produits exceptionnels sur opérations en capital	30 400	6 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	137 092	98 134
PRODUITS EXCEPTIONNELS	428 040	290 421
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	24 317	79 529
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	120 617	3 696
CHARGES EXCEPTIONNELLES	144 934	83 225
RESULTAT EXCEPTIONNEL	283 106	207 196
Impôts sur les bénéfices	(15 000)	
TOTAL DES PRODUITS	27 341 995	26 694 652
TOTAL DES CHARGES	30 665 908	29 009 056
BENEFICE OU PERTE	(3 323 913)	(2 314 404)

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2013 12</i>	<i>31/12/2012 12</i>	<i>31/12/2011 12</i>	<i>31/12/2010 12</i>	<i>31/12/2009 12</i>
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	35 368 881	35 368 881	34 580 450	30 047 094	30 047 094
Nombre d'actions - ordinaires	216 987	216 987	212 150	184 338	184 338
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	25 820 812	25 178 272	27 555 090	25 291 730	20 251 918
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	1 548 494	2 406 762	2 881 241	1 333 144	1 429 017
Impôts sur les bénéfices	(15 000)		(15 180)	(232 594)	95 537
Participation des salariés et Intéressement					383 928
Dot. Amortissements et provisions	4 887 407	4 721 165	4 885 101	1 922 799	743 430
Résultat net	(3 323 913)	(2 314 404)	(1 988 680)	(357 061)	206 122
Résultat distribué (dans l'Exercice N+1)					103 229
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	7	11	14	8	5
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(15)	(11)	(9)	(2)	1
Dividende attribué					1
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	127	128	130	122	107
Masse salariale	5 521 476	5 258 618	5 524 995	5 167 959	4 232 234
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	2 654 265	2 789 594	2 845 549	2 662 712	2 174 805

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

SAAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Au 31/12/2013, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Membres du Conseil d'Administration				
Communauté d'Agglomération de Montpellier	899 000 €	50.79%	8 990	9
Ville de Montpellier	400 000 €	22.60%	4 000	4
Région Languedoc Roussillon	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
17 Communes de l'Assemblée Spéciale				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1

Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
Total	1 770 000 €	100.00%	17 700	34

La Ville de Montpellier détient 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100 €, soit 400 000 €.

II. SITUATION DES ACTIVITES 2012-2013

Les investissements 2013 se répartissent comme suit : 18,6 M€ sur les concessions, contre 16,5 M€ en 2012 et 4,9 M€ en mandats contre 1,9 M€ en 2012.

Les concessions sont : Nouveau Grand cœur, OZ Montpellier Nature Urbaine, Clapiers – ZAC le Castelet.

Les mandats d'études sont : Cannabé 2, Saporta – Lattes, Lauze Est – Saint Jean de Vedas.

L'année 2013 est aussi marquée par la signature du compromis de vente avec MUTOPIA pour l'implantation du siège de la mutuelle des motards sur ODE à la mer.

Le GIE (Groupement d'Intérêt Economique) mis en place entre la SERM et la SAAM pour partager les moyens fonctionnels a été prolongé en 2013.

III. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2013 a été de 7,9 personnes. Le Directeur Général est mis à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET. Le Directeur Général Délégué a démissionné de ses fonctions en 2013 pour faire valoir ses droits à la retraite

IV. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2012	2013	Variation
Produits d'exploitation	20 224 048 €	19 657 267 €	-2,8%
<i>dont CA</i>	4 611 705 €	6 422 660 €	39,3%
Charges d'exploitation	20 180 863 €	20 039 404 €	-0,7%
Résultat d'exploitation	43 185 €	-382 137 €	N/A
Produits financiers	9 708 €	17 864 €	84,0%
Charges financières	7 923 €	9 518 €	20,1%
Résultat financier	1 785 €	8 345 €	367,5%
Produits exceptionnels	0 €	0 €	N/A
Charges exceptionnelles	0 €	0 €	N/A
Résultat exceptionnel	0 €	0 €	N/A
Impôts sur bénéfice / intéressement	115 996 €	122 316 €	5,4%
Résultat net	-71 025 €	-496 107 €	-598,5%

COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2013 atteint 6 423 K€ contre 4 612 K€ à fin 2012.

Les produits d'exploitation s'élèvent ainsi en 2013 à 19 657 K€ contre 20 224 K€ à fin 2012. La production stockée diminue, passant de 14 405 K€ en 2012 à 11 574 K€ en 2013 avec notamment la poursuite des acquisitions sur l'EAI et ODE à la mer. Globalement, les produits d'exploitation diminuent de 2,8% soit -567 K€ entre 2012 et 2013.

Les charges d'exploitation diminuent légèrement (-141 K€). Le poste achats de matières premières diminue de 1 277 K€ alors que les autres achats et charges externes et les charges de personnel augmentent respectivement

502

de 684 K€ et 319 K€. Ainsi, la masse salariale a augmenté de 146% entre 2012 et 2013. Egalement le poste charges sociales augmente de 108 K€.

EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 45 911 K€, dont un capital social de 1 770 K€, pour l'exercice 2013 contre 35 662 K€ en 2012.

A l'actif du bilan les stocks et en cours augmentent de 17 186 K€ pour s'établir à 38 333 K€ à fin 2013. Les créances augmentent aussi de 1 827 K€. A l'inverse, les disponibilités et les avances et acomptes diminuent respectivement de 3 403 K€ et 4 880 K€.

Au passif du bilan, les capitaux propres diminuent de 496 K€ soit -38,6%. A l'inverse, les dettes augmentent de 31,3% soit 10 745 K€ supplémentaires à fin 2013. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des emprunts auprès des établissements de crédits.

Les pertes cumulées étant supérieures à la moitié du capital social, il appartient au Conseil d'Administration de la SAAM de convoquer une assemblée générale extraordinaire qui devra se prononcer sur la poursuite de l'activité.

RESULTAT

Le résultat courant avant impôt sur les sociétés (IS) et participation des salariés s'élève à fin 2013 à -373 791 € contre 44 970 € à fin 2012. Le résultat net à fin 2013 termine à -496 107 € (-71 025 € à fin 2012).

V. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

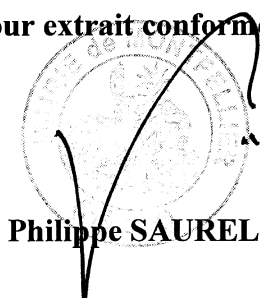
Depuis sa création en février 2010, la SAAM s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle du SCOT de la Ville et de l'Agglomération de Montpellier. L'année 2013 confirme ce positionnement avec une augmentation significative du chiffre d'affaires sur opérations sur d'importants projets tels que ODE à la Mer ou encore l'EAI (Ecole d'Application d'Infanterie).

Pour l'année 2014, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 05 février 2014 prévoient un chiffre d'affaires sur opérations en progression de 56% par rapport à 2013. Sur 2014, les concessions d'aménagement représenteraient 74,6% du chiffre d'affaires sur opérations. De nouvelles opérations sont en cours de notification, comme les mandats d'études Sussargues et Castries.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

S.A.A.M.

Bureaux : s/c SERM Etoile Richter – 45 Place Ernest Granier
CS 29502 – 34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. : 04 67 13 63 00 – Fax : 04 67 13 63 01

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS REPRESENTANTS

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAAM

Sur l'exercice 2013, la Ville de MONTPELLIER a été représentée au Conseil d'Administration de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en les personnes de :

Madame Hélène MANDROUX
Monsieur Mickaël DELAFOSSE
Monsieur Serge FLEURENCE
Monsieur Frédéric TSITSONIS

En application de l'article L 1524-5 alinéa 15 du Code Général des Collectivités Territoriales, vos représentants, ont l'honneur de vous faire ci-après, le compte rendu des activités de la société concernant l'exercice 2013, dans le cadre de l'exercice de leur mandat, et soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

1 - VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

1.1 - RÉPARTITION DU CAPITAL ET COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2013, la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration se présentent ainsi :

Actionnaires	Administrateurs	Censeurs	%	Nombre d'actions
1/ MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION				
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER	Jean-Pierre MOURE (Président) (a) Jean François AUDRIN Thierry BREYSSE Pierre BONNAL Roger CAIZERGUES Hervé MARTIN Jean-Luc MEISSONNIER Gilbert PASTOR Christian VALETTE	René REVOL	50.80	8990
VILLE DE MONTPELLIER	Hélène MANDROUX Mickaël DELAFOSSE Serge FLEURENCE Frédéric TSITSONIS		22.60	4000
REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON	Corinne GIACOMETTI (a) Anne Yvonne LE DAIN		10.05	1780
VILLE DE CASTELNAU LE LEZ VILLE DE LATTES	Frédéric LAFFORGUE (a) Cyril MEUNIER (a)		1.12 1.69	200 300
ASSEMBLEE SPECIALE	Danièle ANTOINE-SANTOJA (a)			
2/ MEMBRES DE L'ASSEMBLEE SPECIALE (b)				
BAILLARGUES	Philippe MARTY		0,84	150
CASTRIES	Claudine VASSAS-MEJRI		0,84	150
CLAPIERS	Jean-Pierre MEZY		0,84	150
COURNONSEC	Régine ILLAIRE		0,67	120
COURNONTERRAL	Trinité FRANCES		0,84	150
GRABELS	Thierry AUFRANC		0,84	150
JACOU	Renaud CALVAT		0,84	150
JUVIGNAC	Danièle ANTOINE-SANTONJA		0,84	150
LA VERUNE	Michel GINER		0,67	120
LE CRES	Francis MILOSZYK		0,84	150
PEROLS	Adrien SIVIEUDE		0,84	150
PRADES LE LEZ	Jean-Marc LUSSERT		0,67	120
SAINT JEAN DE VEDAS	Michel LENTHERIC		0,84	150
SAINT GEORGES D'ORQUES	François MILLE		0,84	150
SUSSARGUES	Alain BARRANDON		0,67	120
VENDARGUES	Pierre DUDIEUZERE		0,84	150
VILLENEUVE LES MAGUELONE	Noël SEGURA		0,84	150
TOTAL	18		100	17700

a. Représentant aux Assemblées Générales

b. Les membres de l'assemblée spéciale sont également censeurs au Conseil

1.2 - EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Néant

1.3 - ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL SOCIAL

Non applicable.

1.4 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaire : SARL CAMOIN & PEREZ représentée par Alain CAMOIN

Suppléant : Christian PEREZ.

1.5 - SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 11 février, 15 mai et 10 septembre 2013. Chaque séance a été précédée de celle de l'Assemblée Spéciale donnant mandat à son représentant au Conseil d'Administration de voter pour les délibérations proposées à l'ordre du jour.

Lors de sa séance du 11/05/2013, le Conseil d'Administration a approuvé les orientations stratégiques du groupe SERM-SAAM-GIE définis dans le cadre d'un plan moyen-terme 2013-2017. Parmi celles-ci, figurent notamment, dans le contexte économique décrit, des objectifs quantitatifs de production de logements (10 000 logements soit 750 000 m² de SDP sur la période du PMT avec une production croissante pour la SAAM) et qualitatifs (promotion sur Montpellier d'une meilleure qualité urbaine en construisant une identité pour chaque quartier doté d'une programmation diversifiée tant en terme social, urbain et architectural)

D'importantes opérations nouvelles ont été approuvées par le Conseil après avis du Comité d'engagement :

- La concession de la ZAC du Castelet pour la commune de Clapiers lors de la séance du 15 mai
- La concession « Nouveau Grand Cœur » pour la commune de Montpellier et la concession « OZ » pour la Communauté d'Agglomération lors de la séance du 10 septembre

1.6 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Une Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes s'est tenue le 25 juin 2013. A cette même date s'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de se prononcer, en application des dispositions de l'article L 225-129-6 du Code de Commerce et conformément aux dispositions de l'article L.443-5 du Code du Travail, sur une résolution relative à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents du Plan d'Epargne Entreprise. Les actionnaires ont voté contre la résolution.

1.7 - DIRECTION GÉNÉRALE

Monsieur Jean-François COURTY a démissionné de son poste de Directeur Général Délégué. pour faire valoir ses droits à la retraite. Cette démission a été effective au 30 septembre 2013.

1.8 - EFFECTIF

Effectif moyen 2013 : 7,9 personnes

Effectif à fin 2012: 7 personnes

+ 1 personne mise à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET (le Directeur Général).

1.9 - MOUVEMENTS DE PARTICIPATION DANS DES SOCIÉTÉS

Néant

2 – ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

2.1 SITUATION DES OPERATIONS

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice terminent à 23.5 M€ TTC contre 18.4 M€ en 2012.

L'année 2013 a été marquée par la notification des opérations suivantes :

- Trois concessions :
 - o Nouveau Grand Cœur,
 - o OZ Montpellier Nature Urbaine,
 - o Clapiers – ZAC Le Castelet,
- Trois mandats d'études :
 - o Cannabé 2,
 - o Saporta – Lattes,
 - o Lauze Est – Saint Jean de Vedas.

Les investissements réalisés sur 2013 se répartissent comme suit :

- 18.6 M€ TTC sur les concessions, contre 16.5 M€ TTC en 2012 :
 - Les acquisitions représentent l'essentiel du Chiffre Opérations de la SAAM. L'année 2013 a été marquée par les premières acquisitions sur Descartes et OZ, mais surtout par le deuxième acompte sur l'achat de l'emprise de l'EAI auprès de la Ville de Montpellier et par le transfert du foncier de la ZAC Aéroport SERM à la ZAC ODE à la Mer (SAAM).
 - Les études et travaux réalisés ont principalement concerné l'EAI et ODE à la Mer.
- 4.9 M€ TTC sur les mandats, contre 1.9 M€ TTC en 2012, principalement sur les opérations Gare Nouvelle, Stade de la Mosson et Salaison, en études et travaux.

2013 est notamment marquée par la signature du compromis de vente avec MUTOPIA pour l'implantation du siège de la Mutuelle des Motards sur ODE à la Mer.

2.2 SITUATION DE LA SOCIETE

Les produits d'aménagement sont légèrement en deçà du budget mais avec un portefeuille d'opérations différent (OZ et Nouveau Grand Cœur notamment notifiés non prévus alors que d'autres contrats potentiels identifiés au budget n'ont pas encore été concrétisés) et un avancement des opérations divers.

Les autres produits concernent les refacturations aux opérations de frais de salons (MIPIM et SIMI) à hauteur de 62 K€.

Le total des charges est légèrement supérieur au budget du fait de :

- Un effectif (direct ou mis à disposition) globalement conforme aux prévisions
- Une affectation de la quote-part du GIE supérieure aux prévisions (en pourcentage : 22% contre 20%)
- Des dépenses de sous-traitances non budgétées (AMO EAI : 60 K€)

Le résultat opérationnel termine donc en déficit de 283 K€, en ligne avec le probable 2013 présenté au Conseil d'Administration du 5 février 2014.

3 - PRESENTATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT

3.1 - CHIFFRE D'AFFAIRES / PRODUCTION NETTE

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2013 atteint 6 422 660 € contre 4 611 705 € à fin 2012.

La production stockée termine 2013 à 11 573 755 € contre 14 404 963 € à fin 2012, avec notamment la poursuite des acquisitions sur l'EAI et ODE à la Mer.

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent en 2013 à 19 657 267 € contre 20 224 048 € à fin 2012.

3.2 - EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 45 911 226 € dont un capital social de 1 770 000 € (entièrement appelé) pour l'exercice 2013 contre 35 662 280 € en 2012.

Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions ont été financés par un recours à l'emprunt de 26 795 753,83 € à fin 2013.

3.3 - RESULTAT

Le résultat courant avant IS s'élève à fin 2013 à – 373 791 € (et hors quote-part GIE au titre de l'épargne salariale et avec quote-part GIE CICE : -282 781 €) contre 44 970 € à fin 2012.

Le résultat net (après intéressement et abondement des salariés) termine 2013 en perte de 496 107 € contre une perte de 71 025 € à fin 2012.

Le résultat cumulé à fin 2013 termine à -980 877 €.

3.4 - CAPITAUX PROPRES

Grâce à l'augmentation de capital réalisée le 19 décembre 2011, et du fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 789 123 € à fin 2013 contre 1 285 230 € à fin 2012.

Les pertes cumulées étant supérieures à la moitié du capital social, il appartient au Conseil d'Administration de la SAAM de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire dans les 4 mois suivant l'approbation des comptes 2013. Cette assemblée devra se prononcer sur la poursuite de l'activité

3.5 – RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêt Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2013 12</i>	<i>31/12/2012 12</i>	<i>31/12/2011 12</i>	<i>31/12/2010 11</i>	
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 770 000	1 770 000	1 789 000	400 000	
Nombre d'actions - ordinaires	17 700	17 700	17 800	4 900	
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	6 422 660	4 611 705	251 044	102 915	
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(373 791)	44 970	(276 976)	(128 293)	
Impôts sur les bénéfices (12 329)					
Participation des salariés	134 645	115 996	8 476		
Résultat net	(496 107)	(71 025)	(285 452)	(128 293)	
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot amortissements, provisions	(28)	(4)	(16)	(32)	
Résultat après impôt, participation dot amortissements et provisions	(28)	(4)	(16)	(32)	
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	9	5	2		
Masse salariale	538 449	219 028	49 783		
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	217 040	109 505	22 891		

508

4 - CONCLUSIONS ET ORIENTATIONS POUR 2014

Depuis sa création en février 2010, la SAAM s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle du SCOT de l'Agglomération de Montpellier.

L'année 2013 confirme ce positionnement avec une augmentation significative du chiffre d'opérations sur d'importants projets tels que ODE à la Mer ou encore l'EAI.

Pour l'année 2014, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 5 février 2014 prévoient un Chiffre d'Opération de 45.3 M€ (le double de celui de 2013) dont près de 75% sur les concessions d'aménagement.

Les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 5 février 2014 prévoient un Chiffre d'Opération en progression de plus de 56% par rapport à 2013 et se caractérise par :

- D'importantes acquisitions (ODE à la Mer, mandat d'acquisitions OZ, EAI, Castries, Parc 2000 2^{ème} extension notamment),
- Une progression des Etudes et Travaux (achèvement des travaux des tranches 1 et 2 sur le Salaison, premières démolitions sur l'EAI et études ODE à la Mer).

Sur 2014, les concessions représentent 74.6 % du Chiffre Opérations.

De nouvelles opérations sont en cours de notification dont les mandats d'études Castries et Sussargues.

La tenue des élections municipales en Mars 2014 conduisent à envisager une révision des projections faites en février 2014.

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2013, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38%	152 439	5
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
TOTAL PUBLICS	4 160 560 €	70.59%	260 035	10
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
TOTAL PRIVÉS	1 733 440 €	29.41%	108 340	4
TOTAL GLOBAL	5 894 000 €	100.00%	368 375	14

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Communauté d'Agglomération de Montpellier, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)

- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations
- Les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

2. PERSONNEL

Le nombre moyen de salariés a été de 74,5 en 2013 (contre 114 en 2012, soit une diminution de -35%). Cette variation s'explique par le transfert au GIE SERM/SAAM de 39 personnes assurant les fonctions de support. On note la mise à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET (le Directeur Général et le Directeur Général Délégué). Le montant des frais de personnel pour 2013 s'élève à 3 529 K€ (5 580 K€ en 2012), soit -37%.

3. COMPTES ANNUELS

	2012	2013	Variation
Produits d'exploitation	177 918 805 €	151 159 351 €	-15,0%
<i>dont CA</i>	103 733 834 €	83 140 928 €	-19,9%
Charges d'exploitation	177 544 043 €	151 559 974 €	-14,6%
Résultat d'exploitation	374 762 €	-400 623 €	N/A
Produits financiers	688 216 €	619 997 €	-9,9%
Charges financières	1 021 981 €	1 196 964 €	17,1%
Résultat financier	-333 765 €	-576 968 €	-72,9%
Produits exceptionnels	4 032 585 €	7 838 078 €	94,4%
Charges exceptionnelles	1 908 601 €	5 213 309 €	173,1%
Résultat exceptionnel	2 123 983 €	2 624 769 €	23,6%
Impôts sur bénéfice / intéressement	1 250 829 €	773 536 €	-38,2%
Résultat net	914 150 €	873 642 €	-4,4%

a) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2013 est de 83 141 K€ contre 103 734 K€ à fin 2012, soit une diminution de près de -20%.

Les produits de fonctionnement sont en diminution à 11 907 K€ en 2013 contre 17 489 K€ en 2012, notamment en raison du transfert des fonctions supports au GIE SERM/SAAM entraînant une diminution des refacturations de -2 838 K€.

b) Compte de résultat

Les produits d'exploitation baissent globalement de 15% soit -26 759 K€, baisse essentiellement due à la diminution du chiffre d'affaires à laquelle vient s'ajouter celle de la production stockée (-4 620 K€).

Les charges d'exploitation baissent de 14,6%. On note la diminution de la masse salariale suite aux transferts des agents fonctionnels au GIE.

Le résultat financier est déficitaire à -576 968 € (contre -333 765 € en 2012) à cause de l'impact des intérêts d'emprunts représentant en 2013 un total de 1 197 K€.

Le résultat exceptionnel d'un montant de 2 625 K€ permet de dégager un résultat net positif sur l'exercice.

Le résultat avant intéressement, participation et IS s'élève à 1 647 K€ en 2013 contre 2 165 K€ en 2012.

Après imputation de l'intéressement des salariés (542 K€, contre 984 K€ en 2012) et l'impôt sur les sociétés (232 K€, contre 266 K€ en 2012), l'exercice 2013 présente un résultat bénéficiaire de 873 642 € contre 914 150 € en 2012.

c) Bilan

Le total du Bilan diminue de 2,6%, passant de 339 252 K€ à fin 2012 à 330 310 K€ au 31/12/2013.

A l'actif du bilan, cette variation s'explique par une baisse de l'actif circulant de 6 466 K€ (principalement due à la baisse des créances) et par la baisse de l'actif immobilisé à hauteur de 2 477 K€ (principalement due à la cession de l'opération propre ARES).

Au passif on constate que les capitaux propres augmentent (+5 289 K€) alors que les provisions et les dettes baissent respectivement de 4 850 K€ (-17,2%) et 11 156 K€ (-4,2%).

d) Capitaux propres

Les capitaux propres atteignent 31 446 K€, soit +5 289 K€ par rapport à 2012. Cette variation est principalement due à l'augmentation des subventions d'investissement qui passent de 8 445 K€ à 13 431 K€. Les subventions sont en nette augmentation du fait des investissements sur la chaufferie Joffre et la centrale de bois Parc Marianne.

4. ACTIVITES OPERATIONNELLES D'AMENAGEMENT

a) Les dépenses d'investissement de l'exercice

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'élèvent à 94,9 M€ contre 108,6 M€ en 2012. Ces dépenses se répartissent comme suit : 88,7 M€ pour les concessions d'aménagement en 2013 contre 96,1 M€ en 2012 et 6,2 M€ pour les mandats d'études en 2013 contre 12,5 M€ en 2012.

L'année 2013 se caractérise notamment par :

- L'achèvement des principaux mandats (clôture administrative du nouvel Hôtel de Ville par exemple),
- La poursuite des acquisitions, notamment en renouvellement urbain,
- La réalisation de travaux importants, notamment sur les opérations à dominante « logements » (Parc Marianne, Rive Gauche, Ovalie, Grisettes, Saint Brès, Saint Jean de Védas et Prades le Lez) et « activité économique » (Eureka).

b) Les recettes de cessions

Les cessions privées sont en augmentation de 12% par rapport à 2012. On note notamment le solde de la cession du macro-lot de la Mantilla sur Jacques Cœur, la poursuite des opérations de logements Parc Marianne, Ovalie, Grisettes et des opérations communales Prades et Roque Fraisse.

Les cessions de logements sont dans la moyenne des années précédentes mais la part des logements sociaux est plus importante.

Les cessions de terrains d'activité économique sont en recul alors que celles des équipements tertiaires (bureaux,...) sont stables.

5. ACTIVITES DE GESTION

- *DEPARTEMENT ENERGIES*

Le résultat 2013 avant épargne salariale du département Energie s'élevait à 1 831 K€ contre 1 704 K€ en 2012. Cette augmentation s'explique car il y a eu plus de raccordements. Les ventes de chaud sont supérieures aux prévisions à l'inverse des ventes de froid ce qui témoigne de températures plus rigoureuses que prévues en 2013.

La Délégation de Service Public concernant le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid a été reconduite de 2022 à 2030.

- **GESTION IMMOBILIERE**

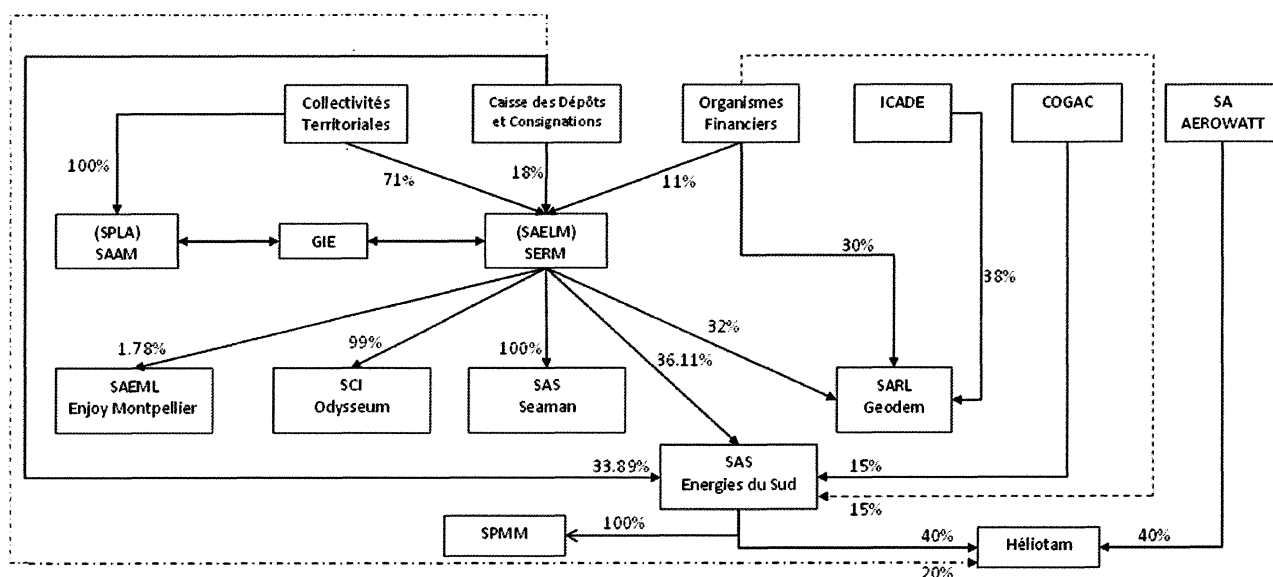
La SERM a géré en 2013, 15 bâtiments d'immobilier d'entreprise sous différentes formes juridiques :

- Gérances pour le compte de Collectivités (2)
- Ateliers relais et bureaux locatifs en concessions publiques d'aménagement (6)
- Mandats de syndic de copropriété ou d'ASL (5)
- Opération propre de la Société concernant l'ensemble immobilier ARES à Vendargues.

La cession du site ARES auprès de l'investisseur PROURRED s'est finalisée en octobre 2013 avec un impact positif sur les comptes de 709 K€.

6. **RESULTAT DES FILIALES**

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations. En raison du poids non significatif de ces structures il n'est pas produit de comptes consolidés.



- **SARL GEODEM**

Depuis la conclusion définitive des accords sur l'ensemble du projet Odysseum et la cession des études réalisées aux maîtres d'ouvrage des constructions, la SARL GEODEM est en sommeil dans l'attente de l'engagement éventuel de nouvelles études de projets immobiliers. Le résultat de l'exercice est en léger déficit de 4 835 € contre 5 218 € de perte en 2012.

L'éventualité de nouveaux projets en partenariat avec les Associés sur cette opération est définitivement abandonnée. Les Associés ont décidé d'une dissolution de la société GEODEM (SARL) à compter du 18 mars 2014 et de sa liquidation amiable sous le régime conventionnel conformément à l'article 24 des statuts.

- **SCI ODYSSEUM 1**

La cession aux investisseurs ICADE et KLEPIERRE est intervenue en 2010 avec transfert de la jouissance au 1er janvier 2011. A fin 2013 la SCI ODYSSEUM 1 est encore propriétaire du bail de Mc DONALD dont la cession a eu lieu le 20 mars 2014.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires, composé des loyers du bail à construction Mc Donald, s'élève en 2013 à 94 780 € contre 93 002 € en 2012.

Résultat : Le résultat net comptable s'élève à 79 193 € contre 104 530 € en 2012.

Capitaux propres : Compte tenu du report antérieur et d'une distribution de dividendes pour 200 K€, les capitaux propres s'élèvent à 84 733 € contre 205 540 € à fin 2012.

Bilan : Le total bilan diminue à 554 577 € contre 1 087 715 € à fin 2012 du fait de la diminution des créances clients.

- *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires net de la société est en légère baisse à 4 172 K€ à fin 2013 contre 4 237 K€ à fin 2012.

Résultat : Le résultat net après IS termine en positif à 107 957 € contre 234 877 € à fin 2012. Ce résultat est réparti comme suit :

- 102 467 € de résultat d'exploitation,
- -2 176 € de résultat financier,
- 28 155 € de résultat exceptionnel.

Capitaux propres : Les capitaux propres atteignent 360 K€ en 2013 contre 252 K€ en 2012. Cette évolution est due à l'incorporation du résultat de l'exercice 2013.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : La progression du chiffre d'affaires de la filiale Energie du Sud se poursuit en 2013 avec 2 109 K€ réalisés en 2013 contre 2 032 K€ en 2012.

Résultat : Le résultat net après IS de l'exercice 2013 est un bénéfice net de 132 298 € contre 42 504 € en 2012.

Capitaux propres : La totalité du capital social, soit 3 600 K€, est versée. Les capitaux propres atteignent 4 309 K€ en 2013 contre 4 023 K€ en 2012.

Bilan : Le total du bilan s'élève à 9 540 K€ (contre 9 811 K€ en 2012) dont 2 479 K€ d'actif immobilisé. Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû de 4 481 K€.

Participation dans Héliotam

Depuis 2011, Energie du Sud détient 40% (soit 40 000 €) de la SAS HELIOTAM créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le Lez et Saint Jean de Vedas. Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création de deux ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé en 2011 une avance d'associé. A ce titre, Energie du Sud a versé 460 000 €.

Participation dans SPM

Le 3 février 2012 a été créée une filiale à 100 % d'Energie du Sud, la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée pour répondre à un appel d'offre pour des ombrières sur les parkings de l'Aéroport. Energie du Sud a versé 1000 €.

La Commission de Régulation de l'Energie a retenu ce projet en mars 2014.

- *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la deuxième année d'exploitation pleine s'élève à 806 868 € (contre 800 554 € en 2012).

Résultat : Le résultat courant avant impôts de 2013 s'élève à 76 142 € contre 47 482 € en 2012 soit une progression de 60%.

Déduction faite des amortissements dérogatoires, le résultat net 2013 termine en perte de 225 K€ contre une perte de 349 K€ en 2012.

Capitaux propres : Le capital social de 100 000 € est entièrement versé. Les capitaux propres s'élèvent en 2013 à 182 K€ contre 106 K€ en 2012.

Bilan : Le bilan s'élève à 6 034 K€ fin 2013 alors qu'il était de 6 181 K€ fin 2012.

A l'actif le bilan présente 5 358 K€ d'immobilisations. On note au passif un prêt dont le capital restant dû est de 4 441 K€ au 31/12/2013.

- *GIE SERM/SAAM*

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les personnels des fonctions de support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM/SAAM.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel,
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

Ainsi, le résultat du GIE est toujours équilibré.

7. ORIENTATIONS POUR 2014

Les prévisions 2014 suggèrent une augmentation de 12,9% du chiffre d'opérations grâce à la progression des concessions compensant la fin des mandats importants. Les investissements sous concessions sont estimés à 110,1 M€ pour l'exercice 2014.

Ces prévisions sont marquées par la poursuite de la politique de maîtrise foncière et par d'importants travaux concernant :

- Le renouvellement urbain : démolition de la tour H au Petit Bard, finalisation des acquisitions mission Grand Cœur,
- Les ZAC à dominante logements : travaux du parking Nouveau Saint Roch pour réception, poursuite des travaux du pont de la République, travaux sur les avenues Nina Simone et Joan Miro, ouverture du parking de l'îlot H à Jacques Cœur,
- Les parcs d'activité : poursuite des travaux sur Euromédecine, Eureka et Garosud,
- Les opérations communales : Saint Jean de Védas, Saint Brès et Prades

En 2014, les cessions attendues sont notamment :

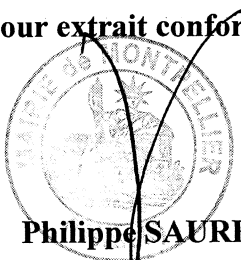
- La signature de la cession avec OC SANTE pour le transfert de la clinique Saint roch sur le quartier des Grisettes,
- Les premières cessions sur l'opération renouvellement urbain Petit bard,
- La poursuite des commercialisations de logements.

L'année 2014 sera aussi marquée par le lancement de consultations promoteurs sur les folies architecturales de Grisettes et Ovalie, et sur les ZAC à dominante « logements ».

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM)

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS REPRESENTANTS

LA VILLE DE MONTPELLIER

AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SERM

Sur l'exercice 2013, la Ville de Montpellier a été représentée au Conseil d'Administration de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine en les personnes de Madame Perla DANAN, et Messieurs Serge FLEURENCE, Michel PASSET, Marc DUFOUR et Monsieur Max LEVITA, son Président, assurant également la fonction de représentant aux Assemblées Générales de la Société.

En application de l'article L 1524-5 alinéa 15 du Code Général des Collectivités Territoriales, vos représentants, ont l'honneur de vous faire ci-après, le compte rendu des activités de la société concernant l'exercice 2013, dans le cadre de l'exercice de leur mandat, et soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.



1. VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

1.1 REPARTITION DU CAPITAL ET COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2013, la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration se présentent ainsi :

Actionnaires	Administrateurs	Censeurs	%	Nombre d'actions
1/ COLLECTIVITES TERRITORIALES				
- Ville de Montpellier	Max LEVITA (Président) (a) Serge FLEURENCE Marc DUFOUR Michel PASSET Perla DANAN		41,38	152439
- Département de l'Hérault	Jacques MARTIN		1,12	4125
- Commune de Palavas	Guy REVERBEL		0,48	1752
- Cté d'Agglomération de Montpellier	Jean-Pierre MOURE Gilbert PASTOR (b) Jean-Louis GELY		27.61	101719
SOUS TOTAL 1	10		70.59	260 035
2/ GROUPE CDC	Gaëlle VELAY		18,12	66748
3/ ORGANISMES LOCAUX ET DIVERS				
- Caisse d'Epargne et de Prévoyance Languedoc-Roussillon	Jean-François MANLHIOT		8.08	29 791
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	André DELJARRY		0,56	2062
- Crédit Lyonnais de développement économique			0,27	1000
- Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen			0,65	2400
- DEXIA Crédit Local			1,70	6250
- MERCADIS			0,02	89
SOUS TOTAL 2+3	4		29,41	108340
TOTAL	14		100	368375

a. Représentant de la Ville aux Assemblées Générales de la SERM

b. Représentant de la Communauté d'Agglomération aux Assemblées Générales de la SERM

1.2 - EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Néant

1.3 - ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL SOCIAL

Non applicable.

1.4 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaire : SARL CAMOIN & PEREZ représentée par Alain CAMOIN
Suppléant : Christian PEREZ.

1.5 - SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sur l'année 2013, le conseil d'administration de la SERM s'est réuni les :

- 11 février 2013,
- 15 mai 2013,
- 26 septembre 2013.

1.6 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Une Assemblée Générale mixte s'est tenue le 25 juin 2013 :

- De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire aux fins d'approbation des comptes.
- De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire aux fins d'approuver une augmentation de capital en faveur des salariés adhérents au Plan Epargne Entreprise dans les conditions prévues à l'article L.225-129-6 du Code de Commerce. L'assemblée a voté contre cette augmentation.

1.7 - DIRECTION GÉNÉRALE

Le Conseil d'Administration a pris acte lors de sa séance du 26 septembre de la démission de Monsieur Jean-François COURTY au poste de Directeur Général Délégué. Monsieur COURTY faisant valoir ses droits à la retraite. Cette démission a été effective au 30 septembre 2013.

1.8 - EFFECTIF

Effectif moyen 2013 : 74,5 personnes

Effectif à fin 2013 : 69 personnes

- + 1 personne mise à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET (le Directeur Général).

L'année 2013 a été marquée par le transfert au GIE SERM-SAAM du personnel des fonctions de support soit 39 personnes

1.9 - MOUVEMENTS DE PARTICIPATION DANS DES SOCIÉTÉS

Néant

2 – ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

2.1 – ACTIVITE OPERATIONNELLE AMENAGEMENT

a) Les dépenses d'investissement de l'exercice

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'élèvent à 94.9 M€ TTC contre 108.6 M€ en 2012.

DEPENSES (en millions d'Euros)	2012	2013	% Variations 2013/2012
Acquisitions (HT)	24,9	12,5	-50%
Études et Travaux (HT)	55,4	57,5	4%
Rémunérations Société (HT)	10,3	8,6	-16%
Frais financiers	3,4	3,0	-12%
Autres (dont TVA)	14,6	13,3	-9%
TOTAL TTC	108,6	94,9	-13%
dont :			
- Concessions d'Aménagement	96,1	88,7	-8%
- Mandats	12,5	6,2	-50%

L'année 2013 se caractérise notamment par :

- L'achèvement des principaux mandats (clôture administrative du Nouvel Hôtel de Ville en décembre 2013 notamment),
- La poursuite des acquisitions notamment en Renouvellement Urbain, avec néanmoins des décalages (particulièrement sur Nouveau Saint Roch, Ovalie et Consuls de Mer)
- La réalisation de travaux importants (sur les opérations à dominante logements comme Parc Marianne, Rive Gauche, Ovalie, Grisettes, Saint Brès, Saint Jean de Vedas et Prades-Le-Lez mais aussi sur les opérations à dominante activité économique comme Eureka).

b) Les recettes de cessions

Les cessions privées sont en augmentation de 12% par rapport à l'année précédente avec notamment le solde de la cession du macro-lot de la Mantilla sur Jacques Cœur, la poursuite des opérations de logements Parc Marianne, Ovalie, Grisettes, et des opérations communales Prades et Roque Fraisse.

Le niveau des remboursements de mandats est en léger décalage avec les dépenses. La dernière demande de remboursement de la Ville au titre du quitus du Nouvel Hôtel de Ville a été payée début 2014.

Les cessions publiques correspondent à la cession du MIBI à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, intervenue en janvier 2013.

RECETTES (en millions d'Euros)	2012	2013	% Variations 2013/2012
Cessions privées (HT)	45,0	50,5	12%
Cessions publiques (HT)	14,3	7,3	
Immobilier locatif	3,0	2,4	-20%
Participations et remb. Mandats (HT)	33,7	16,9	-50%
Autres recettes (dont TVA)	11,8	9,9	-16%
TOTAL TTC	107,7	86,9	-19%
dont :			
- Concession d'Aménagement (TTC)	90,1	83,2	-8%
- Mandats (TTC)	17,5	3,7	-79%

Ces recettes correspondent à l'activité physique de cessions présentée ci-après :

CESSIONS EN VOLUMES (actes signés)	Réel 2009	Réel 2010	Réel 2011	Réel 2012	Réel 2013
TOTAL NB D'ACTES	97	67	91	66	70
1 - LOGEMENTS (Nb d'actes)	75	38	54	33	50
Nombre de logements dont :	1 247	845	1 842	1 110	1 147
- logements sociaux	535	132	205	277	491
- logements accessions	712	713	1 637	833	656
<i>% logements sociaux / total</i>	43%	16%	11%	25%	42,8%
2 - TERRAINS D'ACTIVITES ECO (Nb d'actes)	12	21	23	15	9
Superficie (ha)	10,6 ha	7,2 ha	5,4 ha	5,0 ha	3,3 ha
3 - COMPLEXE LUDIQUE ET COMMERCIAL ODYSSEUM (m² SDP)	3 3 877,0 m²	1 22 691,0 m²			
4 - BUREAUX, HOTELS, SERVICES (Nb actes)	4	5	14	16	10
Superficie (m² SDP)	7 002 m²	21 185 m²	26 870 m²	23 527 m²	17 374 m²
5 - EQUIPEMENTS PUBLICS (Nb actes)	3	2		2	1
Superficie terrains (ha)	3,08 ha	1,31 ha		3,97 ha	0,20 ha

Les cessions de charges foncières de logements sont dans la moyenne des années précédentes mais avec une proportion de logements sociaux importante.

Les cessions d'activité économique ont accusé un retrait alors que dans le même temps le niveau de cession de tertiaires (bureaux et services) s'est bien tenu.

2.2 - ACTIVITES DE GESTION

DEPARTEMENT ENERGIES

Le résultat net 2013 (avant épargne salariale) du Département Energie s'élève à 1831 k€, contre 980 K€ au budget et 1 704 K€ l'année précédente.

Ce bon résultat s'explique notamment par des droits de raccordement supérieurs aux prévisions.

Les températures observées en 2013 ont été un peu plus rigoureuses que prévues, et ont favorisé les ventes de chaleur au détriment des ventes de froid.

Les ventes de chaud 2013 sont de 102 143 MWh pour un volume budgété de 99 479 MWh. C'est la première année que le seuil des 100 000 MWh vendus en chaud est atteint.

En parallèle, les ventes de froid réalisées sont de 35 352 MWh pour un budget de 37 868 MWh. En k€, cela représente 5 114 k€ de chaud vendu, pour 5 097 k€ budgétés, et 1 764 k€ de froid vendu pour 1 931 k€ budgétés.

Au total, le total des ventes aux abonnés s'élève à 10 557 k€ pour 10 706 k€ budgétés, soit 98,6 % de l'objectif.

Pour les ventes électricité, les ventes sont de 29 221 MWh pour 30 254 MWh budgétés. Cela s'explique par deux dysfonctionnements survenus sur les installations de cogénération d'Antigone.

Ces pertes de production ont néanmoins été compensées par les garanties prévues dans le contrat de sous-traitance par lequel la société est liée à l'exploitant. Les ventes d'électricité produites par cogénération s'élèvent ainsi à 4 309 k€ pour un montant budgété de 4 292 k€.

Sur les achats et dépenses d'exploitation, les achats de gaz bénéficient d'une moins-value favorable de 777 k€, due à la surestimation au budget de la TICGN. Malgré des ventes de chaud supérieures au budget, le poste Energie et fluide ne s'élève ainsi qu'à 7 352 k€ pour un montant budgété de 8 161 k€.

Les dépenses de gestion, notamment en Entretien / Réparation, sont bien maîtrisées : elles sont de 1 400 k€ pour un budget de 1 527 k€, contre 1 581 k€ au réel 2012.

Le prolongement de la durée de la DSP approuvé par la Ville de Montpellier en 2013 a un impact sur le plan de gros entretien et sur la dotation aux amortissements. Certains actifs entrent ainsi dans le champ du plan PGE car ils doivent dorénavant être exploités jusqu'en 2030. En parallèle, cela impacte la durée des amortissements de certains actifs et donc diminue légèrement le poste Amortissements.

Le poste Droits de raccordements à fin 2013 est de 1 379 k€, contre un budget de 641 k€, et une année 2012 de 1 434 k€.

D'importants raccordements ont en effet été effectués au quatrième trimestre notamment sur Parc Marianne sur l'îlot de la Mantilla.

GESTION IMMOBILIERE

La SERM a géré en 2012, 15 bâtiments d'immobilier d'entreprise sous différentes formes juridiques :

- Gérances pour le compte de Collectivités (2)
- Ateliers relais et bureaux locatifs en concession publiques d'aménagement (6)
- Mandats de syndic de copropriété ou d'ASL (5)
- Opération propre de la Société concernant l'ensemble immobilier ARES à Vendargues.

La cession du site ARES auprès d'un investisseur (PROURRED) s'est finalisée en octobre 2013 avec la levée des séquestres pour risques de dépollution deux mois plus tard (170 K€). Cette vente, nette des provisions, génère un impact positif sur le résultat SERM de + 709 k€.

2.3 SITUATION DE LA SOCIETE

Le résultat opérationnel des activités de la SERM (aménagement, gestion, énergie) s'établit pour l'année 2013 à + 2 224 K€ en nette augmentation par rapport au budget (+ 1 696 K€), et quasiment en ligne avec l'année 2012 qui terminait à 2 366 K€.

Toutes les activités de la SERM participent à l'amélioration de ce résultat par rapport aux prévisions budgétaires.

Les mouvements exceptionnels qui ont impacté le résultat pour – 285 K€ sont notamment :

- 198 K€ de remontées de dividendes de la SCI Odysseum 1,
- 267 K€ d'amortissements dérogatoires du département Energie
- Des provisions pour contentieux personnel.

Depuis septembre 2012, la SERM a fait l'objet d'un **contrôle fiscal** sur les exercices 2009, 2010 et 2011.

Une proposition de redressement pour l'exercice 2009 a été reçue le 11 décembre 2012 notifiant un rappel de TVA collectée de 1 622 345 € au titre de l'exercice 2009, assorti de 233 618 € d'intérêts de retard soit un total de 1 855 963 €.

Ce rappel ne porte que sur un chef de redressement : l'assujettissement à la TVA de la rémunération d'aménageur perçue par la SERM sur les concessions.

Ces rectifications ont été contestées par la SERM le 4 février 2013.

L'argumentaire développé par la SERM est le suivant : la rémunération d'aménageur versée à la SERM ne peut entrer dans le champ d'application de la TVA dès lors qu'elle n'entretient pas de lien direct avec un quelconque service rendu mais constitue un transfert de charges non taxable, réalisé en application de l'avis n° 99-05 du Conseil national de la Comptabilité en date du 18 mars 1999,

intitulé « Traitement comptable des concessions d'aménagement dans les sociétés d'économie mixte locale » et conformément à la pratique générale des SEM concessionnaires.

Le 30 avril 2013, une proposition de redressement pour les exercices 2010 et 2011 a été reçue relative à l'assujettissement à la TVA des concessions clôturées dans ces exercices.

Le montant du redressement était de 126 446 € pour l'année 2010 auxquels se rajoutaient 14 162 € d'intérêts de retard et de 48 299 € plus 3 091 € d'intérêt de retard pour l'année 2011.

A la suite de l'interlocution départementale du 19 novembre 2013, la DVNI a indiqué le 4 décembre 2013 que « l'ensemble des rappels envisagés en matière de TVA a été abandonné ».

Le résultat net avant Impôt Société et intéressement s'établit ainsi à + 1 940 K€, en augmentation par rapport au budget (+ 122 K€) mais en diminution par rapport à l'année précédente (- 225 K€).

Compte tenu du dépassement des objectifs de résultat fixés pour 2013, l'application de l'accord d'intéressement UES signé le 29 juin 2012 pour 3 ans s'applique et permet de verser un intéressement hors forfait social de 600 K€ sur le total de l'UES (SERM, SAAM et GIE).

De plus, sur le total de l'UES, le versement d'un abondement de 300 K€ (hors forfait social) est prévu, en application de l'accord d'intéressement,

Enfin, l'accord UES de participation signé le 29 juin 2012 pour trois ans ne conduit pas à comptabiliser de participation au titre de 2013.

L'impact sur la SERM (quote-part GIE comprise) de l'intéressement et de l'abondement est de 862 K€ forfait social compris.

Le résultat net imposable génère un impôt société de 244 K€, une taxe sur dividende de 6K€, et un crédit d'impôt pour mécénat de 6 K€, soit 244 K€ à payer.

Le résultat net après épargne salariale et impôt société termine à 874 K€ soit 3,1% du total des produits d'exploitation 2013, contre 2.8% du total des produits d'exploitation 2012.

3 – CONCLUSIONS ET ORIENTATIONS POUR 2014

Aménagement :

Les prévisions pour l'année 2014 arrêtées au Conseil d'Administration du 5 février 2014 prévoient un chiffre d'opérations total en augmentation par rapport au probable 2013 (+12.9%) grâce à la forte progression des concessions compensant la fin des mandats importants (avec notamment l'achèvement du Nouvel Hôtel de Ville).

Les investissements sous concessions sont estimés à 110.1 M€ au Budget 2014 soit 98 % du chiffre opérations total, en progression de 18 points par rapport à 2013.

Les faits marquants 2013 sont :

- La clôture administrative du mandat du Nouvel Hôtel de Ville,
- La poursuite de travaux soutenus sur des opérations comme Parc Marianne, Rive Gauche, Ovalie, Grisettes, Saint Brès, pour les ZAC à dominante logements, mais aussi Euréka en activité économique,
- Des décalages sur des opérations comme Grand Cœur, Nouveau Saint Roch ou sur l'activité économique (Garosud ou Euromédecine).

Les prévisions 2014 sont marquées par la poursuite de la politique de maîtrise foncière et par d'importants travaux concernant :

- le Renouvellement Urbain :
 - o Petit Bard : démolition de la tour H,
 - o Grand Cœur : finalisation des acquisitions
- les ZAC à dominante logements :
 - o Nouveau Saint Roch : travaux du parking pour une réception fin d'année,

- Rive Gauche : poursuite des travaux du pont de la République,
 - Parc Marianne : travaux de VRD des avenues Nina Simone et Joan Miro,
 - Jacques Cœur : ouverture du parking de l'îlot H,
- les parcs d'activité :
 - Poursuite des travaux notamment sur Euromédecine, Eureka et Garosud
- Les opérations communales (Saint Jean de Vedas, Saint Brès et Prades).

En 2014, les cessions attendues sont notamment :

- La signature de la cession avec OC SANTE pour le transfert de la clinique Saint Roch sur le quartier des Grisettes,
- Les premières cessions sur l'opération de Renouveau Urbain Petit Bard (126 logements),
- La poursuite des commercialisations, tant sur la Ville de Montpellier (1 125 logements) que sur les opérations communales (409 logements).

2014 sera en outre marquée par le lancement de consultations promoteurs importantes :

- Folies architecturales sur Grisettes et Ovalie,
- Nombreuses consultations promoteurs sur les ZAC à dominante logements (tant sur la Ville de Montpellier : autour de 1220 logements que sur les opérations communales : autour de 550 logements).

Activités de gestion et filiales d'exploitation :

Au niveau des activités de gestion de la Société :

- L'activité de Gestion Immobilière se maintient.
- La DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid a été prolongée de 2022 à 2030 en février 2013 avec un objectif de conversion aux ENR les centrales de production, ce qui induit un investissement important déjà engagé.

Pour la filiale Energie du Sud (EDS), l'année 2013 est encore une bonne année en photovoltaïque. Les ventes d'électricité photovoltaïque ont généré 731 K€ de produits d'exploitation supérieures aux prévisions. Les ventes d'électricité au biogaz atteignent une bonne performance même si elles sont légèrement inférieures aux prévisions, les problèmes d'extraction rencontrés en 2012 ayant été résolus en bonne partie.

Des projets de développement sont en cours d'étude de faisabilité.

Energie du Sud est actionnaire unique de la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée au capital de 1000 € (SPMM). Cette société a été créée pour répondre à un appel d'offre sur des ombrières de panneaux photovoltaïques pour les parkings de l'Aéroport. Aucune activité n'est intervenue sur l'année 2013. La réponse favorable de la CRE n'a été connue qu'en avril 2014.

La filiale d'EDS, HELIOTAM, continue d'exploiter les ombrières photovoltaïques de deux parkings de la TAM. Les ventes d'électricité progressent.

La SAS SEAMAN, filiale à 100% de la SERM, exploite l'Aquarium Mare Nostrum dans le cadre d'une délégation de service public contractée avec l'Agglomération de Montpellier. L'année 2013 a enregistré une fréquentation de 339 058 visiteurs. La fréquentation cumulée au 31 décembre 2013 depuis l'ouverture de l'aquarium (décembre 2007) atteint 2 122 349 entrées visiteurs,

4 - PRESENTATION DES COMPTES 2013

4.1 - CHIFFRE D'AFFAIRES / PRODUCTION NETTE

Le chiffre d'affaires comptable total de l'exercice 2013 termine à 83 140 928 € contre 103 733 833 € à fin 2012 soit une diminution de -19.85%.

La valeur nette de production, quant à elle, s'élève à 7 911 870 € contre 12 531 982 € à fin 2012. Même en diminution, cette production traduit la poursuite des investissements en concessions en 2013.

La production nette totale de la société atteint ainsi 91 052 798 € contre 116 265 815 € à fin 2012. Les produits de fonctionnement sont en diminution et totalisent 11 907 K€ contre 17 489 K€ en 2012, notamment en raison du transfert des fonctions support au GIE au 1er janvier 2013, entraînant une diminution des refacturations (- 2 838 K€).

Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chauffage et de Climatisation sont en progression de +3.2 % à 14 995 K€ contre 14 534 K€ à fin 2012.

4.2 - EVOLUTION DU BILAN

Le total du bilan connaît une diminution de 8 942 355 € à 330 309 767 € contre 339 252 122 € à fin 2012 constituée par :

- Une diminution de 2 476 834 € de l'actif immobilisé, qui s'explique notamment par :
 - o - 2 754 729 € sur les immobilisations corporelles, conséquence notamment de la cession de l'opération propre ARES,
 - o + 285 941 € sur les immobilisations financières (augmentation des dépôts et consignations)
- Une diminution de 6 465 522 € de l'actif circulant, qui s'explique notamment par :
 - o + 4 850 397 € sur l'encours de production,
 - o - 19 266 604 € sur les créances,
 - o + 8 072 387 € sur les placements et disponibilités, en raison notamment de la cession de l'opération propre ARES (5 800 000 € HT).

Dans le même temps, la société a accompagné l'investissement tant en concession d'aménagement qu'en délégation de service public (RMCF) par une mobilisation d'emprunts de 41 136 494 €, mais avec un souci de la maîtrise de l'endettement puisque 25 711 979 € d'emprunts ont été remboursés.

4.3 - RESULTAT

Le résultat avant épargne salariale (directe et quote-part GIE) et IS s'élève à : 1 940 k€ contre 2 165 K€ en 2012.

La composition de ce résultat se répartit entre :

- Le fonctionnement/aménagement à hauteur de : -600 K€ contre 433 K€ en 2012, avec une année marquée par des charges exceptionnelles,
- Le Département Energie à hauteur de : 1 831 K€ contre 1 704 K€ en 2012, les droits de raccordement s'étant élevés à 1 379 K€ contre 1 434 K€ en 2012,
- ARES, l'opération propre à hauteur de : 709 K€ contre 28 K€ en 2012, conséquence de la cession.

Après imputation de l'intéressement des salariés (542 K€ plus 280 K€ de quote-part GIE soit 821 K€, contre 984 K€ en 2012) et impôt société (232 K€, contre 266 K€ en 2012), l'exercice 2013 présente un **résultat bénéficiaire de 873 642 €** contre 914 150 € en 2012.

4.4 - CAPITAUX PROPRES

Grâce à ce résultat, la **situation nette** de la Société atteint 15 758 588 € au 31 décembre 2013.

Les capitaux propres eux-mêmes atteignent 31 445 686 € incluant la provision réglementée d'amortissement dérogatoire pour 2 223 626 € (chaufferie bois des universités et cogénération Antigone) et une provision pour investissement de 32 500 € (affectée au fonctionnement société) ainsi que des subventions d'équipement à hauteur de 13 430 972 € (en nette augmentation du fait de la

perception de subventions importantes sur les investissements de la DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid : dont 1.4 M€ sur la chaufferie Joffre et 4.9 M€ sur la centrale bois Parc Marianne).

	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013
Situation nette	14 707 546	15 069 133	15 758 588
Amortissements dérogatoires	4 509 842	2 491 073	2 223 626
Provision pour investissement	219 899	151 439	32 500
Subventions d'équipement	8 873 575	8 445 295	13 430 972
Capitaux propres	28 310 862	26 156 940	31 445 686

4.5 - RATIOS FINANCIERS

Les ratios financiers suivants peuvent être observés :

	2011	2012	2013
CAPITAUX PROPRES / ACTIF IMMOBILISE	36%	34%	42%
TOTAL EMPRUNTS / ACTIF IMMOBILISE + en cours production	56%	52%	55%
EMPRUNTS et DETTES FINANCIERES d'opé propres / CAPITAUX PROPRES	77%	121%	99%

On note particulièrement l'amélioration du ratio d'endettement (dettes financières / capitaux propres).

4.6 - RESULTATS DES CINQ DERNIERES ANNEES

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrête Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2013 12</i>	<i>31/12/2012 12</i>	<i>31/12/2011 12</i>	<i>31/12/2010 12</i>	<i>31/12/2009 12</i>
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	5 894 000	5 894 000	5 894 000	5 894 000	5 894 000
Nombre d'actions - ordinaires	368 375	368 375	368 375	368 375	368 375
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	63 140 928	103 733 834	102 906 488	113 486 022	106 628 052
Résultat avant impôt, participation, dot amortissements et provisions	8 151 840	5 341 709	9 720 120	7 972 789	6 227 981
Impôts sur les bénéfices	231 896	266 336	719 918	899 766	252 145
Participation des salariés	541 640	984 493	1 023 573	802 553	847 436
Dot Amortissements et provisions	6 504 663	3 176 730	6 274 558	5 164 444	4 637 746
Résultat net	873 642	914 150	1 702 071	1 106 026	490 654
Résultat distribué		184 188	552 563	184 188	184 188
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot amortissements, provisions	20	11	22	17	14
Résultat après impôt, participation dot amortissements et provisions	2	2	5	3	1
Dividende attribué		1	2	1	1
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	73	120	113	110	104
Masse salariale	3 528 887	5 580 012	5 568 584	4 926 025	4 917 144
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 717 919	2 733 791	2 592 175	2 371 465	2 370 138

4.7 - INFORMATION SUR LE CONTROLE FISCAL EN COURS

La société a fait l'objet d'une vérification de comptabilité pour l'ensemble des déclarations et opérations portant sur la période du 01/01/2009 au 31/12/2011 et étendue au 31 août 2012 en matière de TVA. Le contrôle s'est déroulé à partir du 4 septembre 2012 et a pris fin en février 2013.

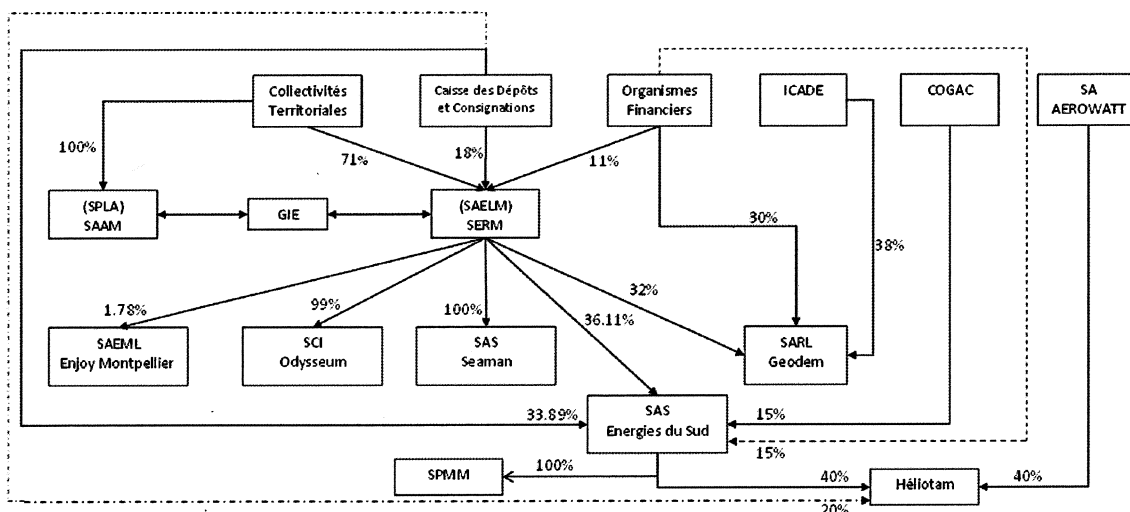
Dans une proposition de rectification en date du 3 décembre 2012, l'administration fiscale a notifié un rappel de TVA collectée de 1 622 K€ auquel il faut rajouter 233 K€ d'intérêts de retard au titre de 2009 sur un seul chef de redressement, à savoir l'assujettissement à la TVA de la rémunération d'aménageur imputée aux différentes concessions.

Par un courrier daté du 4 février 2013, la société a contesté auprès de l'administration fiscale. Il n'a pas été provisionné dans les comptes de l'exercice 2012 de provision relative à cette notification. Le 30 avril 2013, une proposition de redressement pour les exercices 2010 et 2011 a été notifiée relative à l'assujettissement à la TVA des concessions clôturées dans ces exercices.

Le montant du redressement était de 126 446 € pour l'année 2010 auxquels se rajoutaient 14 162 € d'intérêts de retard et de 48 299 € plus 3 091 € d'intérêt de retard pour l'année 2011.

A la suite de l'interlocution départementale du 19 novembre 2013, la DVNI a indiqué le 4 décembre 2013 que « l'ensemble des rappels envisagés en matière de TVA a été abandonné ».

5 - RESULTATS DES FILIALES



5.1 - SARL GEODEM

Depuis la conclusion définitive des accords sur l'ensemble du projet Odysseum et la cession des études réalisées aux maîtres d'ouvrage des constructions, la SARL GEODEM est en sommeil dans l'attente de l'engagement éventuel de nouvelles études de projets immobiliers.

Le résultat de l'exercice est en léger déficit de 4 835 € contre 5 218 € de perte en 2012.

L'éventualité de nouveaux projets en partenariat avec les Associés sur cette opération est définitivement abandonnée. Les Associés ont décidé d'une dissolution de la société GEODEM (SARL) à compter du 18 mars 2014 et de sa liquidation amiable sous le régime conventionnel conformément à l'article 24 des statuts.

5.2 - SCI ODYSSEUM 1

La cession aux investisseurs ICADE et KLEPIERRE est intervenue en 2010 avec transfert de la jouissance au 1^{er} janvier 2011.

A fin 2013, la SCI ODYSSEUM 1 était encore propriétaire du bail de Mc DONALD. La cession de ce bail à construction a eu lieu le 20 mars 2014.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires, composé des loyers du bail à construction Mc Donald, s'élève en 2013 à 94 780€.

Résultat

Le résultat net comptable s'élève à 79 193 € contre 104 530 € en 2012.

Capitaux propres

Compte tenu du report antérieur, d'une distribution de dividendes pour 200 000 € décidée lors de l'AG du 12 juin 2013 et de l'exercice 2013, les capitaux propres s'élèvent à 84 733 € contre 205 540 € à fin 2012.

Bilan

Le total bilan évolue légèrement à 554 577 € à fin 2013 contre 1 087 715 € à fin 2012, du fait de la diminution des créances clients.

En effet, il reste en séquestre 200 000 € contre 733 592 € en 2012.

La levée du séquestre suppose l'obtention auprès de la Ville d'une attestation de non contestation de la conformité. Cette attestation est attendue courant 2014.

5.3 - MONTPELLIER EVENTS

Les comptes 2013 arrêtés pour l'ensemble des quatre structures d'exploitation de MONTPELLIER EVENTS, à savoir le CORUM, l'ARENA PARK AND SUITES, le ZENITH SUD et le PARC des EXPOSITIONS, sont les suivants :

MONTPELLIER EVENTS (en k€)	2013	2012	2011
CA	25 821	25 178	27 555
résultat net	-3 324	-2 314	-1 989
capital social	35 368	35 368	34 580
capitaux propres	28 070	31 394	32 953

La SERM dispose d'un poste de censeur au sein de MONTPELLIER EVENTS.

5.4 - SAS SEAMAN

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires net de la société est relativement stable à 4 171 665 € à fin 2013 contre 4 236 905 € à fin 2012.

Résultat

Le résultat net après IS termine en positif à 107 957 € à fin 2013 contre 234 877 € à fin 2012 réparti comme suit :

- 102 467 € de résultat d'exploitation,
- - 2 176 € de résultat financier,
- 28 155 € de résultat exceptionnel.

Capitaux propres

Grâce à ce résultat, la **situation nette** de SEAMAN atteint 359 663 € en amélioration par rapport à 2012 puisqu'elle s'élevait à 251 706 €.

Les capitaux propres eux-mêmes atteignent 359 739 € à fin 2013 contre 252 282 € à fin 2012, incluant 76 € de subvention d'investissement.

5.5 - ENERGIE DU SUD

Chiffre d'affaires

La progression du chiffre d'affaires de notre filiale Energie du Sud se poursuit en 2013 avec 2 109 098 € réalisés en 2013 contre 2 032 362 € en 2012.

Résultat

Compte tenu de la prise en compte d'une dotation aux amortissements dérogatoires de 10 469 € pour la centrale biogaz du Thôt, le résultat net après IS de l'exercice 2013 ressort à un bénéfice net de 132 298 € contre 42 504 € en 2012.

Capitaux propres

Le total du capital de 3 600 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice et des amortissements dérogatoires, les capitaux propres s'élèvent à 4 309 471 € contre 4 023 875 € en 2012.

Bilan

Le total bilan 2013 s'élève à 9 539 851 € (contre 9 810 721 € en 2012) dont 2 478 517 € d'actif immobilisé et 3 216 328 € de redevances de loyers de concession domaniale qui sont réparties, pour une partie correspondant à la valeur des onduleurs sur une durée de 8 ans et pour le solde sur la durée des contrats d'achats d'électricité soit 20 ans.

Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû total de 4 480 889 € :

- 1 000 000 € souscrit en 2008 auprès du Crédit Agricole dont le capital restant dû à fin 2013 s'élève à 564 346 €,
- 4 228 300 € souscrit en 2010 auprès du Crédit Agricole dont le capital restant dû à fin 2013 s'élève à 3 565 306 €,
- 500 000 € souscrit en 2010 auprès du Crédit Coopératif dont le capital restant dû à fin 2013 s'élève à 350 637 € sur lequel la SERM est caution solidaire.

Participation dans HELIOTAM

Depuis 2011, Energie du Sud détient 40% (soit 40 000 €) de la SAS HELIOTAM créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le Lez et Saint Jean de Vedas.

Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création de deux ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé en 2011 une avance d'associé. A ce titre, Energie du Sud a versé 460 000€.

Participation dans SPMM

Le 3 février 2012 a été créée une filiale à 100 % d'Energie du Sud, la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée pour répondre à un appel d'offre pour des ombrières sur les parkings de l'Aéroport.

Energie du Sud a versé 1000 €.

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a retenu ce projet en mars 2014.

5.6 - HELIOTAM

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la deuxième année d'exploitation s'élève à 806 868 €, stable par rapport à l'année (800 554 € en 2012).

Résultat

Le résultat courant avant impôts de 2013 s'élève à 76 142 €, en progression de 60% par rapport à 2012 (47 482 €).

Des amortissements dérogatoires ont été passés pour 300 643 € en 2013 contre 396 940 € en 2012.

Déduction faite des amortissements dérogatoires, le résultat net 2013 termine en perte de 224 502 € en 2013 contre une perte de 349 458 € en 2012.

Capitaux propres

Le capital social de 100 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice et des amortissements dérogatoires, les capitaux propres s'élèvent en 2013 à 181 675 € contre 105 779 € en 2012.

Bilan

Le total du bilan s'élève à 6 033 760 € fin 2013 (contre 6 180 820 € à fin 2012) dont 6 039 343 € d'actif immobilisé (5 357 914 en valeur nette comptable).

Un prêt permettant le financement des installations a été contractualisé avec le Crédit Agricole pour un montant maximal de 5 100 000 €. Au 31 décembre 2013, le capital définitivement mobilisé s'élève à 4 830 000 € et le capital restant dû à 4 440 574 €.

Un préfinancement de TVA réalisé par le biais d'un autre prêt avec le Crédit Agricole pour 449 656 € a été intégralement remboursé en 2012 comme prévu contractuellement.

Le reste du financement est assuré par les avances d'associés en compte courant pour un montant de 1 150 000 € (identique à l'année précédente).

5.7 - GIE SERM/SAAM

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les personnels des fonctions de support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM-SAAM.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel (outil mis en place dès janvier 2012),
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

Ainsi, le résultat du GIE est toujours équilibré.

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

TAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Communauté d'Agglomération et Ville de Montpellier)
- les autres types actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

La Ville de Montpellier détient 27.33% du capital social. Sa participation s'élève donc à 1 171 250€.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nbre admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1 191 250 €	27.79%	9 530	4
Ville de Montpellier	1 171 250 €	27.33%	9 370	3
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.00%	1	1
Total	4 286 000 €	100.00%	34 288	13

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2013

1) Transport

2013 est le troisième exercice régi par le nouveau contrat de DSP Transport 2010-2017 géré en Groupement Momentané d'Entreprises (GME) sous le pilotage de TAM.

Maintien de la politique de lutte contre la fraude qui contribue à une remontée significative du chiffre d'affaires.

La rectification contractuelle des objectifs de recettes formalisée dans l'avenant 5 au contrat de DSP pour les exercices 2013 et 2014, explique le retour à un résultat positif sur l'activité transport.

La suppression de la hausse tarifaire contractuelle de mi-2012 fait l'objet d'une indemnisation versée à Tam et assujettie à TVA ; ceci ne s'applique pas à l'ajournement de la hausse tarifaire contractuelle de mi-2013 compte tenu du dépassement significatif de l'objectif de recettes.

2) Stationnement

En 2013, TaM s'est vu confié par la Ville : le marché du nouveau parking du bassin Jacques Cœurs pour 3 ans et de la délégation de service public pour la gestion des parcs de stationnement Comédie et Antigone pour 10 ans.

De plus 2013, a été marqué par la perception du second acompte de l'indemnisation du sinistre du parking Gambetta. Ce qui a permis de réduire la charge future d'amortissement des travaux de réhabilitation.

Enfin cet exercice a été aussi marqué par l'interruption totale de l'activité du parking Laissac du 13/8 au 25/10 pour cause de travaux de remise en état.

3. PERSONNEL

L'effectif moyen de salariés est de 1 117, en augmentation de 0.35% (1 113 en 2012). Le montant de la masse salariale pour 2013 s'élève à 36 841 K€ (contre 37 010 K€ en 2012), soit une diminution de 0.45% par rapport à 2012.

4. COMPTES ANNUELS

En millions d'euro HT	2012	2013
Produits d'exploitation	93,85	99,06
<i>dont CA</i>	59,38	63,29
Charges d'exploitation	96,47	99,69
Résultat d'exploitation	-2,62	-0,63
Produits financiers	0,30	0,40
Charges financières	0,46	0,39
Résultat financier	-0,17	0,01
Produits exceptionnels	3,45	2,50
Charges exceptionnelles	0,63	1,37
Résultat exceptionnel	2,82	1,13
Impôts sur bénéfice dont CICE / intéressement	0,00	-0,73
Résultat net	0,03	1,24

a) Compte de résultat

Le total des produits d'exploitation augmente de 5,5%, passant de 93.85 M€ en 2012 à 99.06M€ en 2013. En détail, on observe :

- Le chiffre d'affaires augmente de 6.59 %, passant de 59.38 M€ en 2012 à 63.29 M€ en 2012

- Les quotes-parts des subventions d'exploitations (contributions forfaitaires de l'Agglomération) progressent de 10% à 32.11 M€, contre 29.11 M€ en 2012

Ce chiffre d'affaires provient notamment de :

- l'activité de transport qui connaît une progression de 4.6 M€, dont 2.6 M€ de recettes directes de trafic.
- Une baisse des rémunérations des activités en mandats,
- une diminution de 0.2 M€ des activités stationnement : -0.14 M€ sur les parkings centre-ville
- le chiffre d'affaires des 4 activités privées qui progresse de 0.08 M€ (clinique Millénaire, st jean, contrats Mer & Glace & Pénélope)

Les charges d'exploitation augmentent de 3.34 % par rapport à 2012, passant de 96.47M€ en 2012 à 99.69 M€ en 2013.

Impact du CICE : En 2013, TaM bénéficie pour la première des 3 années prévues de l'effet provisoire du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi pour un montant de 1 195 306 €.

b) Résultat

Le résultat 2013 avant impôt et intéressement ressort à 33 K€ (0,5% du chiffre d'affaires de la société), soit +476 K€ par rapport à 2012 où il s'élevait à 33.1 K€

c) Bilan

A 84.00M€ (contre 87.05 M€ en 2012), l'actif immobilisé brut de TaM au 31 décembre 2013 est couvert par 88.18 M€ de capitaux permanents.

Les fonds propres représentent 24% du total du bilan, contre 27% en 2012.

Le fonds de roulement net global (FRNG) ressort à 4.14 M€ contre -0.08M€ en 2012, soit une variation positive de 4.22M€.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) demeure négatif mais augmente, passant de -16.80 M€ en 2012 à -13.95 M€ en 2013 (variation de +2.85 M€).

d) Evolution des ratios de gestion

- L'endettement sur capitaux propres est de 22.9% en 2013 (31.8% en 2012): cela montre que la majeure partie de l'actif de la société est financé davantage par les capitaux propres que par l'endettement
- L'endettement sur chiffres d'affaires est de 7.1% en 2013 (10.1% en 2012) : ce ratio indique quelle proportion du chiffre d'affaires de la société est financée par l'endettement
- Le cout moyen de l'endettement est de 4,3% en 2013 contre 4,7% en 2012.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

a. Activité Transport

Un certain nombre de décalages entre le contrat de DSP et le contexte externe à la TaM ont été pris en compte dans le projet d'avenant n°5 qui, complété par les efforts internes à la TaM, a permis de présenter un budget 2013 et 2014 à l'équilibre.

Le projet d'avenant n°6, doit, outre l'activation de la clause de revoyure destinés à équilibrer les budget 2014, 2016 et 2017, prendre en compte pour 2013 et 2014 les modifications d'offres et de services décidées par Montpellier Agglomération et déterminer le montant de la subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) ;

Les travaux d'extension du parking tramway de la Mosson commenceront mi 2014 pour une mise en service 2015.

Le bouclage de la ligne 4 sera engagé dès mi-2014 pour une livraison prévu en avril 2016.

b. Activité Stationnement

534

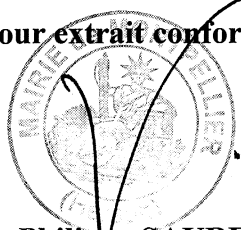
Tam a répondu début 2014 à la consultation de la Ville de Montpellier concernant le futur parking de la nouvelle gare Saint Roch.

TaM travaille au redressement du Chiffre d'Affaires des parkings Gambetta et Laissac.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

EXERCICE 2013
RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
Art. L1524-5 du CGCT

Abdi EL KANDOUSSI

Président de TaM



TaM

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
Au capital de 4.286.000€
Siège Social : 125 rue Trotsky – 34075 Montpellier
314871815 RCS Montpellier

SOMMAIRE

	Page
❖ Situation de la Société : évolution des contrats	3
❖ Séances du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales	8
❖ Principaux faits marquants et perspectives d'avenir	11
❖ Pertes à Terminaison	14
❖ Analyse de l'activité et du résultat	15
❖ Proposition d'affectation du résultat	20
❖ Programmes de Provisions de Gros Entretien et Résultat Fiscal	20
❖ Évènements postérieurs à la clôture	20
❖ Analyse du bilan	21
❖ Balance âgée et ratios d'endettement	22
❖ Répartition du capital, mandats sociaux et dividendes distribués	23

ANNEXE

❖ Tableau des résultats des cinq derniers exercices	25
---	----

SITUATION DE LA SOCIETE

La Société Anonyme d'Economie Mixte TaM (Transports de l'agglomération de Montpellier), ainsi rebaptisée par décision de l'AGE du 15 Février 2000, a été constituée sous le nom de Société Montpelliéraine de Transports Urbains (SMTU) le 22 décembre 1978 pour une durée initiale de 30 ans, prorogée de 50 ans par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juin 1992, soit jusqu'au 19 mars 2059.

Elle a pour objet l'exploitation des services de Transport Public, la réalisation de toute étude et/ou de toute infrastructure Transport en vue de la mise en oeuvre de Transports en Commun en Site Propre (TCSP), la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de Stationnement, ainsi que toutes opérations qui se rapportent à ces activités : location de vélos libre-service, commercialisation d'objets dérivés ou autres.

Par décision de l'Assemblée Générale du 29 Juin 2001, le capital de TaM a été augmenté par incorporation de réserves et converti à la somme de 4.286.000€. La répartition des 34.288 actions, d'un montant porté à 125€, est restée inchangée.

Le 15 Novembre 2001, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté les dispositions de la Loi NRE du 15 Mai 2001 donnant au CA la faculté de dissocier les fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration du 13 Décembre 2001 a opté pour la dissociation des fonctions, en confiant à un Directeur Général nommé par le Conseil les pleins pouvoirs dans la gestion de la société, à l'exception de ceux statutairement réservés au Président concernant la direction des travaux du Conseil et des Assemblées Générales. Ces dispositions ont été reconduites par les Conseils d'Administration du 14 Mai 2008 (nouvelle constitution du Conseil renouvelant le mandat du Directeur Général) et du 16 Décembre 2009 (changement de Directeur Général).

L'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2002 a ratifié la décision de transfert de Siège Social.

Le 25 juin 2003, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté la création de postes de censeurs, et adapté les statuts pour étendre l'objet social à la mise à disposition de cycles motorisés ou non.

Le 19 Octobre 2004, le Conseil d'Administration a décidé qu'à compter du 1^{er} Novembre 2004, le Directeur Général ne serait plus Personnel mis à disposition (PMAD) par le groupe TRANSDEV mais mandataire social rémunéré.

Le 21 Décembre 2005, le Conseil d'Administration a décidé du changement d'adresse du siège social (même lieu mais modification de l'accès visiteurs et personnel du dépôt Jeune Parque), ratifié par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 juin 2006.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2008 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)

L'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2009 a renouvelé pour 6 ans le mandat de censeur attribué à la société TRANSDEV.

Le Conseil d'Administration du 16 décembre 2009 a désigné le remplaçant du Directeur Général à compter du 22 mars 2010 et jusqu'au CA 2018 appelé à arrêter les comptes 2017. Ses conditions de

rémunération ont été fixées en reconduisant les dispositions en vigueur, dont une évolution annuelle soumise aux CA d'arrêté des comptes, et une prime variable dont la décision d'attribution a été déléguée au Président par le CA du 21 décembre 2005, sous réserve de demeurer dans les limites de 0 à 15% fixées par le CA du 19 octobre 2004.

Le Conseil d'Administration du 27 avril 2010 a adopté la mise à jour de la Procédure Achats, des modalités de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres et du Comité de Rémunération, et en a désigné les membres pour une durée allant jusqu'au terme de leur mandat d'administrateur.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 2010 a renouvelé pour 6 ans le mandat de d'administrateur de la société TRANSDEV.

Suite à la consultation lancée par TaM, l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 2010 a désigné en qualité de Commissaires aux Comptes pour 6 ans, soit jusqu'à l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015, le Cabinet CAMOIN-PEREZ en tant que titulaire et le cabinet SOFIRA en tant que suppléant.

Le Conseil d'Administration du 22 juin 2011 a approuvé la cession de l'action de l'association de consommateurs UFCS (Union Féminine Civique et Sociale) à l'association de consommateurs CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie).

L'Assemblée Générale Ordinaire du 22 juin 2011 a désigné pour 6 ans la CLCV comme nouvel administrateur, en remplacement de l'UFCS,

En conséquence, le Conseil d'Administration du 26 octobre 2011 a désigné les nouveaux membres de la Commission d'Appel d'Offres de TaM pour une durée allant jusqu'au terme de leur mandat d'administrateur.

Le Conseil d'Administration du 25 avril 2012 a désigné les nouveaux membres du Comité de Rémunération, suite au changement du représentant de l'administrateur TRANSDEV.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2012 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la Chambre de Commerce et d'Industrie, et de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juin 2013 s'est prononcée contre une augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre de la Loi Epargne Salariale du 19/2/2001.

Le 19 juin 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adapté les statuts pour étendre l'objet social à la vente et distribution d'objets promotionnels liés à l'activité de la société

Au cours de son 35^{ème} exercice social,
les contrats en vigueur en 2013 régissant les activités de TaM sont les suivants :

Activité Transport :

La Délégation de Service Public pour la Gestion du service des Transports Publics du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2017 sur le PTU de 31 communes a été attribuée par Montpellier Agglomération au Groupement Momentané d'Entreprise (GME) constitué de TaM et Transdev Montpellier, et piloté par TaM qui en est le mandataire.

Cette activité outre l'exploitation bus et tramway, inclut la gestion des pôles d'échanges, dont la gare routière Sabine, Velomagg, et tous services intermodaux.

Le Conseil d'Administration du 16 décembre 2009 a autorisé, sur les bases négociées en 2009, la signature du nouveau contrat de DSP et de l'avenant à la convention de groupement solidaire pour la gestion en GME avec TRANSDEV-MONTPELLIER.

- *La signature de l'avenant 1 au contrat de DSP a été autorisée par le CA du 20/01/2011 : formalisant les décisions successives prises en 2010 modifiant les objectifs d'offre, de trafic, et de charges forfaitaires, dont le rajout de la 4^e ligne de tramway baptisée « circulade », et le report au 2^e semestre 2011 de la clause de revoyure sur l'impact des travaux du Projet Ligne 3 sur les recettes de trafic et compensations.*
- *Le CA du 22/06/2011 a autorisé la signature de l'avenant 2 au contrat de DSP, par lequel la Communauté d'Agglomération confie au Groupement la réalisation du projet numérique EMMA et précise son mode de financement.*
- *Un avenant n°3 à la DSP Transport a été finalisé fin 2011 pour actualiser les objectifs d'offre, de trafic, de charges forfaitaires, les prix unitaires et formule d'indexation, compte tenu des modifications décidées par Montpellier Agglomération pour le réseau restructuré autour des lignes 3 et 4 de tramway, avec une mise en service avancée de 3 mois, et inclure les montants validés par l'Agglomération au titre de la clause de revoyure sur l'impact des travaux du Projet L3/L4 sur les recettes de trafic, ainsi qu'une précision technique sur le mode de calcul des compensations.*

La mise à jour des plans d'investissements annexés inclut notamment le nouveau concept Velomag, le planning d'investissements bus, et les modifications sur le mode de financement du projet EMMA

Cet avenant présenté au CA du 19/1/2012 a été ratifié par l'AGO du 20/6/2012.

- *L'avenant n°4 à la DSP Transport finalisé fin 2012 réajuste les charges forfaitaires, prix unitaires et formules d'indexation : objectifs d'offre, de trafic, et vitesse bus et tram sur le réseau restructuré, compte tenu des décisions successives de la Communauté d'agglomération, ainsi qu'une mise à jour du périmètre et du budget du projet EMMA*
L'avenant 4 au contrat de DSP a été ratifié par l'AGO du 19/6/2013.
- *Le CA du 20/02/2013 a autorisé la signature de l'avenant 5 au contrat de DSP, prenant notamment en compte l'impact des décalages des programmes d'urbanisation sur les objectifs de trafic contractuel des années 2013 et 2014.*
- *Le Projet d'avenant 6 au contrat de DSP formalise les décisions prises courant 2013 par Montpellier Agglomération mais, compte tenu du calendrier, ne pourra pas être présenté en Conseil d'Agglomération avant le 2^e trimestre 2014.*

Le contrat de DSP entre Montpellier Agglomération et le GME délégataire est complété, au sein du GME et entre les partenaires TaM et Transdev-Montpellier, par une **convention de groupement** définissant les rôles et responsabilités respectifs de chacun.

La convention de Groupement initiale actait la constitution du GME, son périmètre, sa durée, et les rôles respectifs des partenaires tels que proposés au Conseil d'Administration du 4 mars 2009, en proposition de réponse à la consultation DSP Transport lancée par l'Agglomération de Montpellier.

- *Le Conseil d'Administration du 16 décembre 2009 a autorisé, sur les bases négociées en 2009, la signature de l'avenant n°1 à la convention de groupement définissant, au sein du Groupement, les rôles respectifs des partenaires dans l'exécution du contrat de DSP attribué au Groupement Délégataire*
- *Le CA du 19/01/2012 a autorisé la signature de l'avenant n°2 à la convention de groupement, qui formalise au sein du GME la répartition des rôles spécifiques au projet EMMA, piloté par le partenaire Transdev-Montpellier.*
- *le CA du 20/06/2012 a autorisé la signature de l'avenant n°3 à la convention de groupement, comportant une mise à jour des rôles et budgets respectifs du Projet EMMA*

- *le CA du 20/02/2013 a autorisé la signature de l'avenant n°4 à la convention de groupement, actualisant le périmètre et la répartition du budget du Projet EMMA tel qu'il figure l'avenant 4 du contrat de DSP*

La convention d'indemnisation par Montpellier Agglomération des charges de pré-exploitation préalables à la mise en service L3/L4, a complété le dispositif de 2010 à 2013, où les dernières formations impliquées par la mise en service ont pu être finalisées, telles que celles des derniers conducteurs bus amenés à remplacer ceux transférés à la conduite tramway

Sa signature a été autorisée par le *CA du 21 octobre 2009*.

- La signature de l'avenant n°1 à la convention d'indemnisation des charges de pré-exploitation a été autorisée par le *CA du 22/06/2011* : liste et montant des charges spécifiques à prendre en considération.
- *Le CA du 25/04/2012 a autorisé la signature d'un avenant n°2 actualisant la liste et le montant des charges spécifiques à prendre en considération.*

Activités Stationnement : Marchés de prestations de service en Régie de Recettes

Le Marché de collecte et maintenance des horodateurs sur voirie a été attribué à TaM pour la période du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013, tacitement reconductible par année jusqu'au 31 mai 2016 (*Présenté au CA du 20 février 2013, et ratifié en Assemblée Générale du 19 juin 2013*)

Le Marché de prestations d'exploitation des 70 places du parking du Bassin Jacques Cœur attribué à TaM pour une durée maximale de 36 mois a été notifié le 15 mai 2013.

Présenté au CA du 24 octobre 2013, il sera soumis à ratification en AGO 2014.

Activités Stationnement Gestion des parkings de centre ville :

- **Nombre d'Or** : le contrat d'affermage engagé en 2010 parvient à terme au 31/1/2014. L'affermage a fait l'objet d'une nouvelle consultation associant les parkings Nombre d'Or et Comédie, et remporté par TaM pour la période s'étendant jusqu'au 31/12/2023.
- **Comédie** le contrat d'affermage engagé en 2006 est parvenu à terme au 31/12/2013. L'affermage a fait l'objet d'une nouvelle consultation associant les parkings Nombre d'Or et Comédie, et remporté par TaM pour la période s'étendant jusqu'au 31/12/2023. Sur la convention s'achevant, 2 avenants avaient été formalisés afin d'inclure les modifications de programmes demandées par la Ville (travaux complémentaires de sécurité incendie), et des modalités de financement qu'elles engendraient

Poursuite des contrats concernant les cinq autres parkings :

- **Laissac** (affermage 2013-2015) entrée en vigueur le 1/1/2013, la nouvelle convention présentée au CA du 20 février 2013 a été ratifiée en Assemblée Générale du 19/6/2013.
- **Arceaux** : contrat d'affermage pour la période 2011-2015.
- **Corum** (sous-délégation en affermage 2009-2018) TaM s'est présenté comme sous-délégataire de la SEM Enjoy, qui a remporté en 2008 (entrée en vigueur le 1/1/2009) la consultation de Montpellier Agglomération concernant le Palais des Congrès.

- **Gambetta** (concession 10/1987-12/2029) : avenant n°8 signé en 2009, concernant la suspension de la compensation tarifaire pour réhabilitation
- **Europa** (concession 1996-2035) : avenant n°3 signé le 06/09/04 concernant les conditions tarifaires. Fin au 31/12/2013 du contrat de Crédit Bail avec reprise à l'€ symbolique

Les 2 conventions d'amodiation concernant le parking Préfecture/Marché aux Fleurs : depuis 1994 avec la Ville, et 1997 avec l'Agglomération, sont parvenues à terme en février 2013.

Contrats « privés » n'entrant pas dans le cadre des conventions réglementées :
Parkings Mer et Glace, Clinique du Millenaire, Clinique St Jean, Parking Penelope

Activités en marchés de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et/ou Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

- **Mandat d'étude et réalisation de la 2ème ligne de tramway** (délibération du 12/07/2000) : Avenant n°8 signé en 2008 concernant les aménagements complémentaires et la rémunération du mandataire.
- **Marché de Mandat de réalisation de la 3ème ligne de tramway**, extension ouest ligne 1, et ligne 4 « la circulade »
Signature de l'avenant n°5 présenté au CA du 24/10/2013 et devant être ratifié par l'AGO 2014 concernant les marchés à bon de commande
- **Contrat de sous-traitance TRANSAMO** pour la MOD de la **Ligne 3**
Autorisation de signature de l'Avenant n°5 approuvée au CA du 31/10/2012
- **Marché de Mandat d'étude et de réalisation de la 5ème ligne de tramway** (délibération du 26/01/2011) : marché soumis à ratification à l'Assemblée Générale du 20 juin 2012.
Autorisation de Signature de l'avenant n°1 approuvée par le CA du 19/6/2013
- **Contrat de sous-traitance TRANSAMO** pour la MOD de la **Ligne 5**
Autorisation de signature de l'Avenant n°1 approuvée au CA du 20/02/2013
- **Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage** pour l'opération de requalification urbaine du **Boulevard du Jeu de Paume**, notifiée en 2012 par la Ville de Montpellier et soumis à ratification à l'Assemblée Générale du 20 juin 2012.
Remplacé par protocole transactionnel présenté au CA du 24/10/2013 et devant être ratifié en AGO
Cette mission a été achevée en 2013.
- **Convention cadre d'assistance sur le Projet Tramway du réseau d'Aubagne**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/06/2013
- *Mandat d'étude et réalisation de l'Extension Est de la 1ère ligne de tramway (délibération du 27/04/2001) – Avenant n°4 signé en 2008 : prise en compte évolutions zone Odysseum et diminution rémunération mandataire.*

L'Agglomération a délibéré le 17 janvier 2013, et notifié le 5 février, le quitus accordé à TaM pour cette opération.

SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES ASSEMBLEES GENERALES

⊙ **Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois au cours de l'année 2013.**

Conseil d'Administration n°127 du 20 février 2013

Points principaux à l'ordre du jour :

- Entrée en fonction d'un nouveau représentant de Montpellier Agglomération
- Marche de l'entreprise
- Budget TaM 2013
- Autorisations de signature de Conventions :
 - Avenant n°5 à la convention de DSP Transport entre Montpellier Agglomération et le Groupement Momentané d'Entreprise (GME) TaM-Transdev Montpellier
 - Avenant n°4 à la convention de Groupement entre TaM et Transdev Montpellier
 - Avenant n°1 au contrat de sous-traitance entre TaM et TRANSAMO, attaché au mandat de maîtrise d'ouvrage Ligne 5 (administrateur concerné TRANSDEV)
- Présentation de conventions à soumettre à ratification en AGO, et n'ayant pu faire l'objet d'autorisation préalable de signature pour des motifs de confidentialité d'appel d'offre, planning d'attribution et date de mise en œuvre.
 - Convention de DSP pour l'affermage du parking Laissac entre Ville de Montpellier et TaM au 1^{er} janvier 2013 pour une durée de 3 ans
 - Marché de prestations du stationnement payant sur voirie entre Ville de Montpellier et TaM au 1^{er} juin 2012 pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois (*soit jusqu'au 31 mai 2016*)

Administrateur(s) présent(s) : 8

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 3

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 1

Conseil d'Administration n°128 du 15 mai 2013

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
- Arrêté des comptes sociaux de l'exercice 2012
- Préparation de l'Assemblée Générale Ordinaire
- Préparation de l'Assemblée Générale Extraordinaire
- Désignation des membres du Comité de Rémunération
- Evolution de la rémunération du Directeur Général (reporté)
- Documents liés à la prévention des difficultés des entreprises
- Autorisation de signatures de conventions : néant
- Information sur la modification des montants de l'avenant 5 DSP Transport préalablement autorisé en signature par le CA du 20/02/2013

Administrateur(s) présent(s) : 8

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 1

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 3

Conseil d'Administration n°129 du 19 juin 2013

Points principaux à l'ordre du jour :

- Point d'information Marche de l'entreprise
- Autorisations de signature de Conventions :
 - Avenant n°1 au marché de mandat pour l'étude et la réalisation de la 5^e ligne de tramway entre Montpellier Agglomération et TaM
 - Convention cadre d'assistance concernant le projet de Tramway, entre TaM et « Autobus Aubagnais » (administrateur concerné TRANSDEV)

Administrateur(s) présent(s) : 8

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 2

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 2

Conseil d'Administration n°130 du 24 octobre 2013

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
- Documents liés à la prévention des difficultés des entreprises
- Evolution de la rémunération du Directeur Général
- Autorisation de signatures de conventions : néant
- Présentation de conventions à soumettre à ratification en AGO, et n'ayant pu faire l'objet d'autorisation préalable de signature pour des motifs de confidentialité d'appel d'offre, planning d'attribution et date de mise en œuvre.
 - Avenant n°5 au marché de mandat pour l'étude et la réalisation des 3^e et 4^e lignes de tramway entre Montpellier Agglomération et TaM
 - Protocole transactionnel pour les travaux de requalification du Boulevard du jeu de paume entre la Ville de Montpellier et TaM
 - Marché de prestation en régie de recettes pour l'exploitation du parking du Bassin Jacques Cœur entre la Ville de Montpellier et TaM, notifié le 15 mai 2013 pour une durée maximale de 36 mois

Administrateur(s) présent(s) : 7

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 2

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 3

⊙ Assemblées Générales :

AGO Du 19 juin 2013

- Approbation des Comptes de l'exercice 2012
- Affectation du résultat exercice 2012
- Approbation des conventions visées à l'article L.225.38 du code du Commerce
- Ratification des conventions visées à l'article L.225.42 du code du Commerce :
 - DSP d'affermage du parking Laissac
 - Marché de prestations du stationnement payant sur voirie
 - Mission d'AMO pour l'opération requalification du Bd Jeu de Paume
 - Avenant 4 à la DSP Transport

AGE Du 19 juin 2013

- Loi Epargne Salariale du 19/2/2001 : augmentation du capital réservée aux salariés
- Modification des statuts

A NOTER :

Prochaine AGE à tenir au titre de la Loi Epargne Salariale du 19/2/2001 = en 2016

FAITS MARQUANTS CONCERNANT NOS ACTIVITES EN 2013

Pour l'Activité TRANSPORT

Pour l'exécution de la DSP Transport 2010-2017, le délégataire est organisé en Groupement Momentané d'Entreprise (GME) constitué de TaM et TRANSDEV-Montpellier, sous le pilotage de TaM.

La charge d'exploitation des lignes suburbaines affrétées et autres prestations (assistance, informatique,...) apportées par le Groupe TRANSDEV, sous-traitées jusqu'en 2009, ne figurent donc plus en dépenses ni en produits de Subvention Forfaitaire d'Exploitation dans nos comptes.

TRANSDEV-Montpellier assume, outre le risque sur ses charges, sa quote-part de risque sur les recettes : la part « suburbaine » des recettes et compensations scolaires et sociales, et indemnités tarifaires lui est reversée au prorata de la fréquentation validée sur les lignes qu'il affrète. Cette quote-part figure dès lors en produits et charges dans nos comptes

Le renforcement dès le 2^e trimestre 2011 de la lutte contre la fraude, anticipant la mise en service des 3^e et 4^e ligne de tramway, a fortement contribué à une montée significative du chiffre d'affaires.

Une action d'autant plus essentielle que la part Tramway, en « système ouvert » représente désormais 54 % des kilomètres produits par TaM et porte 80% de la fréquentation du réseau.

La rectification contractuelle des objectifs de recettes en raison des décalages d'urbanisation par rapport aux prévisions initiales élaborées fin 2008, formalisée dans l'avenant 5 au contrat de DSP pour les exercices 2013 et 2014, explique le retour à un résultat positif sur l'activité Transport. L'équilibre économique du contrat n'était en effet plus respecté sur le dernier trimestre 2012.

La suppression de la hausse tarifaire contractuelle de mi-2012 fait l'objet d'une indemnisation versée à TaM et assujettie à TVA ; ceci ne s'applique pas à l'ajournement de la hausse tarifaire contractuelle de mi-2013 compte tenu du dépassement significatif de l'objectif de recettes.

Compte tenu de l'effet report de mise en service en avril 2012 des 2 lignes de tramway, l'effectif de l'activité transport a progressé de 1033 en 2012 à 1050 en 2013, soit +1.6%

Pour les Activités STATIONNEMENT

TaM a remporté en 2013 trois mises en concurrence :

Le marché du nouveau parking du bassin Jacques Cœur (prestations en régie de recettes) pour 36 mois, et la DSP en affermage des parkings Comédie et Antigone pour 10 ans.

L'entreprise a en outre été indemnisée d'un second acompte en 2013 au titre du sinistre du parking Gambetta, permettant de réduire la charge future d'amortissement des travaux de réhabilitation, après reversement à la Ville de sa quote-part au prorata des montants déjà pris en charge.

A noter que l'activité du parking Laissac a été totalement interrompue du 13/8 au 25/10 pour cause de travaux de remise en état par la Ville.

Pour les PROJETS TRAMWAY menés en mandats MOD et divers AMO :

Mandat d'Etude et Réalisation de la Ligne 2 :

Ne subsiste que le traitement d'un contentieux juridique sur une expropriation conditionnant un reliquat d'aménagement de voirie.

Ligne 3 et première phase de la ligne 4 :

Mise en service commerciale des 2 lignes le 7 avril 2012

Ligne 5 Lavérune / Clapiers / Prades le Lez et bouclage de ligne 4 :

La DUP a été obtenue. Elle a toutefois fait l'objet de 2 recours, dont l'un devrait se régler au 1^e trimestre 2014.

Autres :

La remise en cause par l'Administration Fiscale, dans le cadre du contrôle portant sur la période 2008-2010, de la déductibilité fiscale des cartes de transport attribuées aux familles des salariés et retraités, tout en leur rajoutant un impact TVA, a conduit l'entreprise à devoir provisionner 333k€ à fin 2011 (non déductibles), au titre des 3 exercices observés et de l'exercice venant de se clôturer. Cette provision a fait l'objet en 2012 d'une reprise de régularisation de 147k€, et d'une dotation complémentaire de 32k€ au titre des AVN 2012 et de 28k€ pour 2013.

La Commission Nationale des Impôts Directs n'a pas souhaité se prononcer sur le sujet, et le recours auprès du responsable départemental n'aura permis qu'un léger allègement sur la proposition de redressement.

En 2013, TaM bénéficie pour la première des 3 années prévues de l'effet provisoire du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE).

Le CICE s'élève à 1 195 306.74 € au titre de l'exercice 2013. Il est inscrit dans nos comptes en réduction de l'impôt sur les sociétés en compte 699000 « CICE »

Pour l'Activité TRANSPORT

Un certain nombre de décalages entre le contrat de DSP et le contexte externe à TaM tels que les décalages des programmes d'urbanisation, ont été pris en compte dans l'avenant n°5, qui a permis un rééquilibrage de l'activité pour les exercices 2013 et 2014.

Le projet d'avenant 6, outre la mise en œuvre de la clause de revoyure destinée à finaliser ce rééquilibrage sur les 3 dernières années du contrat (2015-2017), doit prendre en compte pour 2013 et 2014 les modifications d'offres et de services décidées par Montpellier Agglomération et déterminant le montant contractuel de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE)

Pour l'activité STATIONNEMENT

Le redressement du Chiffre d'Affaires des parkings Gambetta et Laissac, et la recherche d'abonnés pour Europa restent un sujet.

TaM a répondu début 2014 à la consultation de la Ville de Montpellier concernant le futur parking de la nouvelle gare St Roch, impliquant un financement externe significatif justifiant un partenariat bancaire.

Pour les PROJETS TRAMWAY menés en mandats MOD et divers AMO :

Par nature, les activités en mandats en cours d'opération sont à l'équilibre.

L'équipe Tramway a été réorganisée en 2012 afin de s'adapter aux enjeux, ligne 5, parking Mosson et autres perspectives, dont l'étude sur l'extension de la L1 « nouvelle gare TGV » dans le cadre d'une mission d'assistance sur la DSP Transport, qui devrait aboutir sur nouveau un marché de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée que nous espérons pouvoir remporter.

Concernant le mandat des lignes 3 et 4, il reste principalement à solder les marchés de travaux, procéder à l'amélioration des systèmes (*Signalisation ferroviaire, SAE, Energie,...*) et à certaines reprises d'aménagements.

Par ailleurs, l'Agglomération a décidé en 2012 d'une extension de capacité du parking tramway de Mosson, avec un commencement des travaux prévu mi-2014 pour une mise en service été 2015.

Concernant la ligne 5 Lavérune-Clapiers et bouclage de la ligne 4, la DUP a été obtenue. Elle a toutefois fait l'objet de 2 recours, dont l'un devrait se régler au 1^{er} trimestre 2014. Le bouclage de la ligne 4 sera engagé dès mi-2014 pour une livraison prévue en avril 2016.

Pertes à Terminaison :

ECHEANCIERS DE REMUNERATIONS DES CONVENTIONS DE MANDATS

3ème Ligne + L4 Circulade + Extension Ouest L1- Etude et Réalisation

En KEuros HT	<=2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Au delà	Total €
Total rémunération	147	1 493	1 589	369	1 394	2 456	2 866	3 007	2 627	1 362	177	71	17 557
Opérations connexes	-						38	116	9	12			175
Charges	131	338	574	1 614	2 353	2 668	3 031	3 068	2 747	929	236	43	17 732
Solde annuel	16	1 155	1 015	-1 246	-959	-213	-126	55	-111	445	-59	28	0
Solde cumulé	16	1 171	2 186	940	-19	-231	-357	-303	-414	31	-28	0	0

5ème Ligne - Etude et Réalisation

En KEuros HT								2011	2012	2013	2014	Au delà	Total €
Total rémunération Mandat*								395	866	1 854	2 532	5 566	11 213
Charges								291	611	1 796	2 492	6 023	11 213
Solde annuel								104	255	58	40	- 458	-
Solde cumulé								104	359	417	458	- 0	-

* correspond à la tranche ferme uniquement.

2ème Ligne - Etude et Réalisation

En KEuros HT	<=2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Au delà	Total €
Total rémunération Mandat	11 679	2 425	1 728	520	114								16 466
Opérations connexes	382	700	494	22	100	- 12	- 5						1 681
Autres opérations	35	40	24						7			76	182
Charges	10 602	3 484	3 478	559	49	61	2	13	9	5	5	62	18 329
Solde annuel	1 494	- 319	- 1 232	- 17	165	- 73	- 7	- 13	- 2	- 5	- 5	14	
Solde cumulé	1 494	1 175	- 57	- 74	91	18	11	- 2	- 4	- 9	- 14	0	0

Autres opérations de clôture
En attente du quitus

1ère Ligne - Extension Est

En KEuros HT	<=2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013			Total €
Total rémunération	1 836	58	30	30	- 108								1 846
Charges	813	109	204	374	168	175							1 842
Solde annuel	1 024	- 51	- 175	- 344	- 276	- 175							
Solde cumulé	1 024	973	798	454	178	3	3	3	3	3			3

Le mandat est terminé (quitus obtenu en janvier 2013) et se solde par un résultat positif de 3,021KE

ECHEANCIERS D'ASSISTANCE DE MAITRISE D'OUVRAGE TRAMWAY

AMO Jeu de paume

En KEuros HT	<=2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Au delà	Total €
Total rémunération									45	51			96
Charges									45	43	10		98
Solde annuel		-	-	-	-	-	-	-	-	8	10	-	
Solde cumulé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	2	- 2	2

ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DU RESULTAT 2013

Principales données financières toutes activités confondues :

en millions d'euro HT	31-déc-13	31-déc-12	variation	
Chiffre d'affaires	63,29	59,38	+3,91	+6,6%
SFE+Taxes dont PàR dûs par la l'Agglomération	32,01	29,11	+2,90	+10,0%
Autres produits	6,65	9,10	-2,46	-27,0%
sous-total Produits	101,95	97,60	+4,36	+4,5%
Charges de fonctionnement avant IS	91,56	88,99	+2,57	+2,9%
Dotations d'exploitation	6,08	5,45	+0,63	+11,5%
Redevances d'affermage	2,05	2,03	+0,02	+0,9%
sous-total Charges d'Exploitation	99,69	96,47	+3,22	+3,3%
Charges Financières	0,39	0,46	-0,07	-15,9%
Charges exceptionnelles	1,37	0,63	+0,74	+117,0%
Résultat avant IS et intéressement	0,509	0,033	+0,476	
% CA	0,80%	0,06%		
Intéressement incluant 20% de forfait social	0,434			
Impôts Société (IS) dont CICE	-1,160		-1,160	
Résultat net	1,235	0,033	+1,20	

1) Analyse de l'activité

1-1 Formation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2013 (hors les subventions forfaitaires) s'établit à 63.3M€, contre 59.4M€ en 2012, soit une progression de **+3.9M€, proche de celles constatées depuis 2 ans.**

Le tableau suivant décompose le Chiffre d'Affaires par activité, et les pourcentages d'évolution respectifs :

en millions d'euro HT	31-déc-13	31-déc-12	variation	
<i>transport</i>	<i>51,30</i>	<i>46,72</i>	<i>+4,58</i>	<i>+9,8%</i>
<i>prestations stationnement en régie de recettes</i>	<i>0,91</i>	<i>0,94</i>	<i>-0,03</i>	<i>-2,8%</i>
<i>parkings centre ville</i>	<i>7,46</i>	<i>7,60</i>	<i>-0,14</i>	<i>-1,8%</i>
<i>autres activités</i>	<i>0,78</i>	<i>0,70</i>	<i>+0,08</i>	<i>+10,8%</i>
<i>rémunération des activités en mandat</i>	<i>2,84</i>	<i>3,42</i>	<i>-0,58</i>	<i>-16,9%</i>
Chiffre d'affaires	63,29	59,38	+3,91	+6,6%

Cette hausse de Chiffre d'Affaires s'explique par :

- Une progression de +4.6M€ du chiffre d'affaires transport, dont +2.6M€ de recettes directes de trafic, +0.3M€ d'indemnisations tarifaires (*effet report ajournement hausse 2012 et SMTCH*), +1.0M€ de recettes de compensations, et +0.6M€ de recettes infractions

Cette hausse s'explique par l'effet report des 2 nouvelles lignes de tramway mises en service en avril 2012, et par le renforcement de la lutte contre la fraude engagé au 2^e trimestre 2011.

- Un montant de rémunération des activités en mandats en baisse avec la livraison du Projet Tramway Ligne 3 (-1.8M€) partiellement compensée par la montée en charge du projet Ligne 5 (+1.2M€)
- Une diminution de -0.2M€ des activités stationnement :
 - -0.14M€ sur les parkings Centre-Ville : essentiellement sur Laissac (-0.11M€) en raison des 70 jours de fermeture pour travaux par la Ville (13/8 au 25/10)
 - -0.05M€ sur le marché voirie avec la baisse tarifaire contractuelle correspondant à la centralisation de la GTC, partiellement compensée par +0.02M€ pour les premiers mois de prestation sur le parking du bassin Jacques Cœur.
- Le CA des 4 activités privées progresse de +0.08M€ (Cliniques Millénaire, St Jean, Mer et Glace, et Penelope) malgré les mois d'occupation intempestive du parking Pénélope.

1-2 Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) et Taxes Refacturées

La quote-part revenant à TaM progresse de +2.9M€ :

32.01M€ en 2013 contre 29.11M€ en 2012 (+10%).

Les charges d'une activité transport pesant plus du double des recettes directes perçues auprès de la clientèle font que, sauf si ces dernières progressent deux fois plus vite que les charges, la Subvention Forfaitaire évolue nécessairement à la hausse.

Le montant 2013 de 32.01M€ est constitué de :

- 29.736M€ de SFE (base projet d'avenant 6+régul intra groupement)
- -0.261M€ d'extourne des produits constatés d'avance
- et 2.545M€ de taxes refacturées (*dont 0.039M€ de régularisation s/exercice antérieur*)
- aucune reddition kilométrique pour TaM en référence à l'offre contrat du Projet d'avenant 6

Le montant 2012 de 29.11M€ se décomposait comme suit :

- 27.025M€ de SFE (*dont 0.04M€ d'écart d'indexation GME*)
- -0.084M€ d'extourne des produits constatés d'avance
- une diminution de -0.190M€ de solde de reddition km 2012 non réalisés
- et 2.361M€ de taxes refacturées

1-3 Les Autres produits

Ils diminuent de -2.5M€, constitués en majeure partie d'éléments exceptionnels :

- ✓ baisse des **produits exceptionnels** (-1.0M€) : Les produits sur opérations de gestion exceptionnels en 2012 (0.5M€ gain au tribunal pour Corum) disparaissent, et les reprises de provisions élevées en 2012 (1.1M€) diminuent de moitié (0.6M€ en 2013). Les produits exceptionnels sur opérations en capital, constitués essentiellement des quotes-parts de subventions d'investissements virées au compte de résultat, restent stables (1.9M€ en 2013).
- ✓ Baisse de -0.6M€ de la **production immobilisée**, qui revient en 2013 à 0.6M€, avec la fin du programme subventionné concernant la remise à niveau complète esthétique et mécanique des AGORA destinée à les conserver 4 ans de plus.
- ✓ Réduction de -1.2M€ des « **reprises de provisions et transferts de charges** », compte tenu des charges de pré-exploitation qui passent de 1.76M€ en 2012 à 0.15M€ en 2013, et du doublement (0.9M€ en 2013) des remboursements sur sinistres.
- ✓ Les **autres produits de gestion courante augmentent** de +0.2M€ (*remboursements AT,...*), et les **produits financiers** de +0.1M€, malgré la baisse des taux.

2] Analyse des charges et du résultat

en millions d'euro HT	31-déc-13	31-déc-12	variation	
<i>Achats, réparations et charges externes</i>	23,41	21,99	+1,42	+6,5%
<i>Frais de personnel</i>	55,08	54,84	+0,23	+0,4%
<i>Interim, formation, PMAD et multiservices</i>	2,99	2,67	+0,35	+12,3%
<i>S/s-traitance mandats, campagnes contrôle et autres</i>	2,10	1,75	+0,35	+20,1%
<i>Assurances flotte et autres</i>	1,19	1,05	+0,14	+13,2%
<i>Impôts et Taxes</i>	4,45	4,32	+0,13	+2,9%
<i>Prestations TRANSDEV-MPL</i>	1,48	1,50	-0,03	-1,9%
<i>Crédit Bail</i>	0,87	0,87	+0,00	+0,0%
Charges de fonctionnement avant IS	91,56	88,99	+2,57	+2,9%
Dotations d'exploitation	6,08	5,45	+0,63	+11,5%
Redevances d'affermage	2,05	2,03	+0,02	+0,9%
sous-total Charges d'Exploitation	99,69	96,47	+3,22	+3,3%

❖ Les **charges d'exploitation** augmentent de 3.2M€, de 96.5M€ à 99.7M€ (+3.3%), avec notamment :

✚ 55.1M€ soit +0.23M€ (0.4%) pour les frais de personnels, ainsi décomposés :

- 36.8M€ (-0.2M€) pour les salaires et traitements dont

- ✓ +0.5M€ de rémunérations « salaires grille » (+1.6%) hors variations de stocks congés, en raison des -0.3M€ d'heures supplémentaires par rapport à 2012, et des surcroûts traités en interim en 2013 au lieu des contrats CDD en 2012
- ✓ -0.2M€ sur les primes compte tenu de la prime de résultat et mise en service L3/L4 versée en 2012.
- ✓ -0.6M€ de variation stocks congés
- ✓ +0.1M€ d'indemnités retraites

- *17.3M€ soit +0.1M€ de charges sociales*
- *0.9M€ soit +0.3M€ d'autres charges de personnels : nouvelle charge de nettoyage des tenues (113k€) et indemnités de licenciements*
- ✚ *5.1M€ soit +0.70M€ sur l'interim, formation, prestations externalisées et personnels à disposition : avec notamment le remplacement des contrats CDD préalablement évoqué.*
- ✚ *1.2M€ soit +0.14M€ sur les assurances (évolution police flotte)*
- ✚ *4.5M€ soit +0.13M€ sur les Impôts et Taxes : Taxes sur salaires, CVAE et contribution sociale*
- ✚ *6.1M€ soit +0.63M€ sur les dotations aux amortissements et provisions d'exploitation*
- ✚ *23.4M€, soit +1.42M€ (6.5%) pour les achats et charges externes :*
 - *4.1M€ soit +0.12M€ pour les achats stockés*
 - *18.6M€ soit +0.96M€ d'autres achats et charges externes : énergie tram et GNV (+0.2M€), assurances IFC (+0.5M€), entretien réparations bâtiments (+0.2M€) nettoyage véhicules (+0.1M€)*
 - *0.7M€ soit +0.34M€ sur les autres charges de gestion courante : copropriété Garcia Lorca, reprise de production immobilisée 2012, opération Jeu de Paume et divers rappels sur exercices antérieurs*

❖ Les charges exceptionnelles augmentent de 0.7M€, passant de 0.6M€ à 1.4M€ :

Le résultat exceptionnel se constitue habituellement par la quote-part de subvention d'équipement virée au compte de résultat devant figurer en produits exceptionnels (bien que l'amortissement des biens correspondant figure en charges d'exploitation).

Les charges exceptionnelles 2013 augmentent du fait des dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels, qui avaient fortement baissé en 2012.

❖ Les charges financières : en diminution elles passent de 0.46 à 0.39M€

Le résultat 2013 avant impôts et intéressement s'établit à 509.4k€ (0,5% des produits), hors la prise en compte du Crédit d'Impôt CICE. Il progresse ainsi de 476k€ par rapport à 2012 où il n'atteignait que 33.1k€.

Compte tenu des règles de l'accord d'intéressement, retraitant des impacts fiscaux et des provisions sociales, **433.6k€ dont 20% de forfait social, sont distribués en intéressement.**

Toutefois, grâce au Crédit d'Impôt (CICE), **représentant 1.195.306,74€ en 2013,**

le résultat après impôts atteint malgré tout 1.235.279,41€

Ce résultat avant impôts provient :

- De l'activité transport qui génère un résultat positif avant impôts de 449.1k€, (contre -745.4k€ en 2012, malgré la reprise de provision fiscale de 482.9k€ sur le risque TVA)
- Des activités stationnement (marchés en régie de recettes et Parkings Centre Ville) qui présentent un déficit avant impôts de -113.0k€ (contre -72.3k€ en 2012). Ces activités normalement à l'équilibre sont pénalisées en 2013 par la baisse d'activité du parking Laissac suite à sa fermeture sur plus de 10 semaines.
- Des autres activités qui amènent 162.03k€ de résultat (contre 706.4k€ en 2012 : avec 66.1k€ de résultat pour quatre contrats privés, 504.4k€ de produits exceptionnels (remboursement litige ancien contrat Corum), 76.8k€ de provision (dont 32.0k€ non déductibles), et 146.8k€ de reprise de provision sur les 333.5k€ passés en 2011 pour risque fiscal sur avantages en nature 2008-2011) dont 89.7k€ pour les quatre contrats privés
- Les activités en mandats et/ou AMO sont très légèrement en positif (AMO Jeu de Paume)

En k€	comptes de résultat comptables par activité				
	transport	stationnement (voirie+parkings)	mandats	autres	TOTAL TaM
Produits	89 187,06	8 451,26	2 856,44	1 459,27	101 954,03
Charges avant IS	88 737,95	8 564,23	2 845,21	1 297,24	101 444,63
Résultat 2013 avant IS et CICE	449.11	-112.97	11.23	162.03	509.40
Intéressement				433,61	433.61
CICE				1 195,31	1 195.31
Résultat 2013 après IS	436.61	-109.83	10.48	898.02	1 235,28
<i>Rappel 2012</i>					
Avant IS	-745.43	72.25	0	706.44	33.25
Après IS	-745.43	72.25	0	706.44	33.25

Compte tenu d'une charge d'impôts de 35.819,00€ (0€ en 2012), et du Crédit d'impôts de 1.195.306,74€, le résultat net s'élève à **1.235.279,41€ en 2013**, contre 33.254,58€ en 2012.

PROPOSITION D'AFFECTATION DE RESULTAT

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de décider d'affecter la totalité du résultat de l'exercice en Report à Nouveau, portant ce dernier de 4.291.814,47€ à **5.527.093 ,88€ après affectation.**

PROVISIONS LIEES AUX PROGRAMMES DE GROS ENTRETIEN

A fin 2013, TaM a constitué un volant de Provisions au titre des **Programmes de Gros Entretien** dont le montant global atteint désormais **3,81 M€** :

		solde au 31/12/2013
Provision pour gros entretien		
PGE activité transport		3 549 634
- Programme de gros entretien des rames de Tramway	3 122 655	
- Programme de gros entretien des bus	53 125	
- Programme de gros entretien des Installations Fixes parking-CIRCE passerelle GRE peinture	233 758	
- Programme plateformes & quais - 59€ / an 2013 = 39,50k€	98 596	
- Démontage dépollution de la station essence JP	26 500	
- Platelage PN 40 St Jean de Védas	15 000	
PGE activité stationnement		257 868
- obligation de la DSP CORUM - 54k€ / an	236 868	
- obligation de la DSP ARCEAUX - 7k€ / an	21 000	
		3 807 502

RESULTAT FISCAL

Figurent dans le résultat fiscal :

➤ Réintégrations :

- 28.151€ de provisions contrôle fiscal (avantages en nature) non déductibles
- 136.618€ de provision ORGANIC 2013
- 3.643€ d'amortissements excédentaires
- 15.619€ de charges non déductibles (dont TVTS)
- 193€ d'amendes et pénalités
- 40€ de don non déductible

➤ Déductions

- 1.195.307€ de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)
- 102.150€ de provision ORGANIC 2012

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le projet d'avenant n°6 au contrat de la DSP Transport, devant prochainement être soumis au Conseil d'Agglomération, recalant les objectifs de clientèle et donc le niveau de subvention en fonction de l'avancement des programmes d'urbanisation, sert de référence à l'arrêté des comptes 2013.

ANALYSE DU BILAN

Les **fonds propres** représentent plus de 20% du total bilan : soit 24% en 2013 (27% en 2012)

A 84.04M€ en 2013, *contre 87.05M€ en 2012*, l'**actif immobilisé brut de TaM** reste **couvert par les capitaux permanents : 88.18M€** (*contre 86.97M€ en 2012*).

Ces derniers se constituent de :

19.63M€ de fonds propres (*incluant 8.96M€ de subventions*), 6.60M€ de provisions, 4.13M€ d'emprunts LMT et cautionnements, *hors concours bancaires sur dépenses projet tram en MOD*, et 57.82M€ d'amortissements et dépréciations.

Le **Fonds de Roulement Net Global (FRNG)** est de 4.14M€ alors qu'il était légèrement négatif (-0.08M€) en 2012, *soit une variation positive de +4.22M€*.

Le **Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (BFRE)** demeure bien négatif, mais augmente (variation de +2.85M€), de -16.80M€ en 2012 à **-13.95M€ en 2013**.

La diminution du compte clients ne compense pas la réduction des dettes aux Collectivités qui étaient en attente à fin 2012

La décomposition des évolutions est la suivante :

- stocks : 6.38M€ soit +0.27M€
- clients : 5.36M€ soit -1.88M€
- autres créances exploitation* et cptes régul. : 21.10M€ soit +16.77M€

*soit un actif circulant d'exploitation en hausse de +15.16M€ (*facturation avant le 31/12/2013 des compensations 2014) pour un passif qui n'évolue que de +12.31M€ :*

- fournisseurs : 7.89M€ soit +1.41M€
- dettes fiscales et sociales d'exploitation : 15.42M€ soit -1.29M€
- autres dettes d'exploitation et DCT : 1.35M€ soit -2.24M€
- comptes de régularisation* : 22.13M€ soit +14.43M€

Le **Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation (BFRHE)** se réduit : **-1.94M€** à fin 2013, contre -0.22M€ à fin 2012, traduisant les mouvements de trésorerie des Projets Tram. (*avances/règlements fournisseurs, et transferts de droits à déduction de TVA*)

Compte tenu de ces trois éléments, la **Trésorerie Hors Exploitation** évolue de -0.4M€ à **+0.3M€**, tandis que la **Trésorerie d'Exploitation** au 31/12 passe de +17.3M€ à **+19.8M€**

BALANCE AGEE

Le Décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L. 441-6-1 du code de commerce, impose désormais aux sociétés de publier dans le rapport de gestion la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance (article D441-4 du code de commerce) :

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Echues	1.192.241 €	615.270 €	505.600 €
A échoir en janvier	3.619.215 €	3.224.805 €	3.020.537 €
A échoir en février	2.581.082 €	1.846.941 €	2.499.091 €
A échoir ultérieurement	-2.492 €	42.404 €	29.522 €

EVOLUTION DES RATIOS DE GESTION (Endettement)

Ces données tiennent compte du Crédit Bail Immobilier du parking Europa.

INITITULES RATIOS	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
endettement	9 922	8 729	7 380	5 968	4 488
cap propres	16 942	17 418	18 493	18 761	19 632
endettement sur capitaux propres	58,6%	50,1%	39,9%	31,8%	22,9%
endettement	9 922	8 729	7 380	5 968	4 488
CA	51 346	50 273	54 841	59 380	63 294
endettement sur chiffre d'affaires	19,3%	17,4%	13,5%	10,1%	7,1%
chg fi	539	471	398	314	225
encours moyen	10 495	9 326	8 055	6 674	5 228
coût moyen endettement	5,1%	5,0%	4,9%	4,7%	4,3%

LA REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Actionnaires, Administrateurs et leurs représentants

Au 31/12/2013 :

ACTIONNAIRES	Représentants des Actionnaires	Administrateurs	%	Participation au Capital	Nombre d'actions
A) COLLECTIVITES LOCALES					
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION 50, Place Zeus BP 9531 34045 MONTPELLIER	R. SUBRA	R. SUBRA P. BONNAL F. PRUNIER C. MORALES	27,79%	1 191 250	9 530
VILLE DE MONTPELLIER Hôtel de Ville - 1, Place G. Frêche 34064 MONTPELLIER	S. FLEURENCE	S.FLEURENCE R. SOUCHE H. MARTIN	27,33%	1 171 250	9 370
B) AUTRES ACTIONNAIRES					
TRANSDEV 9, rue Maurice Mallet 92445 Issy les Moulineaux CEDEX	M. EGOUMENIDES A. THERON (censeur)	M. EGOUMENIDES A. THERON (censeur)	19,99%	856 750	6 854
CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS Immeuble Oz'one 181, Place Ernest Granier-CS 99025 34965 MONTPELLIER cedex 2	B. PAQUET	B. PAQUET	11,46%	491 000	3 928
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE Parc d'Activité Alco 254, Rue Michel Teule 34000 MONTPELLIER	M. CAVAILLON	M. CAVAILLON	7%	300 000	2 400
BANQUE POPULAIRE DU Sud 38 Boulevard Clémenceau 66966 PERPIGNAN	M. SOLIGNAC		3,50%	150 000	1 200
CREDIT AGRICOLE Avenue Montpellièret Paysagère 34970 MAURIN	Mme LECLERQ		1,75%	75 000	600
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE Grand'Rue Jean Moulin 34045 MONTPELLIER CEDEX	Mme PEREZ	Mme PEREZ	1,17%	50 000	400
CHAMBRE DES METIERS 44, Av. Saint Lazare 34000 MONTPELLIER	Non communiqué		0,0146%	625	5
C.L.C.V 23 Avenue de Nîmes Résidence Utrillo 34000 MONTPELLIER	Mme BASCOUL	Mme BASCOUL	0,0029%	125	1
TOTAUX	10	12	100%	4 286 000	34 288

560

Liste nominatives des mandats exercés par les mandataires sociaux

En application des dispositions de l'article L 225-102-1 alinéa 3, liste nominative des mandats ou fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice par les représentants de nos administrateurs :

Nom	Administrateur TaM	Société concernée*
R. SUBRA	Montpellier Agglomération	Néant
P.BONNAL	Montpellier Agglomération	Néant
F. PRUNIER	Montpellier Agglomération	Néant
C. MORALES	Montpellier Agglomération	Néant
S. FLEURENCE	Ville de Montpellier	Conseiller de la SERM Conseiller de la SAAM
R. SOUCHE	Ville de Montpellier	Néant
H. MARTIN	Montpellier Agglomération	Néant
L. EGOUMENIDES	TRANSDEV	Directeur général de la SEMITAG
B. PAQUET	Caisse des Dépôts et Consignations	SEBLI – SEM DE BEZIERS ENJOY LANGUEDOC-ROUSSILLON AMENAGEMENT SODEAL – SEM DU CAP D'AGDE
M. CAVAILLON	Caisse d'Epargne et de Prévoyance LR	FDI Habitat (ESH) Un toit Pour Tous (ESH) Maison pour Tous (Sté Coopérative de HLM) ALOGEA (ex SAAHLM) (ESH)
V. PEREZ	Chambre de Commerce et d'Industrie	Néant
S. BASCOUL	Consommation, Logement et Cadre de Vie	DIL (Agence Départementale Information Logement) CTRC (Centre Technique Régional de la Consommation) CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie)

** Représentant permanent d'un administrateur et/ou membre d'un Conseil de Surveillance et/ou PDG, et non compris les mandats politiques concernant les élus.*

DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

RESULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
1- Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital Social	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000
b) Nombre d'actions	34 288	34 288	34 288	34 288	34 288
2- Résultat global des opérations financières					
a) Produits exploitation	86 740 239	82 081 844	90 082 318	93 854 357	99 064 220
b) Résultat** avant impôt, amortissements*, provisions	5 531 921	4 009 122	5 340 663	3 952 281	6 897 360
c) Impôts sur les bénéfices	304 360	2 388	167 500	-	35 819
d) Résultat après impôts amortissements, provisions	536 229	17 400	9 808	33 255	1 235 279
e) Montant des résultats distribués	-	-	-	-	-
3- Résultat des opérations réduits à une seule action					
a) Résultat après impôts, avant amortissements, provisions	152,46	116,86	150,87	115,27	200,11
b) Résultat après impôts amortissements, provisions	15,64	0,51	0,29	0,97	36,03
c) Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
4- Personnel					
a) Nombre moyen de salarié	968	986	1 028	1 113	1 117
b) Montant de la masse salariale	28 824 839	30 037 465	32 526 000	37 010 373	36 841 714
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales, etc ...)	13 848 751	14 944 593	15 440 578	17 831 695	18 233 648

* Hors amortissements financiers (amortissement de caducité)

** Dont QP de subventions rapportées au résultat

1 967 056

1 563 685

1 439 597

1 785 368

1 792 250

562

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur unitaire de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s'élève à 1 200 actions.

La détention du capital est répartie comme suit :

- 58% détenus par les collectivités locales
- 24% détenus par les organismes centraux
- 18% détenus par les organismes locaux divers

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	100 800 €	42.0%	300	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	600	1
Ville de Montpellier	19 200 €	8.0%	200	1
Conseil Général de l'Hérault	19 200 €	8.0%	200	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	19 200 €	8.0%	200	1
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1
B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-

Total	240 000 €	100%	000	15	10
--------------	------------------	-------------	------------	-----------	-----------

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2013

La SOMIMON poursuit sa politique de services aux professionnels.

Pour la distribution de proximité : la SOMIMON enregistre pour 2013 les mouvements suivants :

- 21 nouveaux acteurs en 2013 : 3 dans la filière fruits & légumes, 9 dans la filière alimentation générale, 2 dans la filière produits carnés, 1 dans la filière horticulture, 3 dans le transport et logistique et 1 dans la filière services
- 5 départs : 3 dans la filière fruits & légumes, 1 dans la filière horticole et un distributeur type divers
- 3 réaménagements de surface: 2 extensions dans la filière alimentation générale et 1 diminution en fruits et légumes

Plan qualité de MERCADIS :

Le taux de tri sélectif (80%) reste élevé, confortant la SOMIMON comme ayant le plus fort taux de recyclage parmi les marchés de gros de France.

Maintien de l'agrément européen et réception officielle de l'agrément chinois sur le plan de maîtrise sanitaire.

Sélection d'un seul fournisseur unique d'équipements frigorifiques sur tout le Marché d'Intérêt National

Mise en conformité d'installations électriques de 5 entrepôts

Deux parkings de stationnement réservés au personnel ont été aménagés afin de laisser davantage de place pour les activités de chargement et déchargement

PERSONNEL

L'effectif de la société au 31 décembre 2013 s'élève à 16 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET et un agent recruté en contrat de professionnalisation (BTS Electrotechnique).

3. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2012	2013	Variation
Produits d'exploitation	2 864 678 €	3 011 580 €	5,1%
<i>dont CA</i>	2 613 324 €	2 770 564 €	6,0%
Charges d'exploitation	2 929 776 €	3 031 283 €	3,5%
Résultat d'exploitation	-65 099 €	-19 703 €	69,7%
Produits financiers	69 883 €	54 471 €	-22,1%
Charges financières	12 090 €	10 278 €	-15,0%
Résultat financier	57 793 €	44 192 €	-23,5%
Produits exceptionnels	29 123 €	4 429 €	-84,8%
Charges exceptionnelles	2 540 €	11 065 €	335,6%
Résultat exceptionnel	26 583 €	-6 636 €	N/A
Impôts sur bénéfice / intéressement	18 702 €	11 961 €	-36,0%
Résultat net	575 €	5 893 €	923,1%

4. SITUATION FINANCIERE

La SOMIMON dégage un résultat après impôt de 5,9 K€.

Ce résultat s'inscrit dans une politique ambitieuse :

- o de co-investissement avec les concessionnaires,
- o d'études de la faisabilité du Schéma Directeur (fonctionnalité et économies d'énergies)
- o de développement des prestations logistiques (pilotage de flux,...)

5. COMPTE DE RESULTAT - RESULTAT D'EXPLOITATION

Le total des produits est en progression de plus de 5% par rapport à 2012, soit +147 K€, pour atteindre 3 012 K€ en 2013.

Les recettes de locations augmentent de 114 K€ par rapport à 2012. Cette hausse est essentiellement due à celle des secteurs fruits et légumes et autres alimentaires, ce qui s'inscrit bien dans la stratégie de la SOMIMON : concentrer son activité sur ses cœurs d'activité.

Dans le cadre du développement d'une politique de service, les recettes de l'entrepôt augmentent de 22 K€.

Les produits divers augmentent de 17 K€ par rapport à 2012, notamment grâce au versement de droits de premières accessions et d'une redevance d'assainissement de l'eau.

Les produits financiers diminuent de 15 K€, l'année 2013 étant une année de début de cycle de placements à taux progressifs.

Les reprises sur amortissements et provisions : le suivi du plan de gros entretien ainsi que le volume des travaux réalisés en 2013 ont généré une reprise de 225 K€ de provisions (-4 K€).

Le total des charges d'exploitation augmente de 3,5% par rapport à 2012, s'élevant à 3 031 K€, soit +102 K€.

Les achats enregistrent une hausse de 20 K€ par rapport à 2012. Ceci est dû principalement à l'augmentation du poste électricité de 11 K€, ce qui s'explique à la fois par la hausse du prix de l'énergie mais également par l'augmentation de la consommation (refacturée ou utilisée par l'entrepôt frigorifique pour des opérations de congélation).

Le poste services extérieurs est en augmentation de +48 K€: on note sur ce poste une augmentation de +85 K€ sur les travaux de gros entretien et des baisses de -32 K€ et -15 K€ respectivement sur les postes entretien et réparation des biens immobiliers et assurances.

Les dépenses liées aux autres services extérieurs sont relativement stables. On note cependant des augmentations de +13 K sur le personnel intérimaire en raison d'accroissement d'activité et de remplacement de personnel en AT. Le poste des honoraires augmente aussi de +13 k€ pour l'externalisation de la paye, les études énergétiques et les contentieux. On constate également une charge supplémentaire de +10 K€ pour du gardiennage de nuit.

Les impôts et taxes diminuent de -11 K€ suite à un transfert de charges vers la masse salariale.

Les charges de personnels baissent légèrement de -10 K€ suite aux départs de deux agents, baisse compensée par les indemnités de départ et de retraite.

Les dotations aux amortissements et provisions progressent globalement de 40 K€. Les provisions pour risques et charges d'exploitation augmentent de 13 K€ suite à un litige, et les provisions pour clients douteux augmentent de 20 K€.

Le résultat d'exploitation 2013 s'élève à -19,7 K€ contre -65,1 K€ en 2012.

RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier de l'exercice 2013 est positif de 44,2 K€ contre 57,8 K€ en 2012.

RESULTAT NET

Après le résultat exceptionnel de -6,6 K€, la participation et l'IS de 12 K€, le résultat net s'élève à 5,9 K€ en 2013 contre 0,6 K€ en 2012.

6. BILAN

A l'actif du bilan

Le total du Bilan progresse de 1,8%, passant de 8 708 K€ à fin 2012 à 8 862 K€ à la clôture de l'exercice 2013. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des créances et des disponibilités.

Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres progressent légèrement à 1 071 K€ en 2013 contre 1 065 K€ en 2012.

Dettes : Les dettes de toutes natures restent stables en 2013. Elles s'élèvent à 1 384 K€. On note cependant une hausse des dettes fournisseurs de +20 K€ soit +7,3%.

7. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

- Exploitation d'un nouvel entrepôt dédié aux nouvelles prestations de services
- Modernisation du pavillon grossiste et du carreau des producteurs
- Renouvellement pour 3 ans de l'expérimentation avec l'association des restos du cœur
- Développer une communication grand public
- Poursuivre la politique de développement et de l'évolution du Plan Qualité

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



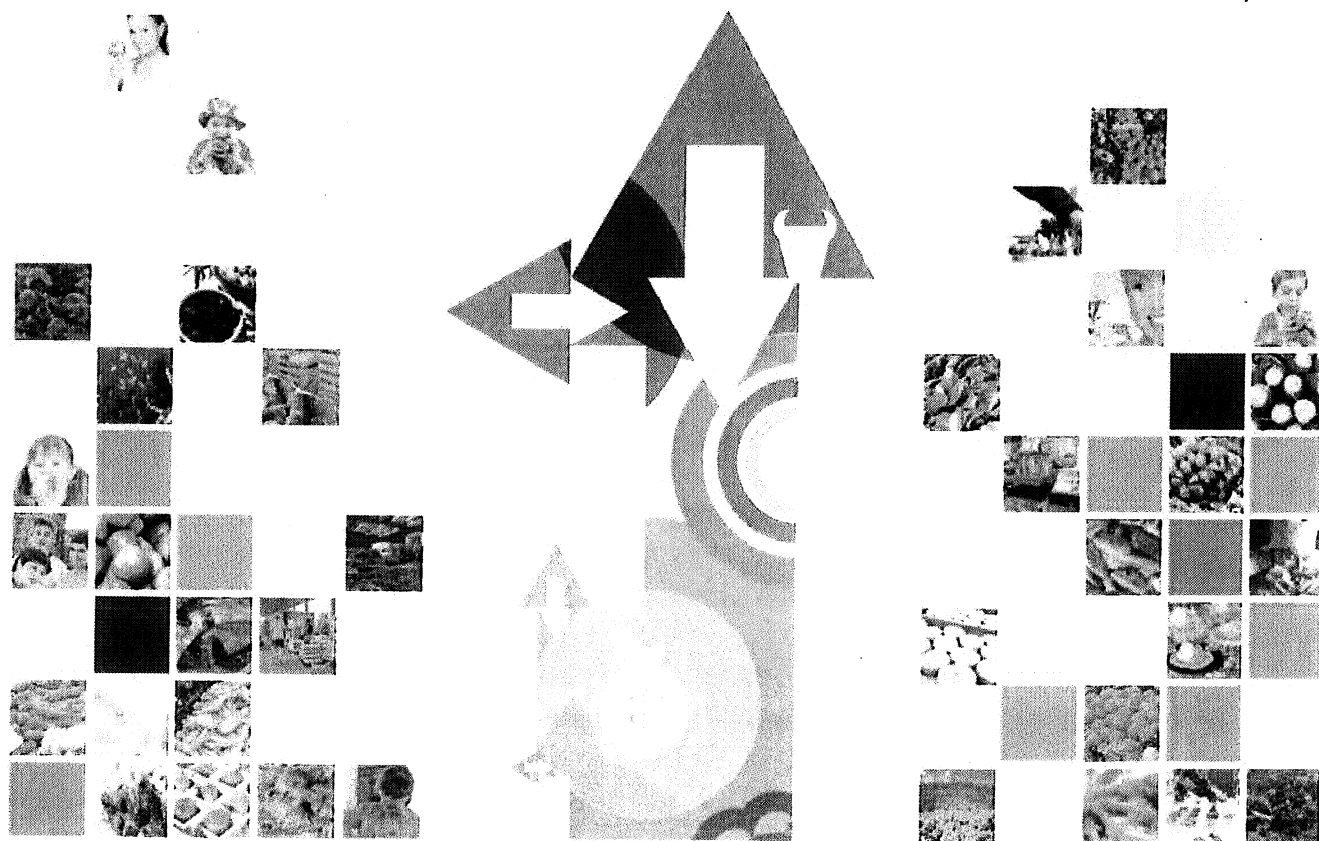
Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



S O M I M O N

**RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR
SUR L'EXERCICE 2013**



SOMMAIRE

A – VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE (pages 2 à 4)

B – ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2013 (pages 5 à 11)

C – SITUATION FINANCIERE (pages 11 à 15)

D – PERSPECTIVES D'AVENIR (page 15)

A - VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la SOMIMON comprend 15000 parts sociales à 16 euros, soit un montant global de 240 000 euros.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le Conseil d'administration a été informé de l'entrée en fonction :

- de l'entrée en fonction de Mr Pierre Marie PEZET, comme nouveau représentant permanent de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc, en remplacement de Mr Laurent BRIEU, suivant décision prise le 21 décembre 2012 par le Conseil d'Administration de la CRCAML.
- de l'entrée en fonction de Mr Renaud CALVAT, comme nouveau représentant permanent de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en remplacement de Mr Jean-Marcel CASTET – *décédé le 9 décembre 2012* – suivant délibération du Conseil de Communauté en date du 17 janvier 2013.

Au 31 décembre 2013 la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration se présentaient ainsi :

ACTIONNAIRES	% GLOBAL	% PARTIEL	ADMINISTRATEURS	ACTIONS
COLLECTIVITES LOCALES	58			
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER		42	Mme Gabrielle DELONCLE Mr Jean-François AUDRIN Mr Renaud CALVAT Mr Yvon PELLET	6300
VILLE DE MONTPELLIER		8	Mr Michel ASLANIAN	1200
DEPARTEMENT DE L'HERAULT		8	Mr Henri CABANEL	1200
ORGANISMES CENTRAUX	24			
C.D.C.		24	Mme Anne Laure DELATTRE	3600
ORGANISMES LOCAUX DIVERS	18			
C.C.I.		8	Mr Marc SENTOURENS	1200
CHAMBRE D'AGRICULTURE		4	Mr Jean-Luc LEYDIER	600
C.R.C.A.		4	Mr Pierre-Marie PEZET	600
B.R.L. Participations		2	non représenté	300
TOTAL	100	100		15000

Commissaires aux comptes :

TITULAIRE : Cabinet CAMOIN-PEREZ Associés

SUPPLEANT : Monsieur Christian PEREZ

SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice 2013, le Conseil d'Administration s'est réuni le 28 mai et le 12 décembre.

ASSEMBLEE GENERALE

Au cours de l'exercice 2013, une Assemblée Générale Mixte des actionnaires s'est tenue le 25 juin 2013.

NEGOCIATION ANNUELLE

La Négociation annuelle au cours de laquelle figurent notamment à l'ordre du jour, l'organisation du travail et les rémunérations du personnel, s'est tenue le 9 décembre 2013.

EFFECTIF DE LA SOCIETE

L'effectif de la Société, au 31/12/2013, s'élève à 16 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET et un agent recruté en contrat de professionnalisation (BTS Electrotechnique).

SOCIETE DANS LESQUELLES LA SOMIMON A PRIS UNE PARTICIPATION

La Somimon est actionnaire de :

la SERM - Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine,

Forme juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte

Domiciliation du siège social : Hôtel de Ville de Montpellier

Capital social : 5.894.000 €

Montant de la participation : 1 424 €

Nombre de titres : 89

Représentant de la Société : Mme Gabrielle DELONCLE

LISTE DES MANDATS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

(voir tableau page suivante)

MANDATS ET FONCTIONS EXERCEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DANS D'AUTRES SOCIETES

En application de la Loi 2001-420 du 15 mai 2001 relatives aux Nouvelles Régulations Economiques (N.R.E.), l'Assemblée des associés est informée des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés au cours de l'exercice 2013.

Administrateurs	Représentant	Mandats et Fonctions exercés	Sociétés
Mme Gabrielle DELONCLE	Montpellier Agglomération	Présidente Vice Présidente Conseillère Gérante Présidente Administrateur Administrateur Trésorière	MERCADIS-SOMIMON MONTPELLIER AGGLOMERATION VILLE DE MONTPELLIER Sté SOLARES CGPME de l'HERAULT Montpellier EVENTS SMABTP Association France Congrès
Mr Jean-François AUDRIN	Montpellier Agglomération	Maire Conseiller délégué Administrateur	Commune de ST GEORGES D'ORQUES MONTPELLIER AGGLOMERATION MERCADIS-SOMIMON
Mr Renaud CALVAT	Montpellier Agglomération	Maire Conseiller communautaire spécial Administrateur Membre de l'Assemblée spéciale Administrateur Président Président Président Vice-Président	Commune de JACOU MONTPELLIER AGGLOMERATION MERCADIS-SOMIMON SAAM Montpellier EVENTS Complexe funéraire Grammont SIVOM des 3 rivières SIAE
Yvon PELLET	Montpellier Agglomération	Maire Vice Président Administrateur Président du Conseil d'Administration	Synd. intercommunal col. voie domitienne Commune de ST GENIES des MOURGUES MONTPELLIER AGGLOMERATION MERCADIS-SOMIMON FDI GROUPE
Mr Michel ASLANIAN	Ville de Montpellier	Conseiller Municipal Conseiller Administrateur Administrateur Gérant	VILLE DE MONTPELLIER MONTPELLIER AGGLOMERATION MERCADIS-SOMIMON Groupe Sud de Co. Montpellier Société MAYOR FORMATION
Mr Henri CABANEL	Département de l'Hérault	Conseiller Administrateur	CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT MERCADIS-SOMIMON
Mr Anne Laure DELATTRE	Caisse des Dépôts et Consignations	Chargé de Développement Territorial Administrateur	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS MERCADIS-SOMIMON
Mr Marc SENTOURENS	Chambre de Commerce et d'Industrie	Membre associé Administrateur	C.R.C.I. MERCADIS-SOMIMON
Mr Jean-Luc LEYDIER	Chambre d'Agriculture de l'Hérault	Président Administrateur Président	Chambre d'Agriculture Filière F & L MERCADIS-SOMIMON OP COFRUID'OC
Mr Pierre Marie PEZET	C.R.C.A.M. du Languedoc	Directeur du Centre d'Affaires Administrateur	CREDIT AGRICOLE du LANGUEDOC MERCADIS-SOMIMON

B - ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

1 POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

Présentation par filière des accompagnements (agrandissement-réduction) et de l'accueil d'entreprises et de producteurs nouveaux sur 2013.

(voir détail au chapitre 3 « MOUVEMENTS DES ENTREPÔTS » ci-après).

Nouveaux entrants :

Fruits & Légumes : FL Select – Hajjaji Nacer (grossistes) - Le Panier Paysan (semi-grossiste)

Alimentation générale : AZ Food – Mavi – Tunal (*) - Centrale D 34 – Italia Forever – New Sicil Macel – Janssen Christian (importateurs/distributeurs) - Cabiron (traiteur) – Soprodix (cash) (*).

Produits carnés : Duffau – Délices Viandes (distributeurs).

Horticulture : Le Jardin d'Emilie (pépiniériste).

Transport-Logistique : Des Tra Log – Transcosatal – Mat Power – Etal Mobil.

Services : Psa Sécurité – Alpiroc.

(*) reprise d'entreprise déjà installée

Extension de surfaces :

Alimentation générale : Basile, Drap (grossistes)

Diminution de surface :

Fruits & Légumes : MC Languedoc primeur (grossiste)

Départ :

Horticulture : Liloo (horticulteur)

Fruit et légumes : Colomina Marcel, De Batista (maraîchers), El Moutaouakil (grossiste)

Divers : DFT (déménageur)

Politique de service

Le développement des services proposés par le MIN représente l'un des axes du Plan d'Evolution Stratégique Moyen Terme du MIN. Ces services restent financièrement abordables pour des entreprises qui se lancent voir pour certain groupement d'entreprises non encore structurées (taille, volumes, atomisation territoriale...) qui pourraient mutualiser tout ou partie de leur logistique sur le MIN.

Cette politique renforce le rôle de « pépinière d'entreprises alimentaires et logistiques » joué par le MIN. Ce soutien au développement économique représente toutefois un coût supporté par la SOMIMON.

Réponses aux attentes des collectivités

Un nouvel entrepôt devrait être dédié pour y proposer de nouvelles prestations de services (pilotage de flux, passage à quai,...), répondant aux demandes des collectivités de mise en œuvre de solutions logistiques mutualisées urbaines et d'expéditions. Une évolution des statuts de la SOMIMON sera nécessaire.

Projet de modernisation du carreau des grossistes et des producteurs.

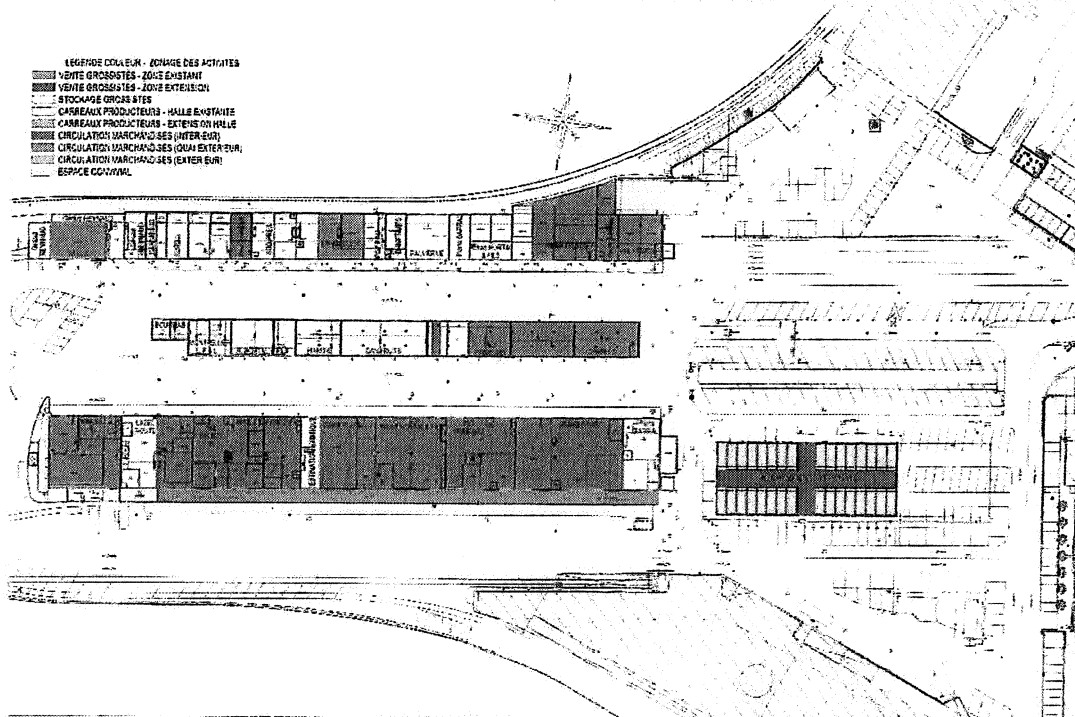
Les besoins exprimés par les usagers a permis de finaliser l'étude de faisabilité pour la modernisation du Pavillon grossiste et du carreau des producteurs.

Le projet donne une fonctionnalité au bâtiment et une synergie avec le carreau des producteurs. L'esprit groupé et collectif du projet rendra plus attractif le MIN, attirera davantage d'acheteurs avec des retombées individuelles en terme de chiffre d'affaires pour chaque opérateur.

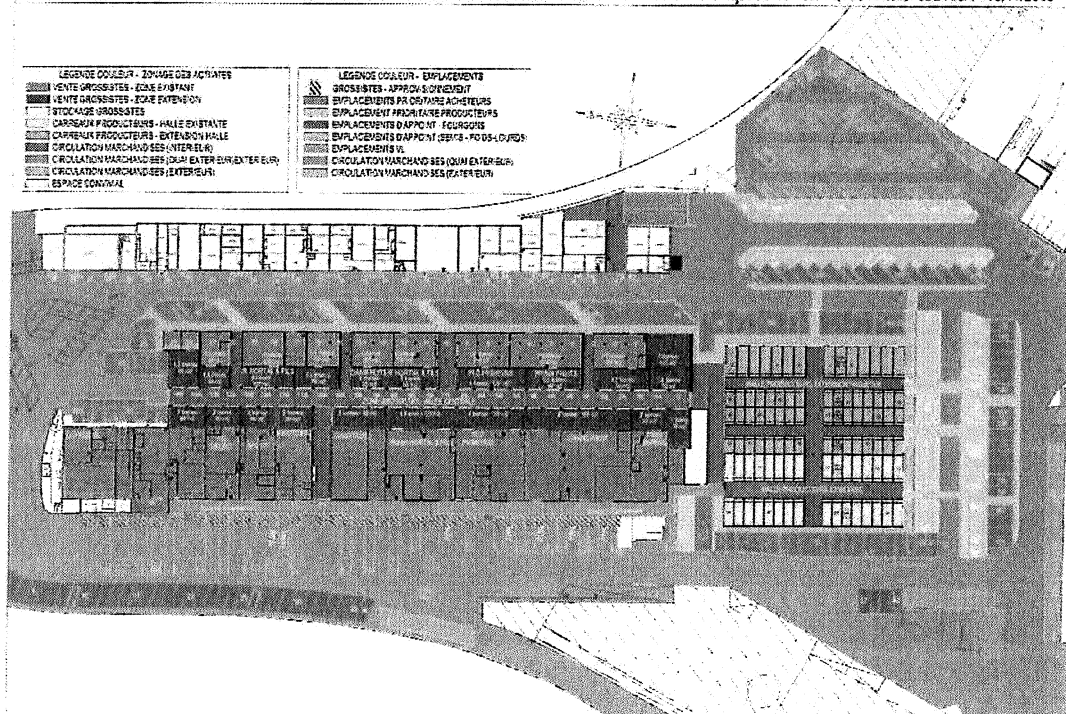
Le plan de financement sera étudié courant 2014.

Une présentation du projet de modernisation et du référentiel carreau sera conduite conjointement par le MIN et l'Union Nationale du Commerce de Gros en Fruits et Légumes début 2014.

MERCADIS - MIN de MONTPELLIER / ZONE GROSSISTES & PRODUCTEURS / ZONAGE DES ACTIVITES - Etat des Lieux - éch. 1/750 - Atelier JBL Archi - 18/11/2013



MERCADIS - MIN de MONTPELLIER / ZONE GROSSISTES & PRODUCTEURS / ZONAGE DES ACTIVITES - Projet SD18 - éch. 1/750 - Atelier JBL Archi - 18/11/2013



Diagnostic énergétique

Les conclusions de l'étude permettront de dimensionner l'installation mutualisée de production de froid nécessaire sur le pavillon grossiste.

Approvisionnement local

L'expérimentation avec l'association des restos du cœur a été renouvelée pour 3 ans.

Charte « Qualité et Proximité »

La SOMIMON cherche les moyens de développer une communication grand public pour accompagner cette charte.

Rendez-vous professionnels 2013

MERCADIS FETE NOEL (mercredi 18 décembre 2013) sera l'occasion de remettre le Prix MERCADIS de l'innovation de la Distribution Alimentaire de Proximité.

2 PLAN QUALITE DE MERCADIS

a) Tri sélectif

Le taux de recyclage reste très élevé 80%.

Déchet (Kg)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cartons	104 960	102 000	130 330	139 460	167 970	157 680	127 610	148 080
Bois	35 900	37 150	23 560	20 680	45 700	111 320	93 270	85 400
FLG – animaux (*)	129 500	285 600	228 100	238 000	226 000	194 000	203 000	186 000
FLG+FPL – compost Grammont	42 400	33 600	44 800	48 800	80 800	191 200	188 800	197 600
Sous-total recyclage	312 760	458 350	426 790	446 940	520 470	654 200	619 680	617 080
Evolution déchets triés		47%	-7%	5%	16%	26%	-6%	-0,4%
Part de tri sélectif	57%	74%	73%	73%	74%	75%	76%	76%
Sous-total non recyclables	233 940	162 500	155 740	166 360	174 180	219 480	191 420	194 400
Evolution Mise en décharge		-31%	-4%	7%	5%	10%	-13%	1,6%
Total Déchets	551 860	620 850	582 530	613 300	694 650	873 680	811 100	811 480

FLG : fruits et légumes - FPL : fleurs et plantes

b) Agrément - Norme HACCP – Plan de maîtrise sanitaire

Maintien de l'agrément européen et réception officiel de l'agrément chinois

c) Maintenance des installations frigorifiques

Maintien de 11 concessionnaires en contrats de maintenance sur l'année 2013. Le développement de cette prestation passe par la sélection d'un seul fournisseur unique d'équipements frigorifiques sur tout le MIN afin de disposer des pièces détachées nécessaires à la maintenance.

d) Mise aux normes des installations

Les conformités des installations électriques de 5 entrepôts ont été réalisées en 2013, à l'occasion d'aménagements ou de l'arrivée d'opérateurs.

e) Amélioration des conditions d'accueil

Guide d'accueil

La seconde édition du guide de MERCADIS sera diffusée à l'occasion de Mercadis fête Noël. Il est totalement financé par les annonces publicitaires.

Aménagement

Deux parkings de stationnement réservé au personnel ont été aménagés afin de laisser davantage de place pour les activités de chargement et déchargement.

f) Respect de la réglementation

28 constats d'infractions dressés par les 4 agents assermentés de SOMIMON :

- 8 transits de marchandises
- 5 Non-respect des horaires de neutralisation
- 8 Stationnements gênants
- 3 Non-Respect du contrôle d'accès
- 0 Vente hors emplacement
- 4 Jets de déchets
- 0 Non-respect du tri sélectif

CONSTAT D'INFRACTION N° 001

LE MARCHÉ D'INTERET NATIONAL DE MONTPELLIER EST UN SITE RESERVE AUX PROFESSIONNELS, SOUS LE CODE DE LA ROUTE, AU CODE DE COMMERCE (ARTICLES L.781 ET SUIVANTS), AU REGLEMENT INTERIEUR SOUS L'AUTORITE DU PREFET DELÉGUE AU DIRECTEUR DU MARCHÉ.

A REMPLIR PAR L'AGENT ASSERMENTE

AGENT ASSERMENTE : []
COPIES : []
A : []
RUE : []
VILLE : []
DATE : []

REGLEMENT INTERIEUR

<input type="checkbox"/> SITE RESERVE AUX PROFESSIONNELS	<input type="checkbox"/> JETS DE DECHETS, NETTOYEMENT	<input type="checkbox"/> PRESENCE D'ANIMAUX EN LIBRE
<input type="checkbox"/> NON RESPECT DU CONTRÔLE D'ACCÈS	<input type="checkbox"/> RETENEMENT, PROPRIÉTÉ ET VALORISATION DES DÉCHETS	
<input type="checkbox"/> VENTES HORS EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> NON RESPECT DES HORAIRES DE NEUTRALISATION	
<input type="checkbox"/> PAVILLON NON DÉCLARÉ	<input type="checkbox"/> NON RESPECT DU PROTOCOLE ET DU RÈGLEMENT PROFESSIONNEL TYPE	

CODE DE LA ROUTE

<input type="checkbox"/> STATIONNEMENT	<input type="checkbox"/> CIRCULATION	<input type="checkbox"/> STATIONNEMENT
--	--------------------------------------	--

Observations : []

la

Le nombre de constats ne reflète pas la totalité des infractions. Ces constats étant souvent distribués en dernier recours par nos agents – face à la mauvaise volonté des usagers en infraction.

Le projet de modernisation facilitera le contrôle de la neutralisation des jours et horaires.

g) Les déclarations d'activités

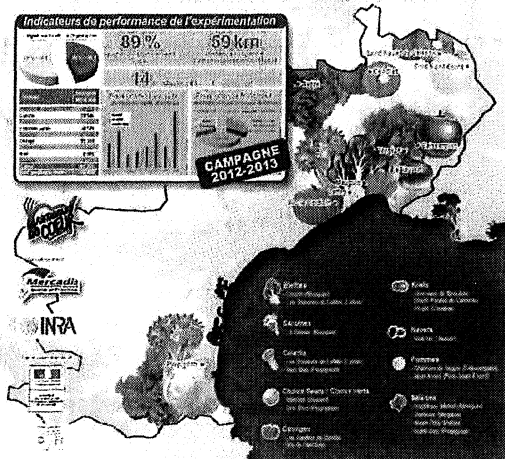
Elles n'ont pas été remplies cette année.

h) La traçabilité

L'expérimentation sur l'approvisionnement des Restos du cœur pour la campagne 2012-2013 a atteint un taux d'approvisionnement en fruits et légumes locaux de 89%.

L'expérimentation a été reconduite pour 3 ans.

Approvisionnement en fruits et légumes locaux des Restaurants du cœur de l'Hérault



3 MOUVEMENTS DES ENTREPÔTS – BUREAUX – MAGASINS TOUTES FILIERES

ARRIVEES

- LE PANIER PAYSAN – Création de paniers en fruits et légumes Bio
- F&L SELECT – Mr BENAZIZ – Grossiste Fruits et Légumes
- HAJJAJI Nacer – Grossiste Fruits et Légumes
- ITALIA FOREVER – Distribution et commercialisation de tous produits alimentaires et boissons
- PSA SECURITE – Surveillance et gardiennage
- L'Origine est Saveur – Grossiste en viande
- MAVI – Achat et vente de produits alimentaires surgelés
- TRANSCOSATAL – Transporteur de Fruits et Légumes
- AZ FOOD – Distribution et commercialisation de tous produits alimentaires

OCCUPATION PRECAIRE

- CHAMBRE D'AGRICULTURE – Concours Général Agricole des Vins
- LES RESTOS DU CŒUR – Association d'aide alimentaire
- SUDVINBIO – Concours Signature BIO 2013
- DES-TRA-LOG SOLUTIONS – Activité d'entrepasage

AUGMENTATION DE SURFACE/VOLUMES

- SECOURS POPULAIRE – Association d'aide alimentaire
- DRAP – Grossiste en restauration rapide
- F&L SELECT – Grossiste Fruits et Légumes
- BASILE – Négoce de matériels – emballages

DEPARTS

- EL MOUTAOUAKIL – Grossiste en fruits et légumes
- DFT – Société de Déménagements
- MERCASUD – Distribution et commercialisation de tous produits alimentaires

REDUCTION DE SURFACE

- AMINE SARL – Entrepasage de fruits et légumes
- AGRO SUD DEVELOPPEMENT – Conditionnement de fruits et légumes frais et Grossiste en fruits et légumes
- MC LANGUEDOC PRIMEUR – Grossiste Fruits et Légumes

POURSUITE DE CONTRAT (changement d'activité ou de nom)

- PROMOCASH – Nouveau contrat de location-gérance avec SOPRODIS.

4 LE CARREAUX DES PRODUCTEURS FILIERE FRUITS ET LEGUMES

80 producteurs ont mis en marché sur le MIN :

- 50 permanents
- 30 saisonniers

Taux d'occupation des carreaux producteurs en fonction des 3 zones de mise en marché.

HALLE	TRACE AU SOL			OCCUPATION	
	Surface unitaire 20 m ²	Nb 34	total 680 m ²	PERMANENTS 32	SAISONNIERS 2
Total			680 m ²	640 m ²	40 m ²
Occupation	100%			94%	6%
ALLEE K	TRACE AU SOL			OCCUPATION	
	Surface unitaire 6 m ²	Nb 48	total 288 m ²	PERMANENTS 27	SAISONNIERS 17 (25) 102 m ² (150 m ²)
Total			264 m ²	162 m ²	
Occupation	91% (108%)			56%	35% (52%)
AUVENT	TRACE AU SOL			OCCUPATION	
	Surface unitaire 15,5 m ² 6 m ²	Nb 22 24	total 341 m ² 96 m ²	PERMANENTS 2 4	SAISONNIERS 1 4
Total		46	437 m ²	55 m ²	24 m ²
Occupation	18%			13%	5%

50 producteurs permanents ont fréquenté le carreau des producteurs

Arrivée	Départs	
Marzo fils	Marzo père (34)	Succession
	Colomina (34)	Motif de santé
	De Batista (34)	Retraite

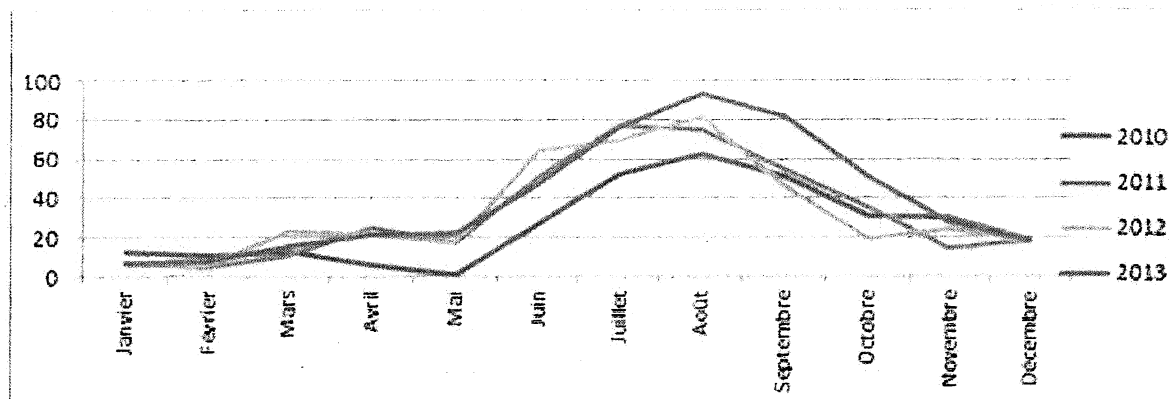
30 producteurs saisonniers ont fréquenté le carreau des producteurs.

Bacaresse	34	Abricots, pêches...	Clavel	34	Abricots... (*)	Mazota	34	Asperges, raisins de table ...
Bianchi	81	Ail de Lautrec	Combacal	34	Olives, melons...	Neveu	34	Melons, divers légumes
Boissière	30	Cerises	Costes	12	Champignons pleurotes	Nougaret	34	Raisins de table
Bosch	07	Champignons...	David	34	Raisins de table...	Palayret	34	Melons, raisins de table...
Bousquet	34	Raisins et jus de raisins bio	Dedies	11	Noisettes et produits dérivés	Philibert	30	Melons, divers légumes
Bouteiller	34	Divers légumes	Delacote	34	Fraises, divers légumes...	Poulain	30	Raisins de table
Breton	34	Figues	Garaix	26	Abricots, noix...	Raynard	34	Asperges...
Cazottes	34	Raisins	Ramunda	34	Tomates, divers légumes	Retaux	13	Fraises divers variétés
Cheve	34	Framboises et produits dérivés	Lakhrissi	34	Poivrons...	Soulairol	34	Asperges, fraises...
Christol	34	Divers légumes	Marin	34	Tomates, divers légumes	Tissot	34	Raisins de table

(*) Nouveautés produits 2013

Le graphe de fréquentation ci-dessous illustre :

- les décalages de maturité,
- une hausse (+3%) de la fréquentation des saisonniers.



5 LA PLATE-FORME FRIGORIFIQUE

La plateforme accueille des entreprises confiant la gestion de leurs produits à MERCADIS (seul MIN en France à proposer ce service).

Cette plate-forme constitue la base d'une logistique urbaine et territoriale objet du Plan de développement du MIN (chapitre 3.1. Développement - Logistique mutualisée urbaine et d'expédition)

Le tunnel de congélation est en fonctionnement pour un industriel régional (Groupe DUC).
L'agrément Chine a été officiellement attribué par l'ambassade.

6 EVOLUTION DU REGLEMENT INTERIEUR

Par Arrêté Préfectoral N° 2013/01/489 du 7 mars 2013, ont été approuvées les modifications suivantes du règlement intérieur du Marché d'Intérêt National :

- Evolution des horaires de neutralisation

L'annexe 1 du règlement intérieur sur le fonctionnement du marché fruits et légumes, a fait l'objet de plusieurs évolutions, suivant l'objectif de concentrer l'activité des grossistes.

La procédure de concertation suivie est la suivante :

- Décision est prise en CTC d'organiser un vote,
- Organisation du vote,
- Présentation des résultats du vote en CTC,
- Présentation de l'avis du CTC et du résultat du vote en CA pour décision,
- Envoi pour approbation en préfecture.

- Convention d'autorisation de déversement et de traitement des eaux usées (SOMIMON / Montpellier Agglomération)

Cette convention impose une nouvelle redevance (2€ HT / m³) facturée aux concessionnaires dont le montant dépend des résultats des analyses faites sur relevés semestriels à la sortie du réseau des eaux usées.

Un avenant au règlement intérieur du MIN (*Article 29 bis – Collecte et traitement des eaux usées*) permet à la SOMIMON d'avoir accès à la liste des produits d'entretien et aux bons d'entretien et de vidange des bacs à graisse.

7 VIE ET FONCTIONNEMENT DU MIN

Le Comité Technique Consultatif s'est réuni les 24 avril et 18 novembre 2013.

Le PV est adressé à l'ensemble des concessionnaires/producteurs/acheteurs abonnés (approximativement 200 professionnels).

La commission horticole s'est réunie le 24 janvier et le 28 novembre 2013.

Les rendez-vous professionnels sur MERCADIS :

Organisation de Mercadis fête Noël le mercredi 18 décembre 2013 avec remise du « *Prix MERCADIS 2013 de l'innovation de la Distribution Alimentaire de Proximité* ».

Les autres activités :

- Poursuite de la diffusion d'informations aux professionnels via SMS.
- Poursuite du partenariat avec la CCI de Montpellier, Sète et Béziers.
- Participation à plusieurs assemblées générales de la FFMIN.
- Participation à la 1ère Journée Nationale des Marchés de Gros de France.
- Présentation du plan de développement du MIN aux Services de Montpellier Agglomération.
- Présentation du MIN aux Services de la ville.
- Participation à une réunion dans le cadre d'Intervale et de Surfood, organisée par l'INRA.
- Participation à plusieurs réunions sur la logistique urbaine organisées par l'agglomération.
- Bilan de l'expérimentation avec l'Association départementale des Restos du cœur, l'INRA, la Chambre Départementale d'Agriculture.
- Visite du fonctionnement de la logistique urbaine mutualisée à Padoue (CityPorto – Interporto).
- Participation au Forum régional sur les circuits-courts organisé par la Région et l'INRA.
- Organisation de la visite de plusieurs délégations (responsable de coopératives chinoises, service développement de Carpentras, MIN d'Agen, MIN de Rungis, étudiants en urbanisme, horticulture, commerce).
- Participation aux « rencontres de l'emploi » organisées par Montpellier Agglomération.

C – SITUATION FINANCIERE

La SOMIMON dégage un résultat après impôts sur les Sociétés de 6 K€, conformément au budget révisé présenté au CA de décembre 2013 et proche de l'Initial.

Ce résultat à l'équilibre s'inscrit dans une politique ambitieuse :

- de co-investissement avec les concessionnaires.
- d'études de la faisabilité du Schéma Directeur (fonctionnalité et économies d'énergie),
- de développement des prestations logistiques (pilotage de flux, services logistiques).

a) analyse détaillée des variations de recettes

Le chiffre d'affaire d'exploitation progresse de 157 K€ par rapport à 2012 (+316 K€ depuis 2011), résultat de la politique ambitieuse qui renforce la confiance que les professionnels ont dans le MIN.

Les recettes de location tirent cette progression (+114 K€ / 2012) dans le respect de la stratégie : concentrer l'activité du MIN sur ses cœur d'activité : fruits et légumes (+ 69 K€) et autres alimentaires (+ 64 K€).

Les recettes de l'entrepôt augmentent de 22 K€ / 2012 (+93 K€ depuis 2011), dans le respect de la stratégie : développer une politique de service.

Produits divers : en augmentation par rapport à 2012 (+ 17 K€) dans le respect de la stratégie du MIN et de la collectivité : travaux de mise en conformité électrique, remise en état de locaux contre versement de Droits de Première Accession (DPA) et redevance d'assainissement de l'eau suite à la convention signée avec l'agglomération. (+24 K€ des charges refacturées ; +17 K€ DPA).

Produits financiers : les produits diminuent de 15 K€ (2013 étant une année de début de cycle de placement à taux progressifs).

Reprises sur amortissements et provisions : le suivi du plan de Gros Entretien, ainsi que le volume des travaux réalisés en 2013 ont généré une reprise de 225 K€ de provisions (- 4 K€).

a) Analyse détaillée des variations de charges

Achats : +-20 K€ par rapport à 2012.

+11 K€ d'électricité lié à la hausse du prix et à la hausse de la consommation (refacturée sur l'entrepôt frigorifique).
Maîtrise des fuites sur le réseau.

Services extérieurs : +48 K€ avec des variations croisées significatives.

+85 K€ des travaux de Gros Entretien

-32 K€ de l'entretien réparation des biens immobiliers.

-15 K€ du poste Assurances (compensé par une diminution de 23 K€ des remboursements d'assurance).

Autres services extérieurs : Stable

+13 K€ de personnel intérimaire en raison d'accroissement d'activité et de remplacement de personnel en AT.

+ 13 K€ d'honoraires - externalisation de la paye - études énergétiques - contentieux.

L'organisation du 50ème anniversaire du MIN et du Salon de la Distribution alimentaire de proximité est une charge sur 2012 non récurrente sur 2013.

+10 K€ du gardiennage de nuit mis en place suite au non-respect des horaires de neutralisation (charge qui ne devrait pas être récurrente).

Impôts et taxes : baisse de 11 K€ par rapport à 2012 due à un transfert de charges vers la masse salariale.

La masse salariale est stable (-10 K€).

La diminution des charges de salaire proprement dit suite au départ de deux agents a été compensée par les indemnités de départ et de retraite.

Autres charges de gestion : la redevance due à l'Agglomération de Montpellier a augmenté de 11 K€ (application contractuelle de l'indice Construction). La SOMIMON applique auprès de ses opérateurs l'indice consommation plus proche de l'activité génératrice de chiffre d'affaires pour nos concessionnaires.

Les Dotations aux amortissements et provisions progressent de 40 K€

Les provisions pour risques et charges d'exploitation augmentent de 13 K€ (litige Régalice)

Les provisions pour clients douteux augmentent de 20 K€ (principalement LABEL ROUTE) revenant au niveau de 2011.

DELAIS DE REGLEMENT

Conformément à l'article L441-6-1 et à l'article D441-4 du code de commerce, les administrateurs sont informés qu'à la date de clôture de l'exercice le solde des dettes à l'égard des fournisseurs se décompose par date d'échéance comme suit :

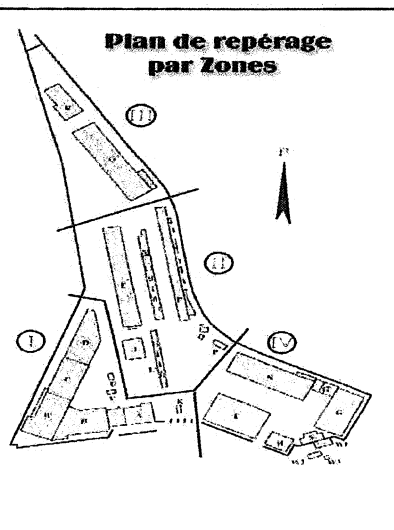
Délais de règlement	2013		2012	
0 à 30 jours	89 663,51	55%	99 258,38	60%
30 à 60 jours	29 664,16	18%	14 665,28	9%
60 à 90 jours	33 429,52	20%	41 459,51	25%
Plus de 90 jours	11 160,12	7%	10 987,10	7%
Total	163 917,31	100%	166 370,27	100%

TRAVAUX ET INVESTISSEMENTS REALISES SUR 2013 – SYNTHESE

Désignations	Gros Entretien	Investissements		Fonction- nement	TOTAL HT
		renouvelables	non renouv.		
Zone I	41 899,72				41 899,72
Zone II	56 320,00				56 320,00
Zone III	25 805,50				25 805,50
Zone IV	8 127,00				8 127,00
Zone V - Parties communes	71 952,93				71 952,93
LICENCES		510,00			510,00
MATERIEL & LOGICIELS INFORMATIQUES		9 675,36			9 675,36
MOBILIER MAT. DE BUREAU		8 917,00			8 917,00
ENTREPOT NORD BATIMENT O			25 403,98		25 403,98
OUVRAGES ET INFRASTRUCTURES			51 341,75		51 341,75
INSTALLATIONS SPECIFIQUES FRIGO		4 458,91			4 458,91
MATERIEL & OUTILLAGE		2 470,82			2 470,82
AGENCEMENTS ENTREPOTS		24 426,47			24 426,47
AGENCEMENTS COMMUNS		6 310,08			6 310,08
ETUDES				30 775,00	30 775,00
Totaux	204 105,15	56 768,64	76 745,73	30 775,00	368 394,52

Travaux de gros entretien

Désignation	€uros HT
Zone 1 – Façades, Peinture, Serrurerie	22 114,22
Zone 1 – Isolations	19 785,50
Zone 2 – Couvertures, Bardages, Etanchéités	52 020,00
Zone 2 – Isolations	4 300,00
Zone 3 – Sols intérieurs	25 805,50
Zone 4 – Sols intérieurs	4 500,00
Zone 4 – Façades, Peinture, Serrurerie	3 627,00
Zone 5 – Voiries, clôtures, portails extérieurs	46 519,70
Zone 5 – Réseaux Humides	15 910,00
Zone 5 – Ingénierie	9 523,23
Total	204 105,15



Biens renouvelables

N° Immo	Désignation	Montant HT
844	Portail Séparation G0040-50	2 160,87
845	Serveur SX1 HP	5 479,00
846	Licence Logiciel IMMO	510,00
847	Sas Réception O0010 Bigard	20 000,00
848	Compresseur C18	4 458,91
849	PC Directeur Général	921,48
850	Photocopieur C5235	8 917,00
851	Barrière Sortie	1 172,92
852	Télémètre laser	975,00
853	Imprimante HP LJ M400DNE Frigo	785,00
854	Imprimante HP M602 Local Informatique	1 540,00
855	Imprimante HP 400 Directeur Général	949,88
856	Echaffaudage	656,35
857	Grilles Parking Employés	2 879,29
858	Eclairage Parking Employés	2 257,87
859	Ventilateur E0013	976,60
860	Taille Haies	839,47
861	Compresseur E0016 Le Friboul	1 289,00
En cours	Compresseur Dorin	3 160,00
En cours	Compress Dorin H2000	2 211,00
En cours	Porte sectionnelle Bât M15	1 500,00
En cours	évaporateur M15	1 728,29
En cours	évaporateur M16	138,11
En cours	évaporateur M16	1 590,18
En cours	Système surveillance températures Bât N	696,42
En cours	Téléphone GSM XP3340 PTI	712,00
En cours	Boites aux lettres entrée du marché	707,08
		69 211,72

Charges significatives de fonctionnement 2013

Désignation	Euros HT
<u>Travaux non provisionnés au plan des Gros Entretiens</u>	
Sols intérieurs O0005 Basile	25 805,50
<u>Dépassements budgétaires des provisions G.E. constituées</u>	
Ingénierie plans architecte et geomètre	6 694,23
<u>Etudes</u>	
Etude d'aménagement du site (ndices 15 à 18)	18 915,00
Etude logistique urbaine	11 860,00
<u>Prévention et autres réparations significatives</u>	
Entretien des extincteurs	1 553,98
Renfort de charpente Bât O	970,00
Vérifications des installations électriques	3 341,84
TOTAL	69 140,55

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	2009	2010	2011	2012	2013
Chiffre d'affaires net	2 427	2 439	2 562	2 613	2 771
Reprise provisions gros entretiens	522	256	246	229	225
Production immobilisées et Subvention Exploitation				2	0
Transfert de charges				20	12
Produit de l'exercice	2949	2695	2 808	2 864	3 008
Achats et charges externes	1 048	1 004	1069	1143	1211
Autres charges	229	221	239	233	247
Valeur ajoutée	1672	1470	1500	1488	1550
Impôts et taxes	75	64	58	59	48
Frais de personnel	944	975	964	977	968
Excédent brut d'exploitation	653	431	478	452	534
Reprise amortissement et provisions	4	41	58	0	4
Dotations amortissements et provisions	629	521	590	518	557
Résultat d'exploitation	28	-49	-54	-65	-20
Résultat financier	51	69	84	58	44
Résultat exceptionnel	2	6	7	27	-7
Impôt sur les Sociétés & Participation des Salariés (intéressement)	53	26	32	19	12
RESULTAT NET COMPTABLE	28	0	6	1	6

TABLEAU D'ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
CAPITAUX PROPRES	1 029	1 058	1 059	1 064	1 065	1 071
EMPRUNTS A LMT > 1 AN	146	75	0	287	240	190
AUTRES RESSOURCES	301	275	267	309	319	347
CAPITAUX PERMANENTS	1 476	1 408	1 326	1 660	1 623	1 607
IMMOBIL. NETTES	5 361	5 428	5 565	5 817	5 892	5 877
AMORT. & PROVISIONS	5 777	5 813	5 925	6 063	6 184	6 334
FONDS DE ROULEMENT	1 892	1 793	1 686	1 907	1 915	2 064
CLIENTS, AUTRES CREANCES & cptes régul. actif/passif	127	194	264	236	277	359
FOURNISSEURS ET AUTRES	253	397	395	261	268	287
DETTES FISCALES & SOCIALES	488	513	483	508	499	496
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION		7	3	2	1	2
DETTES FINANCIERES < 1 AN	68	72	75	46	48	50
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	682	795	692	581	538	475
TRESORERIE ACTIF DISPO.	2 574	2 588	2 377	2 488	2 453	2 539
TRESORERIE pour contrôle : val mob placement + disponibilités	2 574	2 588	2 377	2 488	2 453	2 539

E – Perspectives d'avenir

Les perspectives d'avenir relèvent principalement de la poursuite de la Politique de Développement et de l'évolution du Plan Qualité présentés au chapitre B du présent rapport de gestion.

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Convention de concession EDF/ERDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 27 juin 2006, la Ville de Montpellier et EDF ont conclu, pour une durée de 15 ans, une convention de concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique et pour la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés.

Depuis la signature de cette Convention et la création de la société ERDF en 2008, les obligations de ce contrat de concession signé avec la Ville de Montpellier relèvent de la responsabilité :

- d'ERDF pour toutes les obligations relevant de la distribution d'électricité (exploitation et développement du réseau)
- d'EDF pour toutes les obligations relevant de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente

L'article 32 C du cahier des charges annexé à la convention de concession conclue le 27 juin 2006 impose aux concessionnaires co-contractants, EDF et ERDF, de présenter chaque année à la Ville de Montpellier, dans le délai de six mois suivant l'exercice considéré, un compte rendu d'activité exhaustif correspondant à la mission qui lui a été concédée par la Ville appelé ci-après Compte-Rendu Annuel de la Concession ou « CRAC ».

Cette obligation s'inscrit dans le cadre plus général de l'article L. 2224-31, I, du Code général des collectivités territoriales, lequel dispose que « chaque organisme de distribution d'électricité et de gaz tient à la disposition de chacune des autorités concédantes dont il dépend les informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique utiles à l'exercice des compétences de celles-ci » et que chacun de ces organismes « communique chaque année, notamment, la valeur brute, la valeur nette comptable et la valeur de remplacement des ouvrages concédés ».

L'article L. 2224-31, I, dudit Code a de plus été largement consacré par la jurisprudence récente comme garantissant aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité le droit de disposer de toutes informations utiles pour un exercice efficace de leur pouvoir de contrôle de leur concessionnaire (voir Conseil d'Etat, 21 décembre 2012, Commune de Douai, et CAA Paris, 25 mars 2013, SIPPEREC), conduisant le juge à faire une lecture utile des dispositions contractuelles issues des contrats de concession de distribution d'électricité.

Dans ce contexte, suite à la communication à la Ville du CRAC relatif à l'exercice 2012, cette dernière a adressé le 21 octobre 2013 un courrier précisant les données complémentaires à communiquer à la Ville pour disposer d'un compte-rendu exhaustif de la mission concédée. La Ville relevait notamment l'absence de compte de résultat pour l'activité de vente aux tarifs réglementés assurée par EDF, tandis que celui présenté pour l'activité de gestion du réseau électrique menée par ERDF est élaboré à partir de clés de répartition pour 90% des charges.

La Ville a par la suite adressé un courrier à ERDF daté du 10 avril 2014 et EDF daté du 10 avril 2014 pour leur demander de communiquer les éléments suivants, nécessaires à la Ville pour connaître la situation économique de la mission concédée :

- **le compte de résultat détaillé**, à la maille de la concession, pour 2012, présentant les recettes, les postes de charges, et les éventuelles contributions à (ou produits de) la péréquation nationale ;
- une présentation permettant d'avoir une connaissance des **répartitions inter-concessions** pour 2012 ;
- **le détail des recettes** pour 2012 à la maille de la concession et notamment les recettes provenant des usagers par tarif ;
- **le détail des charges** d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles éventuelles pour 2012.

Malgré quelques avancées, les nombreux échanges avec la ville n'ont pas permis, à ce jour, l'obtention de tous ces éléments.

Le CRAC 2013 remis en juin 2014 par les concessionnaires ne répond que partiellement à ces demandes. La liste des éléments manquants est annexée à la présente délibération. La Ville relève pour l'exercice 2013 notamment l'absence de compte de résultat pour l'activité de vente aux tarifs réglementés assurée par EDF, tandis que celui présenté pour l'activité de gestion du réseau électrique menée par ERDF est élaboré à partir de clés de répartition pour 90% des charges.

Vu :

- l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 décembre 2013 rejetant le pourvoi en cassation d'ERDF et en cela confirmant la décision de la Cour Administrative d'appel de Paris reconnaissant le droit de solliciter des concessionnaires la communication de compte de résultat à la maille de la concession,
- l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 décembre 2012 (commune de Douai, n°341788) reconnaissant le droit de la Ville, autorité concédante pour la distribution d'énergie, en application de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales, que lui soit communiqué par son concessionnaire, « à sa demande, toutes informations utiles, notamment un inventaire précis des ouvrages de la concession »,
- le contrat de concession signé en 2006 pour 15 ans avec EDF pour la mission concédée de vente au tarif réglementé (TRV) et ERDF, filiale d'EDF, pour la mission de gestion du réseau de distribution d'électricité, et notamment l'article 32.

Considérant :

- L'absence de communication d'informations et de données demandées par la ville dans le compte rendu annuel de la concession (cf. annexe) et, notamment, les éléments techniques, comptables et financiers à la maille de la concession dont un compte de résultat détaillé à la maille de la concession, pour chacune des activités de la mission concédée, empêchant la ville de connaître la situation économique réelle de la concession et d'apprécier les conditions financières, pour la Ville, à terme de la concession,
- L'absence de communication d'un programme d'investissement et de renouvellement des ouvrages pluriannuel, localisé et chiffré, permettant une appréciation du vieillissement des réseaux, des risques de coupures, et de pannes majeures d'alimentation,
- Les courriers échangés entre la Ville de Montpellier et les concessionnaires EDF et ERDF,

La Ville de Montpellier, autorité concédante pour la distribution d'énergie électrique demande :

- La transmission des éléments demandés par courrier et non transmis à ce jour et visés à l'annexe de la présente délibération, de manière à pouvoir exercer son devoir et son pouvoir de contrôle et à acquérir une connaissance complète de la situation économique et technique de la concession.
- La transmission d'un programme de renouvellement des ouvrages concédés, pluriannuel, localisé, chiffré jusqu'au terme du contrat de concession en cours.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Annexe concernant l'activité d'EDF

Il a été recensé les éléments demandés pour le CRAC 2013 à EDF pour rendre compte de l'activité de vente d'électricité aux tarifs réglementés qui lui a été concédée et dont les réponses n'ont pas été présentées ou de manière incomplètes :

- Au plan financier :

<i>Elément demandé</i>	<i>Réponse</i>
le compte de résultat détaillé , à la maille de la concession, pour 2013, présentant les recettes détaillées ci-après, les postes de charges, et les éventuelles contributions à (ou produits de) la péréquation nationale ;	Non présenté
une présentation permettant d'avoir une connaissance des répartitions inter-concessions pour 2013 ;	Non présenté
le détail de l'actif et du passif pour 2013 et notamment, le détail des immobilisations par types d'ouvrage, mentionnant les valeurs brutes, nettes et de remplacement ; et ce, pour les biens de retour, de reprise et les éventuels biens propres du concessionnaire.	Non présenté
des informations précises sur les éventuels changements de méthode comptable intervenus entre 2012 et 2013 ;	Non présenté
le détail des recettes pour 2013 et notamment :	
- les recettes provenant des clients aux TRV par tarif et en particulier en distinguant les recettes provenant des clients au TPN ;	Non présenté
- les recettes de la Contribution aux charges du Service Public d'Electricité.	Non présenté
- e détail des charges d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles éventuelles,	Non présenté
- les comptes de résultat prévisionnels pour 2014, 2015 et 2016.	Non présenté

- Au plan technique :

<i>Eléments demandés</i>	<i>Réponse</i>
dans l'évaluation de la qualité de l'accueil des clients , la description des processus de traitement de la clientèle au tarif réglementé, avec notamment :avec notamment :	
- l'évolution de l'accessibilité des plateaux téléphoniques depuis 2006 ;	Non présenté
- l'évolution de la satisfaction des clients depuis 2006 tant sur l'attente au téléphone, la courtoisie et la disponibilité de l'interlocuteur, sa capacité à donner des conseils ;	Non présenté
une évaluation de la qualité de traitement des clients en situation de précarité avec notamment :	
- l'évolution des clients au Service de Maintien de l'Electricité (SME), et au Service Minimum (SMI), du nombre de coupures, du nombre de familles aidées par le Fonds de Solidarité Logement en identifiant celles qui sont au tarif réglementé et celles qui en sont sorties depuis 2006 ;	Concernant le SME, non présenté
- l'évolution de la dette par client en précisant la courbe de répartition des clients par niveau de dette pertinent avec un historique sur les deux exercices antérieurs ; l'évolution de la dette de clients ayant bénéficié de l' « Accompagnement Energie » sera également présentée ;	Non présenté
- une description du processus de traitement des clients au tarif de première nécessité avec l'évolution depuis son déploiement ;	Non présenté
- Le nombre d'utilisateurs de la concession ayant bénéficié en 2013 d'un conseil tarifaire (CTS) en précisant la part de ces utilisateurs ayant adapté leur contrat suite à ce conseil ;	Non présenté
- Le nombre d'utilisateurs de la concession ayant bénéficié en 2013 des services proposés par le concessionnaire tels que le « suivi consommation », l' « Assistance dépannage électricité » et l' « Assistance dépannage électricité et gaz », l' « Assurance facture », le « diagnostic sécurité électricité », le « diagnostic travaux »,...	Non présenté

Annexe concernant l'activité d'ERDF

Il a été recensé les éléments demandés pour le CRAC 2013 à ERDF pour rendre compte de l'activité de gestion du réseau de distribution d'électricité qui lui a été concédée et dont les réponses n'ont pas été présentées ou de manière incomplètes :

- Au plan financier :

<i>Elément demandé</i>	<i>Réponse</i>
le compte de résultat détaillé, à la maille de la concession, pour 2013	Non présenté
le détail des recettes de la concession, en distinguant notamment :	
- les recettes liées aux prestations complémentaires (mise en service d'un branchement, relevé spécial de compteur à la demande d'un client...), et ce <u>par catégories de prestations</u> telles qu'elles figurent dans le barème de prix d'ERDF ;	Non présenté
- le montant des participations de tiers perçues au titre des contributions versées par la Ville au titre de sa compétence en matière d'urbanisme depuis le 1 ^{er} janvier 2009 à la <u>maille de la concession</u> (ces contributions ont vocation à être comptabilisées en tant que financements du concédant).	Non présenté
le détail des flux financiers de la concession de la Ville de Montpellier et notamment les montants respectifs acquittés en 2012 et 2013 au titre de la taxe foncière ;	Non présenté
une présentation permettant d'avoir une connaissance des flux de péréquation inter-concessions pour 2013 ainsi que du mode de calcul de la contribution de la concession de la Ville de Montpellier : résultat national, coefficient de pondération de la concession dans le calcul de répartition, ...	Non présenté
le détail de l'actif et du passif pour 2013 et notamment :	
- le détail des immobilisations par types d'ouvrage, mentionnant les valeurs brutes, nettes et de remplacement ; et ce, pour les biens de retour, de reprise et les éventuels biens propres du concessionnaire ;	Non présenté pour les ouvrages dits non localisés (50%)

<i>Elément demandé</i>	<i>Réponse</i>
<ul style="list-style-type: none"> - le détail de la dette du concessionnaire envers le concédant, à travers le tableau des « droits du concédant », en y mentionnant, pour les exercices 2011, 2012 et 2013, outre la contre-valeur des biens figurant à l'actif : la créance du concessionnaire sur le concédant et ses composantes : financement brut du concessionnaire, amortissements industriels sur financement du concessionnaire, utilisations de la provision pour renouvellement ; 	<p>Réponse incomplète pour les ouvrages localisés car il n'est pas possible d'identifier les ressources mobilisées lors des mises en immobilisation et donc de connaître les financements nets du concessionnaire.</p> <p>Non présenté pour les ouvrages non localisés</p>
le détail des flux de l'exercice 2013 et notamment:	
<ul style="list-style-type: none"> - les principales catégories d'investissements <u>par type d'ouvrages</u> avec le montant réparti par financement (en distinguant ERDF, Collectivités, Tiers, Provisions pour renouvellement affectées); 	<p>A compléter : manque la ventilation par type d'ouvrages, mis à part les postes sources.</p> <p>La part des investissements engagée sur le réseau HTA et celle engagée sur le réseau BT.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - le détail du poste de provisions pour renouvellement, qui relatera notamment : 	Non présenté
<ul style="list-style-type: none"> - les dotations de l'exercice ; 	
<ul style="list-style-type: none"> - les reprises de provisions inutilisées, en communiquant le détail de l'impact des reprises de provisions nationales à la maille de la concession, 	
<ul style="list-style-type: none"> - les transferts de provision aux droits du concédant, consécutivement au renouvellement effectif des biens ; 	
<ul style="list-style-type: none"> - les autres facteurs éventuels d'évolution du stock de provision, à expliciter ; 	
<ul style="list-style-type: none"> - le (ou les) coefficient(s) d'actualisation des valeurs de renouvellement en 2013. 	
les comptes de résultat prévisionnels pour 2014, 2015 et 2016 ;	Non présenté
enfin, le planning des investissements et des renouvellements prévus pour 2014, 2015, 2016 et le tableau de financement y afférent ;	Non présenté
<ul style="list-style-type: none"> - <u>Au plan technique :</u> 	

<i>Elément demandé</i>	<i>Réponse</i>
<p>la liste des <u>investissements</u> réalisés en 2013, à la maille de la concession, en les classant notamment en catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Postes sources ; • Renforcement ; • Extension ; • Etc. <p>cette liste d'investissements comportera également le bilan des opérations de raccordements réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'ERDF au 31 décembre 2013</p>	<p>La liste présentée n'est pas exhaustive</p> <p>Non présenté : Aucun bilan des opérations de raccordement n'est présenté</p>
les tableaux des ouvrages concédés de 2006 à 2013, à la maille de la concession, également segmenté par catégories d'immobilisations (postes sources, renforcement, extension, raccordements...) et par typologie de réseau ;	Non présenté
la politique opérationnelle (ou critère de choix) des investissements de renouvellement et de renforcement ;	Non présenté
<p>des précisions sur les activités de comptage, comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes de compteurs par type de compteurs ; - les volumes des nouveaux compteurs par type de compteurs ; - le pourcentage de renouvellement par type de compteurs ; - les résultats des contrôles métrologiques. 	Non présenté
des précisions sur la qualité du courant qui devra aborder notamment :	
<ul style="list-style-type: none"> - les coupures (avec le critère B, son évolution sur plusieurs années en segmentant par typologie de réseau aérien/souterrain/BT/HTA) ; 	Manque la distinction par niveau de tension.
<ul style="list-style-type: none"> - les pertes techniques sur le réseau ; 	Non présenté
<ul style="list-style-type: none"> - les taux de charge des postes de transformation ; 	Non présenté
<ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des réclamations des clients sur la qualité du courant et leur traitement. 	Non présenté
des précisions sur la qualité des ouvrages concédés, présentant notamment l'évolution de la composition des ouvrages sur plusieurs années selon :	

<i>Elément demandé</i>	<i>Réponse</i>
- les longueurs de réseau par tranche d'âge (en précisant par type de réseau l'âge de fin de vie comptable) ;	Manque la distinction par type de réseau (AL ou Cu, isolation synthétique/CPI,...).
- un classement des postes de transformation technique, par âge.	Non présenté pour les équipements des postes
l'évaluation de la qualité de la relève avec par exemple : une présentation de l'organisation de la relève par segment de client ; l'évolution du taux d'erreurs à la relève par segment de clients depuis 2006 ; le taux d'accessibilité de la relève avec un historique depuis 2006 ; la typologie des réclamations clients (par segment de client, puissance,...) ; l'évolution de la satisfaction clientèle sur ce point depuis 2006.	Non présenté dans le CRAC

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Convention de concession GRDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 19 février 1997, la Ville de Montpellier et GDF ont conclu, pour une durée de 25 ans, une convention de concession pour le service public de la distribution de gaz naturel.

Depuis la signature de cette convention et la création de la société GRDF en 2008, les obligations de ce contrat de concession signé avec la Ville de Montpellier relèvent de la responsabilité de GRDF, filiale du groupe GDF Suez, pour toutes les obligations relevant de la distribution de gaz naturel (exploitation et développement du réseau).

L'article 32 II du cahier des charges annexé à la convention de concession impose au concessionnaire GrDF de présenter chaque année à la Ville de Montpellier, dans le délai de six mois suivant l'exercice considéré, un compte rendu d'activité exhaustif correspondant à la mission qui lui a été concédée par la Ville appelé ci-après Compte-Rendu Annuel de la Concession ou « CRAC ».

Cette obligation s'inscrit dans le cadre plus général de l'article L. 2224-31, I, du Code général des collectivités territoriales, lequel dispose que « chaque organisme de distribution d'électricité et de gaz tient à la disposition de chacune des autorités concédantes dont il dépend les informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique utiles à l'exercice des compétences de celles-ci » et que chacun de ces organismes « communique chaque année, notamment, la valeur brute, la valeur nette comptable et la valeur de remplacement des ouvrages concédés ».

L'article L. 2224-31, I, dudit Code a de plus été largement consacré par la jurisprudence récente comme garantissant aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité le droit de disposer de toutes informations utiles pour un exercice efficace de leur pouvoir de contrôle de leur concessionnaire (voir Conseil d'Etat,

21 décembre 2012, Commune de Douai, et CAA Paris, 25 mars 2013, SIPPEREC), conduisant le juge à faire une lecture utile des dispositions contractuelles issues des contrats de concession.

Dans ce contexte, suite à la communication à la Ville du CRAC relatif à l'exercice 2012, cette dernière a adressé le 21 octobre 2013 un courrier à GRDF précisant les données complémentaires à communiquer à la Ville pour compléter le compte-rendu de la mission concédée.

Les éléments communiqués par le concessionnaire GRDF, le 23 novembre 2013, répondent aux demandes de la Ville pour les aspects techniques de la réalisation de la mission concédée. Cependant, il apparaît qu'aucun élément du compte de charges dans le compte d'exploitation de la concession de distribution de gaz présenté par GRDF pour l'exercice 2012 n'est établi à la maille de la concession.

En conséquence, la Ville a adressé un courrier à GRDF daté du 10 avril 2014 demandant la communication des éléments suivants, nécessaires à la Ville pour connaître la situation économique de la mission concédée :

- **le compte de résultat détaillé**, à la maille de la concession, pour 2012, présentant les recettes, les postes de charges, et les éventuelles contributions à (ou produits de) la péréquation nationale ;
- une présentation permettant d'avoir une connaissance des **répartitions inter-concessions** pour 2012 ;
- **le détail des recettes** pour 2012 à la maille de la concession et notamment les recettes provenant des usagers par tarif ;
- **le détail des charges** d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles éventuelles pour 2012.

Malgré quelques avancées, les nombreux échanges avec la ville n'ont pas permis, à ce jour, l'obtention de tous ces éléments.

Le CRAC 2013 remis en juin 2014 par le concessionnaire ne répond que partiellement à ces demandes. La liste des éléments manquants est annexée à la présente délibération. La Ville relève pour l'exercice 2013 notamment que le compte de résultat de la mission concédée communiqué est élaboré à partir de clés de répartition (70% des charges sont établies à la clé pour l'exercice 2013), ce qui entrave l'appréciation que peut porter la ville sur la situation économique de la concession.

Considérant :

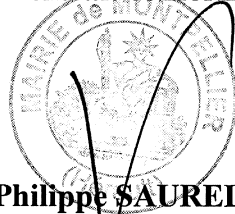
- l'insuffisance de communication d'informations et de données demandées par la Ville dans le compte rendu annuel de la concession (cf. annexe) et, notamment , les éléments techniques, comptables et financiers à la maille de la concession dont un compte de résultat détaillé à la maille de la concession , pour chacune des activités de la mission concédée, empêchant la Ville de connaître la situation économique réelle de la concession et d'apprécier les conditions financières, pour la ville, à terme de la concession
- l'absence de communication d'un programme d'investissement et de renouvellement des ouvrages pluriannuel, localisé et chiffré, permettant une appréciation du vieillissement des réseaux, des risques de coupures, et de pannes majeures d'alimentation,
- les courriers échangés avec entre la ville de Montpellier et le concessionnaire GRDF,

La Ville de Montpellier, autorité concédante pour la distribution de gaz demande :

- la transmission des éléments demandés par courrier et non transmis à ce jour, visés à l'annexe de la présente délibération, de manière à pouvoir exercer son devoir et son pouvoir de contrôle à acquérir une connaissance complète de la situation économique et technique de la concession.
- La transmission d'un programme de renouvellement des ouvrages concédés, pluriannuel, localisé, chiffré jusqu'au terme du contrat en cours.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Annexe concernant l'activité d'GRDF

Il a été recensé les éléments demandés pour le CRAC 2013 à GRDF pour rendre compte de l'activité de gestion du réseau de distribution de gaz qui lui a été concédée et dont les réponses n'ont pas été présentées ou de manière incomplètes ::

- Au plan financier :

<i>Elément demandé</i>	<i>Réponse</i>
le compte de résultat détaillé , à la maille de la concession, pour 2013	Non présenté, les éléments remis sont pour 70% des charges issus de clé de répartition.
une présentation permettant d'avoir une connaissance des flux de péréquation inter-concessions pour 2013 (répartitions inter-concessions et contributions à la péréquation nationale)	Non présenté
le détail de l'actif et du passif pour 2013 et notamment le détail des immobilisations par types d'ouvrage, mentionnant les valeurs brutes, nettes et de remplacement ; et ce, pour les biens de retour, de reprise et les éventuels biens propres du concessionnaire ;	Non présenté : il manque toute onformation relative à la valeur de remplacement des ouvrages concédés et toute information relative aux biens propres et biens de reprises utiles à la mission concédée.
le détail des charges d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles éventuelles,	Non présenté : les charges sont à 70% calculées à partir de clé de répartition de charges établies au niveau national. <u>Les dotations aux amortissements et aux provisions pour renouvellement des ouvraegs concédés sont absentes.</u>
les comptes de résultat prévisionnels pour 2014, 2015 et 2016 ;	Non présenté

- Au plan technique :

<i>Elément demandé</i>	<i>Réponse</i>
l'état d'avancement des programmes de renouvellement des ouvrages par type d'ouvrage concédé. Les programmes de renouvellement auront été préalablement remis à la Ville.	Non présenté
Les dépenses d'entretien et de maintenance réalisées à la <u>maille de la concession</u> pendant l'exercice 2013 par type	Non présenté
La liste des interventions sur incidents à la <u>maille de la concession</u> , avec la localisation de l'incident et le temps d'intervention. Une historisation de ces événements sera présentée.	Non présenté
Le nombre de raccordements nouveaux à la <u>maille de la concession</u> en 2013 par type de tarif avec une historisation sur au moins 5 années consécutives.	Non présenté
La qualité de la relève avec notamment le <u>taux de relève</u> sur index réels et le <u>taux d'erreur</u> à la relève à la <u>maille de la concession</u> . Une historisation sur au moins 5 années consécutives sera présentée pour chacun de ces deux taux.	Non présenté
Le taux de satisfaction par tarif des usagers à la <u>maille de la concession</u> en détaillant par item le <u>taux de satisfaction</u> des usagers de la concession et une historisation sur au moins 5 années consécutives. L'analyse de l'évolution du <u>taux de satisfaction</u> menée par le concessionnaire sera indiquée.	Non présenté

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

LES BAMBINS DU LEZ - Garantie d'Emprunt

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du projet d'extension des locaux de la crèche « Les bambins du Lez » qui permettra la création de 8 places supplémentaires, ce qui portera la capacité d'accueil d'enfants à 40 places, ainsi que l'embauche de 2 salariés de plus et portera le personnel à 18 salariés, la crèche « les bambins du Lez » souhaite réaliser un emprunt de 130 000 € pour financer cette opération.

Cette extension consiste en une construction de 140 m² sur une parcelle de terrain appartenant à la Ville de Montpellier et rétrocédée sur la cour de l'école Jean Moulin accolée à la crèche.

Pour financer cet investissement, la crèche « Les Bambins du Lez », après négociation, a contracté un emprunt auprès du Crédit Agricole aux conditions suivantes :

Montant : 130 000 €

Durée : 180 mois (soit 15 ans)

Taux fixe mensuel de 3.10 %, Taux annuel effectif global de 3.28%

Différé d'amortissement de 10 mois

Frais de dossier fixe : 1200 euros (soit 0.90%).

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 100 % du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt, 15 ans, à hauteur de 130 000 €.

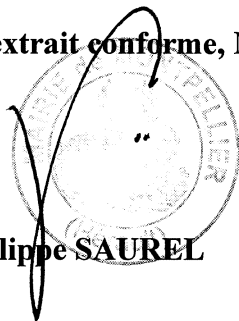
La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 100 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100 % de l'emprunt que la crèche « Les Bambins du Lez » a contracté auprès du Crédit Agricole à hauteur de 130 000 €, aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Mise en accessibilité des bâtiments de la Ville Application de la loi Handicap Mise en oeuvre des agendas d'accessibilité programmée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 dite loi Handicap, a apporté des évolutions fondamentales pour répondre aux attentes des personnes handicapées. Elle a défini les moyens de la participation des personnes handicapées à la vie de la cité et a créé l'obligation de mise en accessibilité des bâtiments et des transports dans un délai maximum de 10 ans.

Toutefois, bien que la loi Handicap ait constitué une avancée importante en matière d'accessibilité, elle n'a néanmoins pas été suffisamment suivie d'effets.

L'échéance de 2015 pour la mise en accessibilité du cadre bâti et des transports sera difficile à respecter pour nombre d'acteurs publics et privés. Dans cet objectif, la loi du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité vient renforcer et compléter la loi du 11 février 2005. Ainsi, par ordonnance du 25 septembre 2014 des modifications ont été apportées aux dispositions législatives de la loi Handicap. A compter de cette date et avant le 27 septembre 2015, les gestionnaires des établissements recevant du public (ERP) ou les installations ouvertes au public (IOP) ont désormais la possibilité, pour mettre leurs bâtiments en conformité avec les obligations légales, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap). Cet acte d'engagement volontaire ne se substitue pas à la loi de 2005 mais la complète.

L'Ad'Ap est un document de programmation pluriannuel, qui précise la nature des travaux et leur coût et engage les gestionnaires d'établissement dans un délai de 1 à 3 ans pouvant aller, à titre dérogatoire jusqu'à 9 ans, dont ce sera le cas pour la Ville de Montpellier.

Ces agendas s'adressent aux maîtres d'ouvrages et aux exploitants d'établissements recevant du public. L'engagement à entrer dans la démarche Ad'Ap devra être acté auprès du Préfet avant le 31 décembre 2014 et les dossiers remis au plus tard, le 25 septembre 2015. Les projets Ad'Ap devront être validés par le Préfet. Cette validation permettra ainsi d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité. L'Ad'Ap est un engagement irréversible et un dossier validé devra être mené à son terme. Pour cela le dispositif comportera des points de contrôle réguliers et une validation à son terme. Des sanctions pénales et financières seront appliquées en cas de non-respect de l'Ad'Ap.

Aujourd'hui, le bilan des actions menées par la Ville en matière d'accessibilité, se concrétise par son engagement dans la réalisation des diagnostics obligatoires sur les établissements recevant du public. Au vue des diagnostics effectués en 2008, l'estimation du coût des travaux s'élève à près de 40 M€ pour 290 ERP concernés soit un effort financier annuel de 4,4 M€ pour la Ville.

Un subventionnement du FIPHFP de l'ordre de 400 000 € pourrait être alloué à la Ville, pour l'ensemble des bâtiments comportant des postes de travail.

Par ailleurs, en Commission Communale pour l'Accessibilité – animée par la Ville – il a été défini en concertation avec les associations que la priorité serait donnée à la mise en accessibilité des Maisons Pour Tous.

Ainsi, des travaux ont déjà été réalisés sur le Centre Culturel Rabelais, la Maison Pour Tous Villon, le Rockstore, l'ancien Hôtel de Ville. Des travaux sont actuellement en cours sur la Maison Pour Tous l'Escoutaire.

Parallèlement à ces actions, a été mise en service la Cartographie sur Internet, indiquant le niveau d'accessibilité des bâtiments audités par la Ville, le Centre Communal d'Action Social, le Conseil Général de l'Hérault, la Région Languedoc-Roussillon, ainsi que l'accessibilité des transports, trottoirs, places de stationnements, passages piétons...

Enfin, ces premiers chantiers ont eu pour but de définir une méthodologie de travail et mettre en exergue les travaux connexes non négligeables qu'implique la mise en accessibilité.


Compte tenu de ces décrets et afin de se mettre en conformité avec la législation, il est proposé de déposer auprès du préfet, l'engagement à entrer dans la démarche d'agenda d'Accessibilité programmée, afin de poursuivre les actions de mise en accessibilité déjà entreprises.

Après examen, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'engagement à entrer dans la démarche d'Ad'AP
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter un ou plusieurs cabinets afin de réaliser les études préliminaires nécessaires ;
- D'inscrire la dépense dans le cadre d'une autorisation de programme selon le plan pluriannuel d'investissement ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation du projet,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL